



# RAPPORT DE SYNTHÈSE

## ENQUÊTE NATIONALE SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE, Septembre 2016 (ENSAN MALI)

Version définitive

Octobre 2016

## TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES .....	I
LISTE DES TABLEAUX .....	III
LISTE DES CARTES ET FIGURES .....	V
SECTION 1 : CONTEXTE, JUSTIFICATION, METHODOLOGIE.....	1
1.1. Contexte .....	2
1.2. Justification.....	2
1.3. Objectifs de l'évaluation .....	2
1.4. Méthodologie /Organisation de l'enquête .....	4
1.4.1. Outils de collecte .....	5
1.4.2. Echantillonnage.....	6
1.4.3. Limites .....	9
1.5. Concepts de base et cadre d'analyse de la sécurité alimentaire et nutritionnelle .....	10
SECTION 2 : RESULTATS .....	12
2.1. Caractéristiques sociodémographiques des ménages .....	13
2.1.1. Statut des ménages.....	13
2.1.2. Profils des chefs de ménage .....	13
2.1.3. Composition démographique des ménages.....	14
2.2. Conditions de vie des ménages .....	14
2.2.1. Logement .....	14
2.2.2. Eau, hygiène et assainissement .....	15
2.2.3. Possession de biens/équipements.....	15
2.3. Moyens et stratégies de subsistance des ménages .....	16
2.4. Mouvements migratoires :.....	17
2.5. Elevage .....	18
2.5.1. Pratique de l'élevage .....	18
2.5.2. Appréciation qualitative des conditions d'élevage.....	18
2.6. Pêche .....	21
2.7. Agriculture .....	22
2.8. Sources de revenus des ménages .....	23
2.9. Accès au marché .....	27
2.10. Dépenses & Approvisionnement des ménages.....	28
2.11. Epargne des ménages .....	31
2.12. Recours aux Crédits .....	31
2.13. Consommation alimentaire et nutrition des ménages.....	33
2.13.1. Consommation alimentaire.....	33
2.13.2. Apports alimentaires et nutritionnels au niveau des ménages.....	35
2.13.3. Diversité alimentaire des ménages.....	36

2.13.5. Nombre de repas .....	37
2.13.6. Changement dans les habitudes alimentaires .....	38
2.14. Chocs .....	38
2.15. Stratégies d'adaptation.....	40
2.15.1. Stratégies d'adaptation alimentaires .....	40
2.15.2. Stratégies d'adaptation non alimentaires.....	42
2.16. Indice de la Faim.....	43
2.17. Assistance et programmes d'aide.....	44
2.18. Sécurité Alimentaire.....	44
2.18.1. Classe de sécurité alimentaire .....	44
2.18.2. Profil des ménages en insécurité alimentaire.....	45
2.18.3. Evolution de la sécurité alimentaire des ménages au Mali.....	47
2.18.4. Sécurité Alimentaire et moyens d'existence .....	50
2.18.5. Perspectives d'évolution de la sécurité alimentaire.....	50
2.19. Nutrition des enfants de 6 à 59 mois .....	51
2.19.1. Sensibilisation et éducation nutritionnelle.....	51
2.19.2. Caractéristique des enfants de 6 à 59 mois.....	53
2.19.3. Consommation alimentaire des enfants de 6 à 59 mois.....	54
2.19.4. Statut nutritionnel des enfants .....	58

## LISTE DES TABLEAUX

<b>Tableau n°1:</b> Composition démographique des ménages .....	<b>14</b>
<b>Tableau n°2:</b> Évolution de la taille du troupeau.....	<b>20</b>
<b>Tableau n°3:</b> Évolution des femelles reproductrices en UBT .....	<b>20</b>
<b>Tableau n°4:</b> Évolution des femelles reproductrices en espèce .....	<b>21</b>
<b>Tableau n°5:</b> Estimation du revenu total de septembre 2015 et 2016 (en cash) des ménages .....	<b>24</b>
<b>Tableau n°6:</b> Estimation du revenu total habituel et actuel (en cash) des ménages par Zone de Moyens d'Existence .....	<b>24</b>
<b>Tableau n°7:</b> Contraintes pesant sur les activités génératrices des ménages.....	<b>26</b>
<b>Tableau n°8:</b> Estimation du montant minimum mensuel nécessaire pour le ménage.....	<b>26</b>
<b>Tableau n°9:</b> Tableau : Niveau des dépenses alimentaires mensuelles .....	<b>29</b>
<b>Tableau n°10:</b> Epargne des ménages .....	<b>31</b>
<b>Tableau n°11:</b> Modalités de remboursement des dettes.....	<b>32</b>
<b>Tableau n°12:</b> Groupes d'aliments .....	<b>33</b>
<b>Tableau n°13:</b> Groupe de consommation alimentaire entre septembre 2014 et septembre 2016 .....	<b>34</b>
<b>Tableau n°14:</b> Groupe de consommation alimentaire par région – septembre 2016 .....	<b>34</b>
<b>Tableau n°15:</b> Groupes d'aliments consommés par au moins 50% des ménages par Classe de diversité.....	<b>37</b>
<b>Tableau n°16:</b> Indice des stratégies de survie des ménages Septembre 2014 – Septembre 2016 par zone de moyens d'existence.....	<b>41</b>
<b>Tableau n°17:</b> Stratégies d'adaptation non alimentaires .....	<b>42</b>
<b>Tableau n°18:</b> Stratégie d'adaptation non alimentaire regroupée par région .....	<b>42</b>
<b>Tableau n°19:</b> Répartition des ménages selon l'indice domestique de la faim .....	<b>43</b>
<b>Tableau n°20:</b> Indicateurs du CARI (Approche consolidée du PAM pour le compte-rendu des indicateurs de la sécurité alimentaire).....	<b>44</b>
<b>Tableau n°21:</b> Classes d'insécurité alimentaire (approche CARI).....	<b>44</b>
<b>Tableau n°22:</b> Niveau de sécurité alimentaire par région .....	<b>45</b>
<b>Tableau n°23:</b> Quintile de richesse selon la classe de sécurité alimentaire des ménages.....	<b>46</b>
<b>Tableau n°24:</b> Classe de Sécurité Alimentaire et stratégies des ménages .....	<b>46</b>
<b>Tableau n°25:</b> Classe Sécurité Alimentaire et assistance alimentaire es ménages.....	<b>46</b>
<b>Tableau n°26:</b> Classes de sécurité alimentaire et zones de moyens d'existence .....	<b>50</b>
<b>Tableau n°27:</b> Profil des ménages en insécurité alimentaire selon les critères HEA.....	<b>50</b>
<b>Tableau n°28:</b> Evolution de l'exposition des ménages aux différents thèmes de messages de sensibilisation et éducation nutritionnelle au cours des 3 derniers mois selon la région. ....	<b>52</b>
<b>Tableau n°29:</b> Participation des (membres) des ménages à une séance d'éducation ou de sensibilisation nutritionnelle au cours des 3 derniers mois selon la région.....	<b>52</b>
<b>Tableau n°30:</b> Consommation de sel iodé dans les ménages.....	<b>54</b>
<b>Tableau n°31:</b> Distribution des enfants selon le sexe et la classe d'âge et la région.....	<b>54</b>
<b>Tableau n°32:</b> Alimentation du nourrisson et du jeune enfant .....	<b>54</b>
<b>Tableau n°33:</b> Score de diversité alimentaire individuel des enfants de 6 à 59 mois .....	<b>57</b>
<b>Tableau n°34:</b> Statut nutritionnel des enfants .....	<b>58</b>

## LISTE DES CARTES ET FIGURES

### ✓ Liste des cartes

<b>Carte n°1:</b> Répartition des partenaires de l'ENSAN par zone (cercle) de collecte .....	5
<b>Carte n°2:</b> Répartition spatiale de l'échantillon de l'enquête nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle	7
<b>Carte n°3:</b> Caractéristique démographique par région administrative .....	13
<b>Carte n°4:</b> Distribution (%) des ménages appartenant au quintile de bien-être économique « Très faible » par cercle .....	16
<b>Carte n°5:</b> Distribution spatiale de l'anomalie de la biomasse en fin septembre 2015 et 2014 au Mali .....	19
<b>Carte n°6:</b> Classe part de dépenses alimentaires des ménages $\geq 75\%$ par cercle .....	29
<b>Carte n°7:</b> Score de consommation alimentaire « pauvre », « limite » par cercle.....	36
<b>Carte n°8:</b> Distribution (%) ménages en insécurité alimentaire globale (modérée + sévère) par cercle.....	50
<b>Carte n°9:</b> Evolution proportion ménages touchés par l'insécurité alimentaire sévère par cercle.....	49
<b>Carte n°10:</b> Evolution proportion ménages touchés par l'insécurité alimentaire modérée par cercle .....	49

### ✓ Listes des figures

<b>Figure n°1:</b> Structure organisationnelle de l'ENSAN MALI Février 2016 .....	5
<b>Figure n°2:</b> Cadre conceptuelle de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.....	10
<b>Figure n°3:</b> Calendrier agricole de FEWS NET associé aux périodes de collecte des données ENSAN.....	17
<b>Figure n°4:</b> Déclaration sur l'évolution au cours des 12 derniers mois des revenus des ménages.....	25
<b>Figure n°5:</b> Principaux groupes de moyens de subsistance (basés sur les sources de revenus habituels) des ménages .....	27
<b>Figure n°6:</b> Période de début d'accès difficile au marché par région – ENSAN Septembre 2016 .....	28
<b>Figure n°7:</b> Période de fin d'accès difficile au marché par région – ENSAN Septembre 2016 .....	28
<b>Figure n°8:</b> Sources d'approvisionnement actuelles des ménages en produits alimentaires .....	30
<b>Figure n°9:</b> Période, au cours des 12 derniers mois, où les ménages n'ont pas eu assez de nourriture pour répondre à leurs besoins .....	30
<b>Figure n°10:</b> Niveau d'endettement des ménages par rapport à l'année dernière .....	31
<b>Figure n°11:</b> Appréciation du niveau d'endettement par rapport à l'année dernière à la même période.....	32
<b>Figure n°12:</b> Evolution du Score de Consommation Alimentaire au niveau national – Septembre 2014 – Septembre 2016 (données hors Bamako).....	34
<b>Figure n°13:</b> Groupes alimentaires consommés.....	37
<b>Figure n°14:</b> Principaux chocs subis par les ménages dans les six derniers mois .....	39
<b>Figure n°15:</b> Indice des stratégies de survie des ménages – Septembre 2014 – Février 2016 .....	40
<b>Figure n°16:</b> Evolution du CSIr entre septembre 2014 et septembre 2016 - Régions de Gao et de Tombouctou .	40
<b>Figure n°17:</b> CSIr - BAMAKO - Février et Septembre 2016 .....	41
<b>Figure n°18:</b> Distribution des classes de sécurité alimentaire des ménages au niveau national .....	45
<b>Figure n°19:</b> Evolution de l'insécurité alimentaire au Mali – Septembre 2014 et Septembre 2016* .....	47
<b>Figure n°20:</b> Participation des membres des ménages à une séance d'éducation ou de sensibilisation nutritionnelle au cours des 3 derniers mois.....	51

<b>Figure n°21:</b> Evolution de la participation des ménages aux différents thèmes de messages de sensibilisation et éducation nutritionnelle au cours des 3 derniers mois .....	<b>52</b>
<b>Figure n°22:</b> Fréquence de consommation de différents groupes alimentaire par les enfants en septembre 2016 et février 2016 .....	<b>55</b>
<b>Figure n°23:</b> Fréquence de consommation de différents groupes alimentaires par les enfants de 6 à 59 mois selon la région .....	<b>55</b>
<b>Figure n°24:</b> Poursuite de l’allaitement au sein au-delà de un an .....	<b>56</b>
<b>Figure n°25:</b> Proportion d'enfants de 6 à 8 mois allaités et qui ont consommés au moins 2 repas la veille selon la region ENSAN Septembre 2016 (%) .....	<b>56</b>
<b>Figure n°26:</b> Proportion d'enfants de 9 à 3 mois allaités et qui ont consommés au moins 3 repas la veille selon la région ENSAN septembre 2016 (%) .....	<b>56</b>
<b>Figure n°27:</b> Introduction d’aliments de complément .....	<b>57</b>

## SECTION 1 : CONTEXTE, JUSTIFICATION, METHODOLOGIE

## 1.1. Contexte

Situé au cœur de l'Afrique de l'Ouest le Mali est un pays sahélien, enclavé qui s'étend sur une superficie de 1.241.238 Km<sup>2</sup>. Plus des deux tiers de ce vaste territoire est désertique dans sa partie nord. Sa population est estimée à 18.343.002 millions d'habitants<sup>2</sup>. Il est divisé en 10 régions administratives subdivisées en 57 cercles et le District de Bamako. Ce vaste territoire est reparti en 703 communes dont les 6 du District de Bamako assimilées dans cette enquête à des cercles au regard de leur taille. Il est classé au 182ème rang sur 186 pays selon l'indice de développement humain (IDH) de 2013.

**NB :** Les nouvelles régions de Ménaka et Taoudéni restent dans la base comme elles étaient lors des passages précédents pour faciliter les comparaisons.

L'économie est fortement dépendante du secteur primaire : l'agriculture, l'élevage, la pêche et l'exploitation forestière occupant 68.0% de la population active<sup>4</sup>. Ce secteur est lui-même tributaire de facteurs exogènes, principalement d'ordre climatique tels que les sécheresses récurrentes, les inondations et de la précarité des capacités techniques et économiques des producteurs.

Ainsi, malgré les énormes potentialités agricoles dont dispose le pays, une proportion non négligeable de la population n'arrive pas à couvrir ses besoins alimentaires de façon satisfaisante. La production agricole est assez souvent déficitaire et peu diversifiée. Le pays est structurellement vulnérable à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition.

Les conditions de vie dans le pays continuent de subir l'impact négatif de la situation sécuritaire instable et des effets des aléas climatiques principalement dans les régions nord du pays. Les ménages maliens, déjà fortement affectés par une série de crises<sup>5</sup> ont ainsi fait face à d'importantes pertes au niveau des moyens de subsistance (bétail, récoltes, sources de revenus, emploi, réduction des activités économiques, etc.). La mise en œuvre de diverses interventions dans le cadre du Plan National de Réponse du Gouvernement en collaboration avec les agences humanitaires principalement dans le nord du pays a contribué à une stabilisation voire une amélioration de la sécurité alimentaire selon les résultats de l'ENSAN réalisée en février 2016 par le SAP, le PAM, la FAO, le FEWS NET et leurs partenaires. Il n'en demeure pas moins que les ménages restent globalement vulnérables et peu résilients face aux chocs.

Dans ce contexte, un suivi régulier de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, de l'évolution des moyens de subsistance et des stratégies de survie des ménages est indispensable pour une meilleure (re-) définition et planification des interventions ou activités à mener en vue d'améliorer les conditions de vie des groupes les plus vulnérables et/ou prévenir d'éventuelles catastrophes/crises.

## 1.2. Justification

Au Mali, l'évaluation nationale de la situation alimentaire est réalisée par le SAP depuis sa création en avril 1986.

Le SAP est un système permanent d'information qui permet de prédire les crises alimentaires, d'apprécier leur ampleur, de déterminer le lieu, la manière et l'opportunité de l'intervention. Dans le dispositif de sécurité alimentaire, le SAP est un maillon essentiel pour rendre rationnelles et efficaces les décisions d'intervention face aux crises alimentaires et nutritionnelles.

Pour ce faire, le S.A.P. se base sur une collecte permanente de données liées à la situation alimentaire et nutritionnelle des populations. Ces informations couvrent des domaines très divers tels la pluviométrie, l'évolution des cultures, l'élevage, les prix sur les marchés, les migrations de populations, leurs habitudes et réserves alimentaires, ainsi que leur état sanitaire et nutritionnel.

<sup>1</sup> La superficie du Mali est de 1.242.248 km<sup>2</sup> (site de l'Institut National de la Statistique - INSTAT - consulté le 28 juin 2014 ; [http://instat.gov.ml/contenu\\_page.aspx?pa=48](http://instat.gov.ml/contenu_page.aspx?pa=48)).

<sup>2</sup> Estimation fournie par la Direction Nationale de la population (DNP) lors de l'atelier sur le *Cadre Harmonisé* pour le Mali de Novembre 2014.

<sup>3</sup> *Rapport sur le développement humain 2013*, Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

<sup>4</sup> 4<sup>e</sup> Recensement Général de la Population et de l'Habitat du Mali (RGPH 2009), *Analyse des résultats définitifs. Thème : Activités économiques de la population*, INSTAT, Décembre 2012.

<sup>5</sup> La crise pastorale de 2009 au cours de laquelle la taille moyenne du cheptel a diminué de 40% entre septembre 2009 et mars 2010 suit à des taux très élevés de mortalité et de vente d'animaux, *Évaluation de la situation alimentaire et nutritionnelle des ménages pastoraux du Burkina Faso et du Mali*, Programme Alimentaire Mondiale (PAM), Mars 2010. La sécheresse de 2011 où 60% des ménages n'ont rien récolté ; la production agricole moyenne de ladite année ne couvrant tout au plus que 3 à 4 mois de besoins (contre 6 à 9 mois habituellement) ; la mauvaise régénération des pâturages se traduisant par une soudure animale précoce et difficile en 2012 ainsi que des pertes d'animaux du fait de l'absence des pâturages et des maladies : ce qui a obligé les éleveurs (principalement ceux du Sahel Occidental) à procéder à un déstockage précoce de leur cheptel. Rapport de l'*Enquête rapide de la sécurité alimentaire des ménages affectés par la sécheresse*, Programme Alimentaire Mondiale (PAM), Avril 2012.



La méthodologie utilisée était le Système Expert qui était basée sur le ciblage géographique des zones à risque. Ces zones une fois identifiées bénéficiaient d'une intervention généralisée pour toute la population. Il s'est avéré que ces interventions généralisées n'étaient plus adaptées surtout dans le contexte de pauvreté structurelle existant un peu partout dans le pays.

Dans le but de faire un meilleur ciblage des personnes vulnérables à l'insécurité alimentaire et de mieux orienter les décideurs aussi bien nationaux qu'internationaux, le SAP a renforcé ses méthodes d'analyse et d'identification des populations à risque en adoptant l'analyse de l'économie des ménages (HEA) à partir de l'année 2010 et en mettant en place l'Enquête Nationale sur la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (ENSAN) dès 2014. L'ENSAN est réalisée deux fois par an depuis septembre 2014 avec comme objectif prioritaire d'implémenter les indicateurs du Cadre Harmonisé de détermination des populations en Insécurité Alimentaire.

Aussi, sur le plan sous régional (CILSS, CEDEAO), la nécessité de rendre comparables les résultats des différents pays a conduit à la mise en place d'un cadre commun d'analyse connu sous le nom de Cadre harmonisé dont le déroulement a commencé à partir de l'année alimentaire 2012-2013. Ce cadre réunit tous les acteurs intervenant dans le domaine de la sécurité alimentaire autour d'un Comité National d'Analyse. Les résultats issus des différentes approches et d'autres enquêtes alimentent le Cadre Harmonisé d'analyse de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Les résultats du Cadre Harmonisé sont partagés avec l'ensemble des acteurs nationaux et internationaux.

L'ENSAN est une enquête multi indicateurs (Socioéconomique, Sécurité Alimentaires et Nutritionnelle) représentative aux niveaux ; national, régional, cercles et des 17 Zones de Moyens d'Existence du pays. L'ENSAN est cofinancée par l'Etat et des partenaires stratégiques que sont le PAM, la FAO, le FEWS NET et plusieurs autres ONG partenaires participant tous également à sa réalisation technique avec l'appui de l'INSTAT et de la Division Nutrition de la DNS.

Les résultats des 4 ENSAN déjà déroulées (septembre 2014, Février 2015, Septembre 2015 et février 2016) ont montré que l'insécurité alimentaire touche chroniquement environ un quart des ménages maliens. Il s'agit principalement d'une insécurité alimentaire de type modérée qui touche chroniquement la plupart de ces ménages.

Quant à la situation nutritionnelle, elle constitue un problème de santé publique au regard des prévalences des différents types de malnutrition toutes aux dessus des seuils d'urgence de l'OMS selon les différentes enquêtes SMART. La situation de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages au Mali s'est dégradée à cause en grande partie de la dégradation de la situation sécuritaire que connaît le pays depuis 2012. La combinaison de ce facteur avec les déficits de production isolés soit du fait des déficits pluviométriques soit de l'abandon des champs à cause de l'insécurité a certainement contribué à la réduction de l'accessibilité des ménages aux aliments, perturbé les circuits d'approvisionnement des marchés et en conséquence, influé négativement sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Alors pour toutes ces raisons qui précèdent, il s'avère indispensable de procéder à une nouvelle mise à jour des indicateurs de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Ces données actualisées, validées de manière consensuelle puis diffusées alimenteront la base de données de la prochaine analyse nationale du Cadre Harmonisé de Novembre 2016 qui, entre autres, réévaluera la situation et le nombre de personnes en insécurité alimentaire et nutritionnelle tant pour la période courante (octobre-décembre 2016) que projetée (janvier-mars 2017). Ces informations contribueront significativement à la planification des différentes interventions des partenaires pour la période de soudure (pastorale et agricole).

A ce jour l'ENSAN est la principale source de données pour le déroulement du CH aussi bien en terme de validité statistique que temporelle et du point de vue représentativité jusqu'au niveau cercle.

C'est sur la base de ces éléments susmentionnés et considérant les différents besoins d'informations programmatiques du dispositif national de sécurité alimentaire et nutritionnelle et de la nécessité d'actualiser les données de sécurité alimentaire en prévision du déroulement du Cadre Harmonisé de Novembre 2016; que cette « Enquête Nationale sur la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (ENSAN) au Mali » du mois de septembre 2016 est mise en œuvre par le SAP et le PAM en collaboration avec la FAO, FEWS NET et les ONG partenaires du domaine de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

### 1.3. Objectifs de l'évaluation

L'objectif global de cette évaluation est de procéder à une mise à jour des indicateurs clés afin d'appréhender la situation courante de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages, de même que son évolution au cours des 6 prochains mois.

Par ailleurs, les informations à produire constitueront des données actualisées de qualité qui seront utilisées lors du prochain atelier du Cadre Harmonisé. En outre, ils contribueront à une meilleure élaboration ou redéfinition du ciblage ainsi que des projets/programmes d'assistance (alimentaire ou non alimentaire) au Mali, à court et moyen terme. Ce qui constituera un outil clé pour le plaidoyer à la fois pour le Gouvernement, le PAM et les différents partenaires (autres agences du système des Nations Unies, ONGs, etc.).

Plus spécifiquement, il s'agira d'apporter une réponse objective aux sept questions suivantes :

⇒ ***Qui est en situation d'insécurité alimentaire ou de vulnérabilité ?***

Ce qui permettra d'établir le profil de ces personnes et d'appréhender les moyens de subsistance les plus touchés en vue d'un meilleur ciblage socioéconomique.

⇒ ***Combien de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire ou de vulnérabilité ?***

Ce qui permettra de quantifier leur nombre et d'estimer les besoins nécessaires en vue de leur porter assistance.

⇒ ***Où vivent ces personnes ?***

Ce qui permettra un meilleur ciblage géographique ainsi qu'une hiérarchisation des zones d'interventions tenant compte des priorités et des moyens disponibles.

⇒ ***Pourquoi sont-elles en situation d'insécurité alimentaire ou de vulnérabilité ?***

Ce qui permettra de comprendre les facteurs contribuant à l'insécurité alimentaire ou à la vulnérabilité et sur lesquelles il faudrait influencer pour espérer lutter efficacement contre ces problèmes.

⇒ ***Quelle est la situation nutritionnelle des enfants de moins de cinq ans ?***

Il s'agira d'apprécier la situation de la malnutrition en lien avec celle de l'insécurité alimentaire et de la vulnérabilité en vue d'identifier les ménages les plus à risque (de malnutrition) - en particulier, ceux où vivent des enfants de moins de 5 ans, des mères de ces enfants et des femmes enceintes/allaitantes - ou les poches de vulnérabilité (à la malnutrition) vers lesquelles une assistance alimentaire et/ou non alimentaire pourrait être dirigée.

⇒ ***Comment va vraisemblablement évoluer la situation dans les prochains mois et quels risques menacent ces personnes ?***

Il s'agira d'analyser les stratégies de survie adoptées par les ménages face aux chocs subis ainsi que les conséquences qui peuvent en découler ; de faire des prévisions et de se préparer à d'éventuelles situations d'urgence spécifiques tenant compte de leur probabilité de réalisation.

⇒ ***Que peut-on faire pour améliorer leurs conditions de vie et renforcer leurs moyens de subsistance ?***

Ce qui permet d'appréhender les types d'interventions les plus appropriés à prendre en compte dans la définition de l'assistance qui pourrait leur être portée et de formuler, en conséquence, les recommandations idoines.

### 1.4. Méthodologie /Organisation de l'enquête

L'ENSAN MALI de septembre 2016 a mobilisé, sur le terrain, 75 équipes de 5 personnes chacune (1 chef d'équipe, 3 enquêteurs et 1 chauffeur). Ces équipes ont évolué sous la supervision rapprochée des coordonnateurs régionaux du SAP et des membres du comité de pilotage. La phase terrain a duré deux semaines après 6 jours de formation.

Les enquêteurs étaient en majorité ceux ayant participé aux enquêtes précédentes et complétés au besoin par des nouveaux sur la base d'une sélection rigoureuse.

La formation des agents a eu lieu au niveau de quatre centres de formation :

- ⇒ celui de Bamako pour les agents en charge de la collecte des données dans les 28 cercles du sud du pays (incluant les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso et Ségou) et les 6 communes du District de Bamako ;
- ⇒ celui de Mopti pour ceux affectés dans les 8 cercles de la région de Mopti;
- ⇒ celui de Gao pour les agents dans les 8 cercles des régions de Gao et de Kidal et,
- ⇒ celui de Tombouctou pour les agents de l'ensemble des cercles de la région.

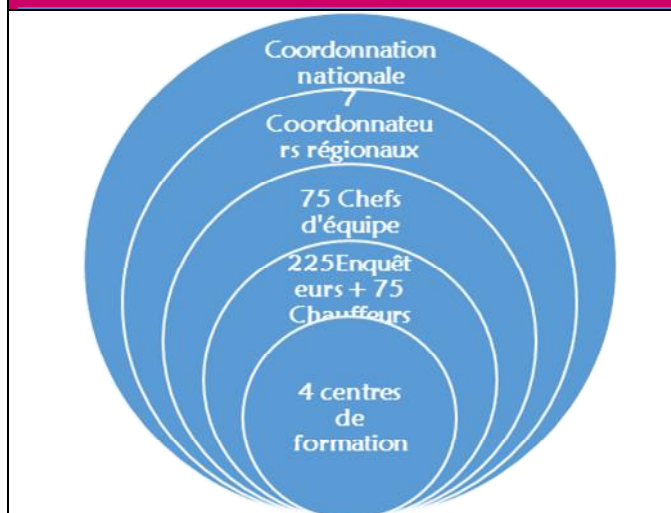
La formation qui a duré six (6) jours (du 05 au 10 septembre 2016 dans

le centre de Bamako et du 03 au 08 dans les autres centres) a été bouclée par une enquête pilote/restitution.

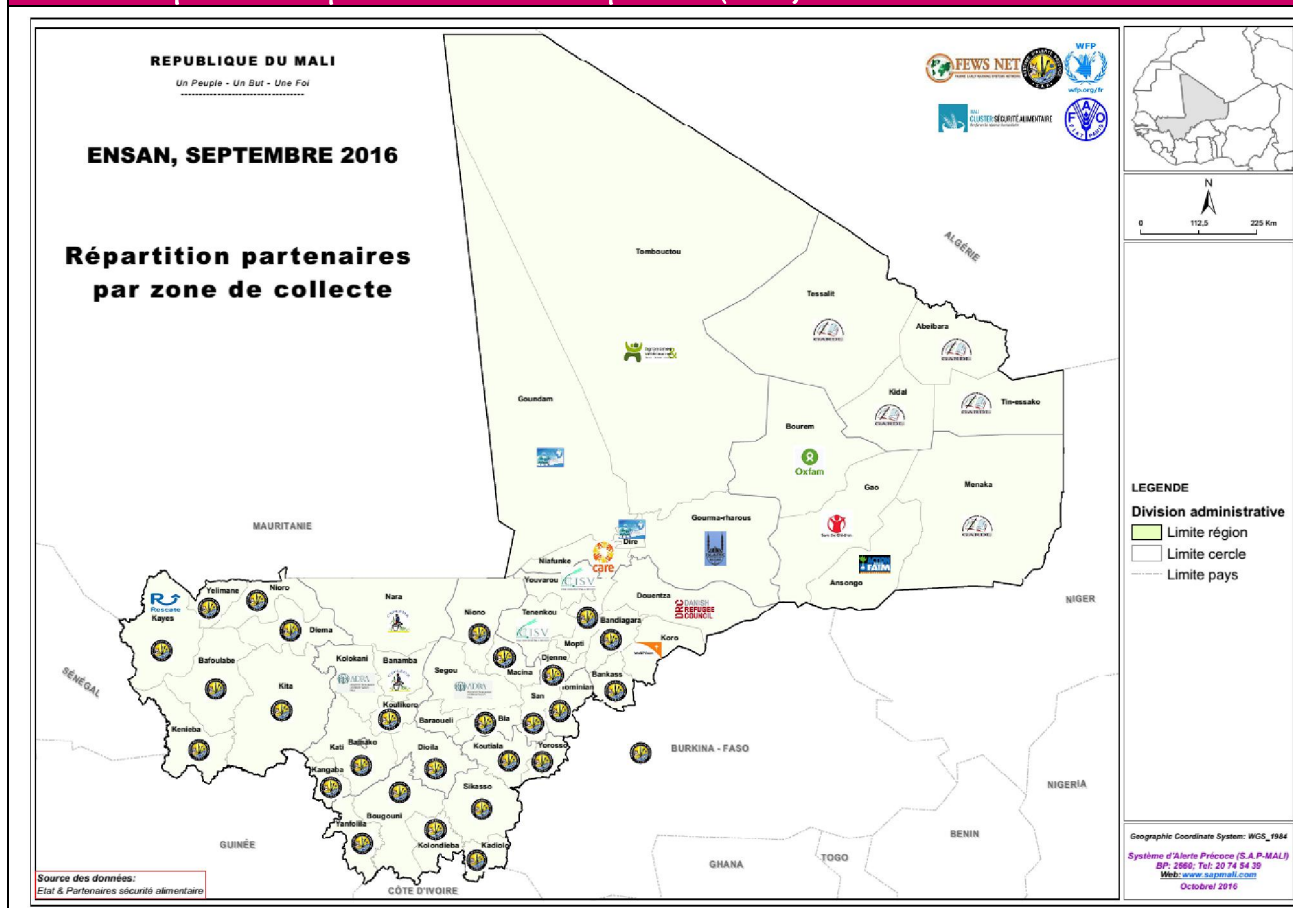
La collecte des données sur terrain a été faite sur smartphones là où cela a été possible et sur papier ailleurs principalement dans les régions du nord.

Une supervision permanente rapprochée et à distance des équipes a été assurée sur le terrain tout au long de la phase de collecte en partenariat avec les responsables régionaux du SAP, le personnel du PAM, de la FAO, de FEWS NET et plus d'une dizaine d'ONGs partenaires membres du Cluster Sécurité Alimentaire et parties prenantes à cette évaluation (GARDL, ACF-Espagne, Islamic Relief Worldwide, CISV, ADRA-Mali, World Vision, Care, Save the Children, Danish Refugees Council OXFAM, AVSF, AMADE PELCODE, CSPEEDA) et RESCATE.

Figure n°1: Structure organisationnelle de l'ENSAN MALI Février 2016



Carte n°1: Répartition des partenaires de l'ENSAN par zone (cercle) de collecte



#### 1.4.1. Outils de collecte

Les données ont été collectées à travers deux questionnaires installés sur les smartphones: le questionnaire quantitatif pour recueillir les informations auprès des ménages et le qualitatif renseigné auprès des leaders communautaires avec l'appui des personnes ressources.

1) Le questionnaire ménage a été administré à priori au chef de ménage et a couvert les aspects de possession des biens et logement, d'eau, des pratiques d'élevage et d'agriculture, des sources de revenus, les dépenses, de

la consommation alimentaire, des chocs et stratégies de réponse, d'assistance extérieure et de nutrition des enfants de 6 à 59 mois.

2) Le guide d'entretien communautaire a été administré aux principaux informateurs clés de la communauté concernée (notables, représentants des groupes inclus les associations de femmes, etc.). Il a couvert les aspects démographiques et de migration, de la campagne agropastorale, des ressources agropastorales et halieutiques, de l'approvisionnement et l'accessibilité des marchés, les perspectives de la sécurité alimentaire, les chocs et la capacité d'y faire face. Il faut noter que le questionnaire communautaire n'a pas été administré dans le District de Bamako.

L'utilisation du sel iodé dans les ménages a été évaluée à l'aide du tester d'iode MBI KITS.

Le périmètre brachial de tous les enfants âgés de 6 à 59 mois vivant dans les ménages interviewés a été mesuré avec la bande de Shakir.

#### 1.4.2. Echantillonnage

L'échantillon de l'ENSAN MALI de septembre 2016 est un nouvel échantillon. Cependant, l'échantillon de Bamako a été tiré spécifiquement pour les 6 communes du District et est resté identique à celui de février 2016.

A titre de rappel, il s'agit d'un échantillon aléatoire, stratifié et tiré à 2 degrés. L'unité primaire de sondage, appelée aussi grappe, est la Section d'Enumération (SE) telle que définie dans le cadre du Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) de 2009. Tandis que l'unité secondaire est le ménage.

Il est à signaler que l'échantillonnage de l'ENSAN MALI de septembre 2016 a été élaboré avec l'appui technique de l'Institut National de la Statistique (INSTAT).

##### ❖ Base de sondage

La base de sondage de cette évaluation a été élaborée par l'INSTAT en partenariat avec le SAP.

Pour ce faire, deux fichiers ont été utilisés pour la constituer. Il s'agit de :

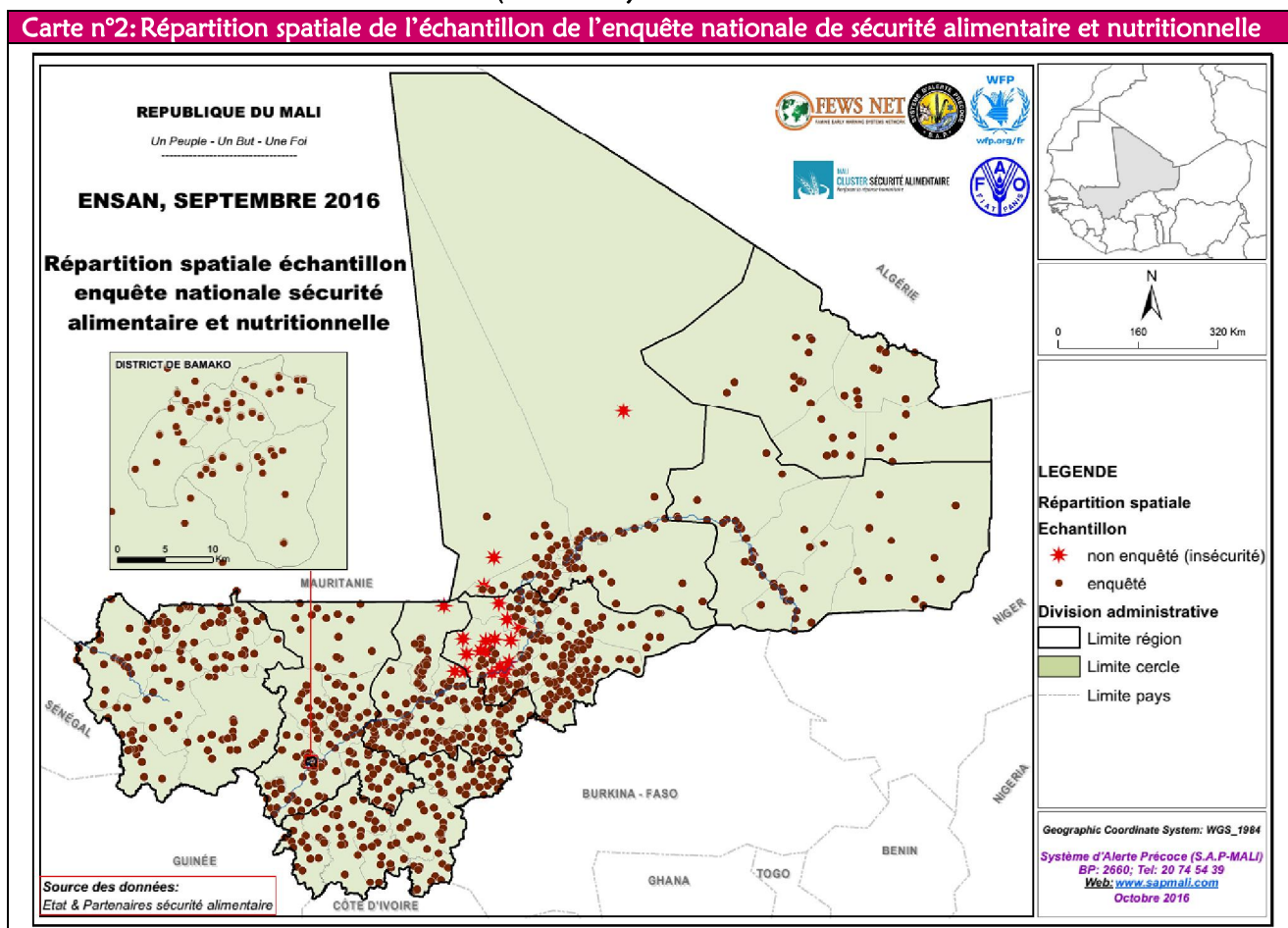
- i) la base des SE de l'INSTAT issue du Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) de 2009 ; et,
- ii) du fichier village avec leur rattachement aux zones de moyens d'existence (ZME) du Mali de 2014 permettant l'intégration/appariement de la variable « ZME » dans la base de sondage des SE de l'INSTAT.

##### ❖ Détermination de la taille de l'échantillon

L'ENSAN est une enquête ménage abordant plusieurs thématiques multidimensionnelles et transversales. Toutefois, la principale variable d'intérêt prise en compte pour déterminer la taille minimale nécessaire et optimale de l'échantillon est la prévalence de l'insécurité alimentaire avec pour objectif d'assurer une représentativité statistique des données principalement :

- i) au niveau des 49 cercles et les 6 communes du District de Bamako (découpage administratif de niveau N2) ;
- ii) au niveau des huit régions (Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti, Tombouctou, Gao et Kidal) et le District de Bamako (découpage administratif de niveau N1);
- iii) au niveau de 17 zones de moyens d'existence (ZME) y compris Bamako contre 13 ZME lors des passages précédents;
- iv) au niveau des deux milieux de résidence (urbain vs rural);
- v) ainsi qu'au niveau national (ensemble du pays).





Tenant compte de ces objectifs, la taille minimale de l'échantillon des ménages à enquêter dans chacune des strates a été déterminée à partir de la formule suivante :

$$n = \frac{\mu_{\alpha}^2 * p * (1 - p) * f * 1,1}{d^2 * Prop * n_h}$$

Où :

- **n** est la taille minimale requise de l'échantillon - exprimée nombre de ménages) - pour l'indicateur clé de cette étude ;
- **$\mu_{\alpha}$**  est un paramètre/facteur lié au niveau de confiance ;
- **p** est la prévalence prévue/anticipée pour l'indicateur clé de cette étude (autrement dit, ici, la prévalence de l'insécurité alimentaire des ménages - à estimer) ;
- **f** est le paramètre donnant la mesure de l'effet de grappe ;
- **d** est la précision ou marge d'erreur souhaitée ;
- **Prop** est la proportion de la population totale sur laquelle l'indicateur **p** est basé ;
- **$n_h$**  est la taille moyenne des ménages ;
- **1,1** est le facteur de correction en vue d'augmenter la taille de l'échantillon de 10% afin de tenir compte d'éventuels cas (taux) de non réponse.

Dans le calcul de la taille minimale de l'échantillon :

- ⇒ le niveau de confiance retenu est 95% (dans ce cas,  $\mu_{\alpha} = 2$ ) ;
- ⇒ la prévalence (p) a été estimée à 50%, il est recommandé d'appliquer par défaut cette valeur lorsque par exemple l'on souhaite maximiser la taille de l'échantillon pour améliorer la précision des indicateurs à postériori - comme c'est le cas dans ce cadre sachant, en outre, que la prévalence de l'insécurité alimentaire (sévère et modérée) était 41.1% pour l'ensemble selon les résultats de la MAJISA de février 2014 ;
- ⇒ l'effet de grappe (f) a été estimé à 1.5 ;

- ⇒ la précision minimale (d) souhaitée étant de 11% ;
- ⇒ le ménage étant ciblé ici dans son ensemble,  $Pop \times nh$  vaut 1 dans ce contexte.

L'application de cette formule, tenant compte des paramètres ci-dessus conduit à une taille minimale de 137 ménages par strate. Ce nombre a été arrondi à 150 ménages par strate eu égard au fait qu'un minimum de 15 grappes sera sélectionné par strate.

#### ❖ Procédure de tirage et d'allocation de l'échantillon

La répartition de l'échantillon de l'ENSAN entre les 49 cercles et les six communes du District de Bamako croisés avec les zones de moyen d'existence s'est faite proportionnellement à leur taille en nombre de ménages. En tenant compte des contraintes liées aux caractéristiques de cette étude, des ajustements ont été effectués. De ce fait, 1016 SE ont été finalement tirées au premier degré.

Au second degré, dans chacune des unités primaires tirées pour cette ENSAN, un échantillon de douze (12) ménages a été sélectionné à partir de la liste des ménages établie suite au dénombrement des ménages dans les SE échantillons. Sur les 12 ménages tirés dans chaque SE à probabilité égale et incluant les 2 ménages de remplacement, seuls dix ont été enquêtés au plus.

Il est à souligner que, dans chaque SE, le périmètre brachial a été mesuré pour tous les enfants de moins de 5 ans vivant dans les ménages choisis.

#### ❖ Pondérations

##### ⇒ Calculs des poids de sondage

En raison de la répartition non proportionnelle de l'échantillon parmi les différents strates ou domaines d'intérêt pour cette ENSAN et tenant compte des taux différents de réponse à l'enquête par strate, des poids de sondage doivent être utilisés dans toutes les analyses pour assurer la bonne représentativité de l'échantillon au niveau national, des cercles, des régions, des zones de moyens d'existence ainsi que du milieu de résidence. Pour faciliter les calculs des poids de sondage, les probabilités de sondage pour chaque degré de tirage sont calculées par strate et pour chacune des grappes.

Soient :

**$P_{1hj}$**  : la probabilité de tirer au premier degré la SE  $j$  dans la strate  $h$  ;

**$A_h$**  : le nombre de SE à tirer dans la strate  $h$ .

**$M_{hj}$**  : le nombre de ménages de la SE  $j$  de la strate  $h$  (données du RGPH de 2009) ;

**$M_h$**  : le nombre de ménages de la strate  $h$  (données du RGPH de 2009) avec  $M_h = \sum_j M_{hj}$

Les SE tirées n'ayant pas été segmentées ; la probabilité de sondage au premier degré de la SE  $j$  de la

$$P_{1hj} = A_h * \frac{M_{hj}}{M_h}$$

strate  $h$  est donnée par :

Soient :

**$P_{2hj}$**  : la probabilité de tirer le Ménage  $j$  au deuxième degré

**$M'_{hj}$**  : le nombre de ménages dénombrés au cours de l'enquête dans la SE  $j$  de la strate  $h$ .

**$a$**  : le nombre constant de ménages (10) sélectionnés dans chaque SE.

$$P_{2hj} = \frac{a}{M'_{hj}}$$

La probabilité de sélection d'un ménage au sein de SE  $j$  de la strate  $h$  est donnée par : (avec ici  $a = 10$ ).

De ce fait, la probabilité globale pour tirer, au deuxième degré, un ménage dans la SE  $j$  de la strate  $h$

est alors :  $P_{hj} = P_{1hj} * P_{2hj}$

Au final, le poids d'un ménage vivant dans la SE  $j$  de la strate  $h$  de l'échantillon de l'ENSAN MALI

$$W_{hj} = \frac{1}{P_{hj}}$$

2016 est donc l'inverse de sa probabilité de sélection, soit :

#### ⇒ Application d'un ajustement post-stratification

Le souci d'une part, réduire d'éventuelles erreurs type de la moyenne (« standard errors ») et appréhender avec une meilleure précision l'estimation de la moyenne des variables d'intérêt pour cette étude ; et, d'autre part, s'assurer que les pondérations appliquées conduisent à des extrapolations connues/officielles des données de population (pour les ménages) ; une correction post-stratification ( $W_{ps}$ ) a été appliquée.

Bien que cette correction n'élimine pas globalement toutes ces erreurs type de la moyenne (voir Little et al, 1997) ; dans ce contexte, il a été principalement utilisé pour ajuster les estimations totales de la population issues des données de l'enquête ENSAN aux projections de la Direction Nationale de la Population (DNP) pour l'année 2016 ; les extrapolations de l'ENSAN étant presque le plus souvent uniformément inférieures, au niveau des différentes strates, aux projections DNP de 2016 : il n'est pas exclu que ce soit la conséquence d'un problème avec la qualité des opérations de dénombrement des ménages dans les grappes/SE ou un problème avec les projections démographiques.

La pondération finalement retenue et appliquée dans le cadre de l'analyse des données de l'ENSAN est :

$$W_{final} = W_{hj} \times W_{ps}$$

#### ❖ Résultats des travaux de terrains - Taux de réalisation

Le taux de réalisation de l'ENSAN septembre 2016 est de 97,93% soit 995 SE enquêtés. Les vingt-une SE qui n'ont pas pu l'être principalement pour des raisons d'insécurité dans les cercles de Macina, Niono (Région de Ségou), de Mopti, Djenné, Ténenkou et Youwarou (Région de Mopti); Tombouctou, Niafunké et Goundam (Région Tombouctou).

Au total, 9929 ménages ont été enquêtés à travers le pays. La prise du périmètre brachial a concerné 14 513 enfants de moins de 5 ans (vivant dans les ménages enquêtés)

#### 1.4.3. Limites

Cette étude a été préparée et conduite avec le maximum de rigueur. Cependant, elle comporte les limites suivantes :

##### ➤ Par rapport au contexte :

La présente étude, permet d'effectuer un suivi de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages. Cependant, il est nécessaire de tenir compte du fait que certains résultats peuvent être influencés par des facteurs saisonniers liés à la période de collecte des données.

##### ➤ Par rapport au degré de précision

Du fait de la méthode d'échantillonnage utilisée dans le cadre de cette évaluation, les résultats des données collectées auprès des ménages sont assez précis pour donner des estimations au niveau national, régional, cercles, zones de moyen d'existence et milieu de résidence (rural et urbain), mais ils ne le sont pas au niveau des communes.

Par ailleurs, la représentativité statistique des résultats est susceptible d'être amoindrie pour le cercle de Ténenkou avec un taux de réalisation de 53,3% lié à l'insécurité.

Aussi, les données issues du questionnaire qualitatif/communautaire ne sont pas statistiquement représentatives de la situation qui pourrait globalement prévaloir au niveau national si elles ne sont pas agrégées aux données ménages.

##### ➤ Par rapport à la collecte des données :

Les questionnaires étaient en français, mais ont été administrés la plupart du temps dans les langues locales. Les enquêteurs avaient une bonne compréhension de la version française des questionnaires, ainsi qu'une bonne maîtrise des langues locales parlées dans leurs zones d'affectation. Par ailleurs, ils ont reçu une formation incluant des sessions de simulation/administration des outils de collecte dans les langues locales, afin de réduire d'éventuels biais inhérents à une interprétation fautive des questions ou concepts. Cependant, il est possible que des erreurs liées à la traduction en langues locales aient pu être commises.

## 1.5. Concepts de base et cadre d'analyse de la sécurité alimentaire et nutritionnelle

L'analyse de la sécurité alimentaire est fondée sur des standards et des concepts reconnus. Quatre concepts fondamentaux permettent de mieux saisir la notion de sécurité alimentaire: disponibilité, accessibilité, utilisation et stabilité.

### ➤ La disponibilité :

C'est la quantité de nourriture disponible dans un pays ou une zone, en tenant compte de toutes les formes de production domestique et industrielle, ainsi que la balance des importations et exportations, l'aide alimentaire, et les stocks.

### ➤ L'accessibilité :

C'est la possibilité pour tout ménage de pouvoir régulièrement acquérir la quantité nécessaire de nourriture grâce à la combinaison de sources telles que sa propre réserve et la production, l'achat, le troc, le don, l'emprunt ou l'aide alimentaire.

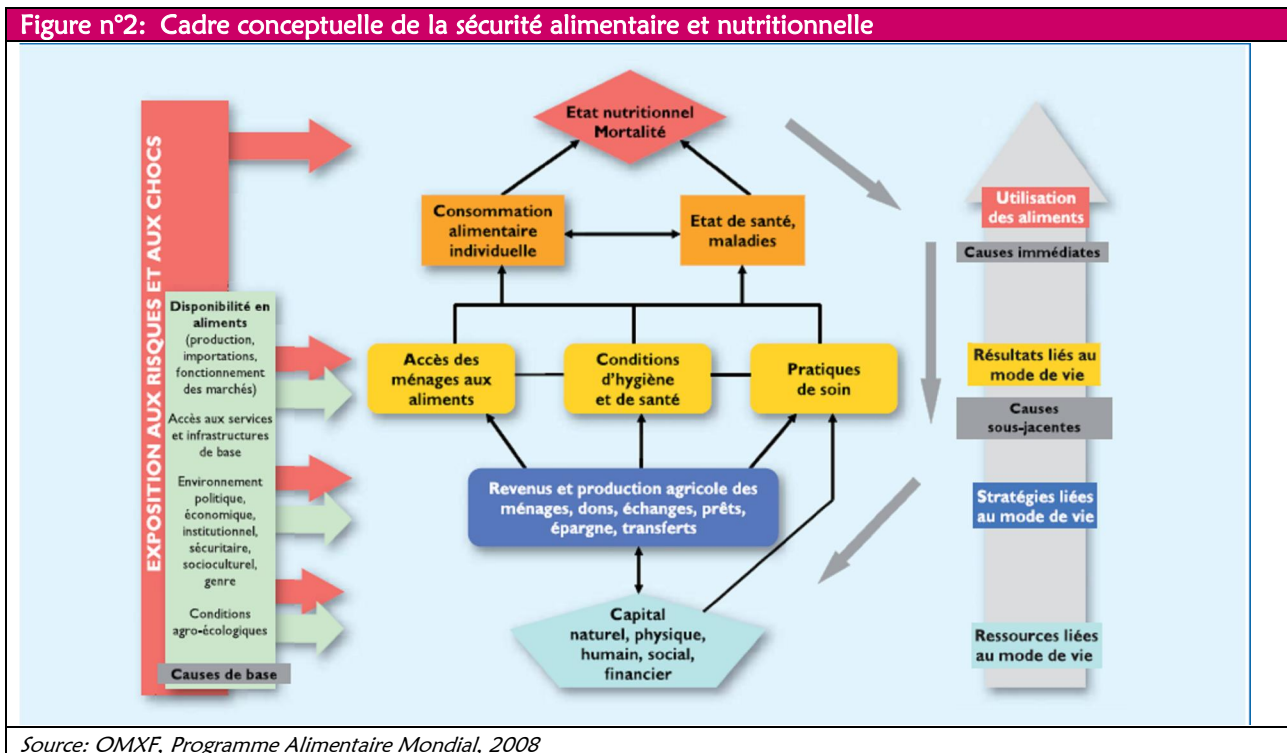
### ➤ L'utilisation :

C'est l'utilisation par les ménages de la nourriture à laquelle ils ont accès pour la satisfaction des besoins individuels en éléments protéino-énergétiques et en micronutriments. L'utilisation de la nourriture tient compte des éléments tels que la préparation de la nourriture, la distribution de la nourriture parmi les membres du ménage, la situation sanitaire, l'hygiène, la variété de la diète, etc.

### ➤ La stabilité :

C'est la possibilité pour une population, un ménage ou une personne d'avoir un accès permanent à une nourriture adéquate sans que cela ne soit menacé par l'émergence de chocs soudains ou d'événements/facteurs cycliques/saisonniers. Ce quatrième pilier intègre la stabilité des prix et des revenus des populations vulnérables. Il concerne aussi à la fois la régularité, la disponibilité et l'aspect lié à l'accès à la sécurité alimentaire.

L'analyse de la sécurité alimentaire repose sur celle des principaux indicateurs relatifs à ces quatre piliers de la sécurité alimentaire (disponibilité, accessibilité, utilisation et stabilité). La figure ci-après présente le cadre conceptuel d'analyse de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Il fournit des indications pour l'analyse de la sécurité alimentaire, de la sous-nutrition ainsi que celle de leurs causes dans des contextes d'urgence ou de développement.



Conformément au cadre conceptuel susmentionné, l'insécurité alimentaire et nutritionnelle peut avoir de nombreuses causes :



**ENQUETE NATIONALE SUR LA SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE, SEPTEMBRE 2016  
(ENSAN MALI) – version définitive**

- la consommation alimentaire (accès et utilisation des aliments) ainsi que l'état de santé, au titre des causes immédiates de l'insécurité alimentaire et de l'état nutritionnel qui se manifestent au niveau individuel. Ces deux facteurs interagissent mutuellement entre eux ;
- la disponibilité et l'accessibilité alimentaire, les pratiques de soins, les conditions d'hygiène et de santé, au titre des causes sous-jacentes qui se manifestent au niveau du ménage, constituent une résultante de leur mode de vie et influencent les causes-sous-jacentes ;
- un ensemble de causes de base telles que :
  - les stratégies liées au mode de vie des ménages (production, revenus, dons, échanges, prêts, épargnes et transferts), qui constituent des ressources leur permettant d'accéder à la nourriture ;
  - la disponibilité en aliments évaluée à partir de la production, des importations/exportations, stocks nationaux, du fonctionnement des marchés, etc. ;
  - la disponibilité et l'accès aux services et infrastructures de base opérationnels (santé, éducation, eau potable, assainissement);
  - les conditions agro-écologiques ;
  - et enfin, les ressources liées aux modes de vie telles que le capital (naturel, physique, humain, social et financier) du pays.

Ces causes de base, qui se manifestent aux niveaux sous-national, national et régional, influencent les causes de la pauvreté ainsi que celles sous-jacentes et immédiates de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Sous l'influence de l'exposition à des risques ainsi que des chocs subis, le modèle permet ainsi d'appréhender les déterminants probables de l'insécurité alimentaire et de la sous-nutrition.

#### **Les principaux résultats de l'ENSAN**

##### **NOTE**

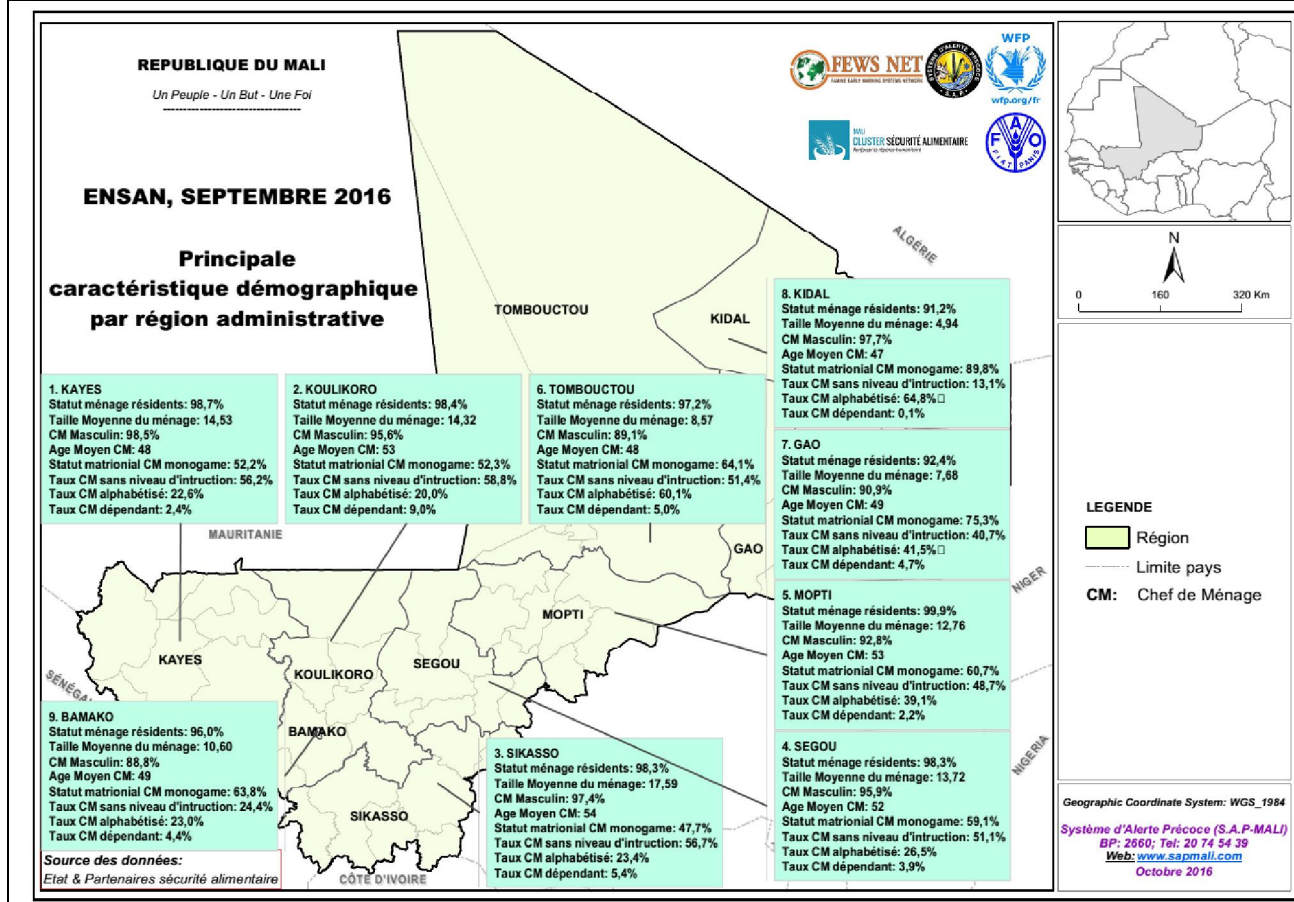
Les principaux résultats de l'ENSAN MALI de septembre 2016 présentés dans ce rapport de synthèse découlent des analyses effectuées par un panel d'experts du SAP, INSTAT, du PAM, de la FAO, de FEWS NET réunis en Atelier au Motel Savane à Ségou. Ces principaux résultats ont été soumis à l'appréciation d'un panel d'environ quatre-vingt (80) experts associés au secteur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et issus des différentes structures techniques de l'Etat, des ONG nationales et internationales implantées dans le pays, des partenaires techniques et financiers, du SAP, du PAM, de la FAO, de FEWS NET, l'INSTAT, la DN de la DNS et des autres partenaires de l'ENSAN.

Ils ont été validés lors de l'atelier de restitution des résultats de l'ENSAN qui s'est tenu à Bamako le 31 octobre. 2016.

## SECTION 2 : RESULTATS

## 2.1. Caractéristiques sociodémographiques des ménages

Carte n°3: Caractéristique démographique par région administrative



### 2.1.1. Statut des ménages

Le taux de ménages déplacés est de 1,5% contre 1,6% en février 2016 et légèrement en baisse par rapport à celui de septembre 2015 qui était de 1,9%. La baisse de ce taux dénote d'une baisse globale du flux de déplacés. Cependant, une légère augmentation des effectifs de ménages déplacés est observée dans les régions de Kidal, Tombouctou à cause des conflits communautaires qui se poursuivent. Les cercles de Goundam (8,8%), Kidal (9,7%), Tessalit (7,4%) connaissent les taux les plus élevés de ménages déplacés. Il est à noter que 97,1% contre 97% en février 2016 et 98,3% en septembre 2015 sont des résidents.

Les ménages retournés (0,7%) sont en diminution par rapport à février 2016 (1,1%). Ils se retrouvent principalement comme dans les ENSAN précédentes dans les régions de Gao (5,9%), Tombouctou (3,1%) et Kidal (0,7%).

Les ménages rapatriés se retrouvent en majorité dans la région de Tombouctou avec près de 7% des ménages et principalement dans le cercle de Gourma Rharous (27,6%) des ménages.

### 2.1.2. Profils des chefs de ménage

#### ✓ Sexe, âge et situation matrimoniale

Il ressort de l'enquête que les ménages dirigés par les hommes restent majoritaires comparés à ceux dirigés par des femmes avec un taux de 94,8% contre 5,2% pour les femmes. Ces taux sont comparables à ceux de février 2016 et de septembre 2015 qui étaient respectivement de 92,8% et 95,4%. Cependant, une proportion élevée de ménages est dirigée par des femmes dans le District de Bamako, les régions de Tombouctou et de Gao avec respectivement des taux de 11,2%, 10,9% et 9,1%. A l'échelle cercle, les plus forts taux de ménages dirigés par les femmes se retrouvent dans les cercles de Gao (14,8%), Gourma Rharous (14,2%), la commune III du district de Bamako (13,8%), Mopti (13,5%), Tombouctou (12,6%), Goundam 11,7% et la commune IV du District de Bamako (11,7%). Les plus faibles taux de ménages dirigés par les femmes se retrouvent dans les cercles de Kéniéba (0%), Kidal (0,4%), Yanfolila (0,5%) et Bafoulabé (0,7%). Plus de la moitié (62%) de ces femmes chefs de ménage, au niveau national sont veuves.

Les hommes chefs de ménage ont en moyenne 51 ans contre 52 ans pour les femmes chef de ménage.

Au Mali, les chefs de ménages sont majoritairement mariés dans 94,8% des cas dont 56,7% sous régime monogamique et plus d'un tiers (38,1%) sont polygames. La proportion de ménages dirigés par des veufs/veuves est de 4% au niveau national, ce phénomène étant plus marqué dans les communes III et I du district de Bamako et le cercle de Goundam avec respectivement 10,3% ; 10,1% et 10%.

#### ✓ Niveau d'éducation

Les chefs de ménages sont à 49,2% sans instruction contre 46,5% en février dernier et 46,8% en septembre 2015. Selon le sexe du chef de ménage, ce taux est de 48,6% pour les hommes chef de ménages contre 59,4% pour les femmes.

Selon les régions, le taux de chef de ménage sans aucun niveau d'éducation est plus élevé dans les régions de Koulikoro pour 58,8%, Sikasso pour 56,7%, Kayes 56,2% et plus faible dans le district de Bamako (24,4%) et dans la région de Kidal (13,1%). Le faible taux d'analphabétisme dans la région de Kidal s'explique par la prise en compte de la formation à l'école coranique. A l'échelle nationale, le taux d'alphabétisation des chefs de ménage est de 50,8% et seulement 2,4% d'entre eux ont atteint un niveau supérieur. La proportion de femmes chefs de ménages au moins alphabétisées est moins importante avec 40,1% contre 51,4% pour les hommes mais elles sont plus nombreuses que les hommes chefs de ménage à faire des études supérieures avec 3,5% contre 2,4%.

### 2.1.3. Composition démographique des ménages

Le nombre moyen de personne vivant dans les ménages est de **13,36**. Les ménages les plus nombreux se retrouvent dans les régions de Sikasso (18 personnes environ), Kayes (15 personnes) et les moins nombreux dans celles de Kidal (5 personnes), Gao (environ 8 personnes) et Tombouctou (9 personnes). Selon les cercles, il ressort des résultats que Diéma, Yélimané (Kayes), Yanfolila (Sikasso), Kangaba (Koulikoro) abritent les ménages de grande taille avec respectivement en moyenne 21,29 ; 21,07 ; 20,12 et 19,67 personnes par ménage. Ceux de Tessalit (4,36), Kidal (4,85), Abeïbara (5,94) ont le moins de membres dans les ménages.

Tableau n°1: Composition démographique des ménages

Région	% par tranche d'âge					% des femmes		Moyenne de femme de 15_49ans/ménage
	0_5ans	5_14ans	15_49ans	50_64ans	65_et_plus	Global	femme 15_49ans	
Kayes	16,97	31,06	43,72	6,19	2,06	48,03	20,17	3
Koulikoro	18,12	27,98	42,36	8,26	3,28	49,70	21,80	3
Sikasso	16,06	30,43	42,97	7,55	2,99	48,19	21,84	4
Ségou	17,85	28,84	42,05	7,99	3,27	48,36	20,82	3
Mopti	15,41	30,23	42,31	8,88	3,17	48,86	21,90	3
Tombouctou	15,44	28,31	45,07	7,68	3,50	50,37	23,97	2
Gao	12,82	31,12	41,42	11,56	3,08	49,62	23,20	2
Kidal	10,20	26,42	48,68	13,57	1,13	45,73	24,15	1
Bamako	14,49	25,92	50,50	7,08	2,01	49,32	25,51	3
<b>Total</b>	<b>16,33</b>	<b>29,46</b>	<b>43,54</b>	<b>7,82</b>	<b>2,85</b>	<b>48,81</b>	<b>21,88</b>	<b>3</b>

Le tableau ci-dessus montre qu'au niveau national, 48,81% des personnes dans le ménage sont de sexe féminin; 16,33% des personnes ont moins de 5 ans ; 29,46% ont un âge compris entre 5 et 14 ans et 43,5% ont un âge compris entre 15 et 49 ans.

L'étude révèle que 17,9% des ménages ont au moins une personne dépendante en charge (handicapée ou chroniquement malade). En ce qui concerne les chefs de ménage ; 4,9% d'entre eux sont dépendants. Au sujet des autres types de vulnérabilité socio démographique, il ressort que :

- ✓ 13% des ménages ont au moins un orphelin âgé de moins de 18 ans ;
- ✓ 62,4% des ménages ont au moins une Femme Enceinte et/ou Femme Allaitant (FEFA). La région de Sikasso a le taux le plus élevé avec 72,1% et Kidal le plus bas (27,6%).

## 2.2. Conditions de vie des ménages

### 2.2.1. Logement

En termes de logement, plus de trois (3) ménages sur cinq (5) soit 65% vivent dans des concessions à plusieurs logements tandis que plus d'un cinquième (21%) habitent dans des maisons individuelles simples. La proportion de ménages vivant dans des logements précaires est de 0,3% des ménages vivent dans des habitats précaires et la région de Kidal connaît le plus fort taux soit 1,3% des ménages de la région.

Certains indicateurs, ne changeant pas fondamentalement au cours de l'année n'ont pas été collectés. Nous rappelons les situations collectées les passages précédents. Il s'agit de :

- ✓ **Statut d'occupation** : 88% des ménages sont propriétaires dont 71,4% n'ont pas un titre de propriété. 7,6% des ménages sont locataires. Dans le District de Bamako près de 33% des ménages sont en location pour de moins de 10% ailleurs dans le pays. Dans ces logements, on note en moyenne trois (3) personnes par pièce.
- ✓ **Principal matériau du toit** : Le banco est le principal matériau du toit pour 47,1% des ménages et la tôle seule pour 34,4%. La tôle est prédominante sur les toits dans le sud du pays (Sikasso 71,7% des ménages ; Koulikoro 59,8% ; Bamako 54,7% et Kayes 49,2%), les toits en banco prédominent au centre et au nord du pays avec 92% des ménages à Mopti ; 73% à Tombouctou ; 72,8% à Gao et 61,5% à Ségou. Pour plus de 10% des ménages, le principal matériau du toit est le chaume dans les régions de Gao, Kayes et Tombouctou.
- ✓ **Murs de clôture** : Les murs sont également en banco pour 67,2% des ménages, en dur (14,1%), en semi dur (9,4%) et en bois/paille pour 6,4% des ménages. Dans le District de Bamako le mur est en dur pour 72,5% des ménages.
- ✓ **Sol** : Le sol du principal logement est en terre battue pour 63,9% des ménages et en ciment pour 26,5%.
- ✓ **Eclairage** : Les principales sources d'énergie sont les lampes torches (44,3%), des panneaux solaires (31,6%) et l'électricité (EDM) pour 18,7% des ménages au niveau national. Il ressort selon les régions que l'électricité est la principale source d'éclairage dans le District de Bamako (pour 89,4% des ménages) et qu'ailleurs dans le pays, les lampes torches sont utilisées par plus de 80% des ménages dans les régions de Gao, Kidal et par plus de 50% des ménages dans les régions de Tombouctou (64,7%), Mopti (61%) et Kayes (53,9%).
- ✓ **Energie de cuisson des aliments** : Le bois de chauffe (75%) et le charbon de bois (19%) sont les principales sources d'énergie pour 94% des ménages du pays. Les déchets d'animaux sont utilisés dans les régions de Tombouctou (15,1%), Mopti (14,7%) et de Gao par 10% des ménages. Le gaz est utilisé seulement par 0,2% des ménages au niveau national, par 1% dans le district de Bamako et par 4,2% des ménages dans la région de Kidal.

### 2.2.2. Eau, hygiène et assainissement

#### ✓ Eau

L'enquête révèle qu'au niveau national, environ 63,2% des ménages ont accès à l'eau potable (contre 70,8% en février dernier et 64,9% en septembre 2015) au niveau national. La baisse de ce taux d'accès à l'eau potable par rapport à Février 2016 s'explique par l'utilisation accrue des eaux de surface pendant l'hivernage. Ce taux est de 91,9% pour le District de Bamako, 78,4% dans la région de Kayes, compris entre 54% et 64% pour les autres régions excepté Gao (43,1%) et Kidal (24,8%). Les taux d'accès les plus bas sont enregistrés dans les cercles d'Abeïbara (2,4%), Kidal (17%) et Ménaka (23,1%).

Les principales sources d'eau potables sont les puits aménagés/protégés (23,4%), les puits à pompe ou forage utilisés par 16,9% des ménages, les bornes fontaines/fontaines publics (12%) et le robinet (10,3%). Il ressort que 36,8% des ménages utilisent principalement des sources d'eau non potables tels que des puits non aménagés (27,7%), les eaux de surface (5,2%) et autre sources non protégées (3,9%).

Le volume d'eau potable disponible pour les ménages et provenant des sources d'eau améliorées est en moyenne de 10,62 litres par jour et par personne. Il est de 14,16 litres pour le District de Bamako, 14,54 litres dans la région de Kidal et faible dans celles de Sikasso 7,54 litres et Ségou avec 8,59 litres.

- ✓ Concernant l'utilisation des toilettes, la pratique de lavage des mains et l'assainissement, les renseignements sont disponibles dans le rapport de février 2016. Ces données n'ont pas été actualisées vue qu'elles ne changent pas de façon significative au cours de la même année.

### 2.2.3. Possession de biens/équipements

Les principaux biens fonctionnels les plus possédés par les ménages sont le téléphone portable (82,6%), la radio (74,7%), la moto (57,8%), la bicyclette (53,2%), la charrue (47,9%), la charrette (47,1%), les animaux de trait (45,6%).

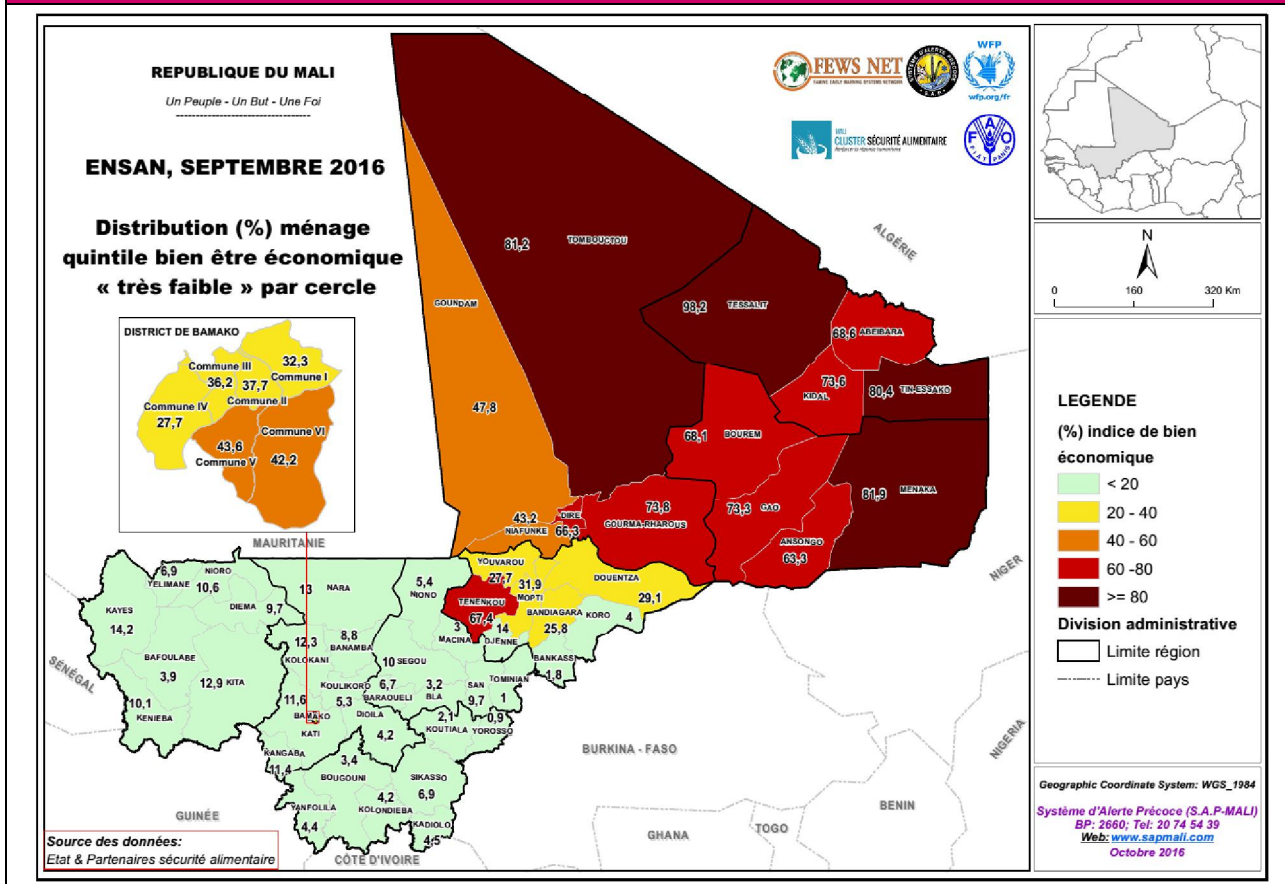


### Indice de bien-être économique des ménages

Les conditions de vie des ménages ont été synthétisées, en réalisant une analyse factorielle en composante principale à travers l'élaboration d'un indice de bien-être économique prenant en compte les biens possédés et le cadre de vie des ménages. Les ménages ont été ensuite répartis en quintiles d'indice de bien-être économique : Plus pauvre, Pauvre, Moyen, Riche, Plus riche.

La carte n°4 qui présente la distribution géographique des ménages des quintiles montre que ce sont surtout les régions du nord qui regroupent une plus grande proportion de ménages appartenant aux quintiles d'indice de bien-être économique « Plus pauvre » avec 78,9% à Kidal ; 70,7% à Gao ; 61,1% à Tombouctou et le cercle de Ténenkou dans la région de Mopti (67,4%). Ces taux ne tiennent pas compte des spécificités dans les besoins des populations selon les zones géographiques qui imposent un mode de vie différent. La possession de certains biens (climatiseur, voiture, machine à laver, charrue, animaux de trait...), utilisés dans le calcul de cet indice n'est pas pertinente pour certaines catégories de population. Les régions de Sikasso et Koulikoro abritent une plus grande proportion de ménages appartenant aux quintiles d'indice de bien-être économique « Plus riche » avec respectivement 59% et 32,7% des ménages.

**Carte n°4: Distribution (%) des ménages appartenant au quintile de bien-être économique « Très faible » par cercle**



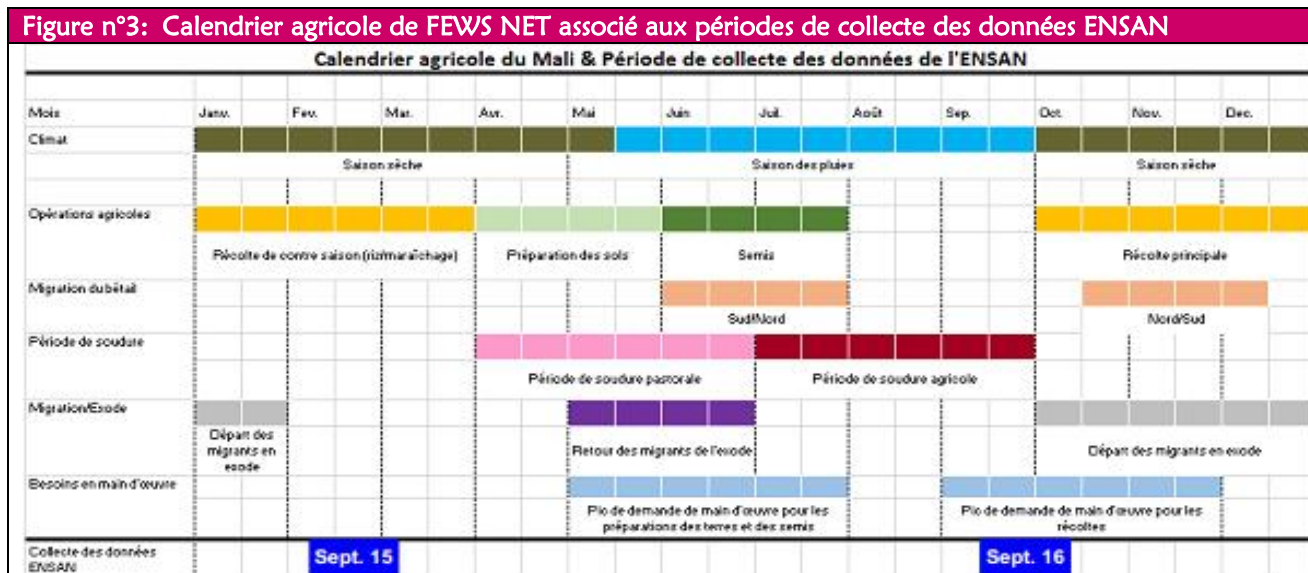
### 2.3. Moyens et stratégies de subsistance des ménages

La capacité d'un ménage à réagir face aux difficultés ainsi qu'aux aléas dépend du niveau de ses avoirs naturels, matériels, économiques, humains, sociaux et politiques ; du niveau de sa production, de ses revenus, de sa consommation mais aussi des moyens dont il dispose pour diversifier ses sources de revenus et sa consommation afin d'atténuer les effets des catastrophes susceptibles de survenir à tout moment.<sup>6</sup>

#### ⇒ Calendrier saisonnier

L'enquête ENSAN de septembre 2016 s'est déroulée en saison d'hivernage. Comme l'illustre la figure 4 ci-après associant le calendrier agricole de FEWS NET pour le Mali et les périodes de collecte des données ENSAN ; il s'agit d'une période généralement marquée :

- Au niveau alimentaire par la soudure surtout dans les zones agricoles ;
- au niveau agricole ; par l'évolution des cultures pluviales, des cultures de décrue au niveau des mares et lacs, des cultures de riz de submersion et irrigués. C'est la période où les activités agricoles sont intenses et les premières récoltes sont disponibles ;
- au niveau pastoral ; par le pic de la production de biomasse et les animaux sont dans les pâturages d'hivernage ;
- au niveau migratoire ; par une amorce des départs des bras valides en exode.



#### 2.4. Mouvements migratoires :

Les discussions avec les communautés ont permis d'aborder le sujet de la dynamique de migration saisonnière ou départ de bras valides dans les 6 derniers mois.

Les entretiens avec les communautés révèlent que les mouvements de populations sont des phénomènes courants. Ils constituent des sources de revenus ou des stratégies d'adaptations des communautés. Ces mouvements peuvent être habituels ou inhabituels selon les périodes, les zones et les types de populations. Ainsi, à l'exception de Bamako, la migration saisonnière concerne entre 70% et 95% des communautés dans les régions. Dans certains cercles comme Bandiagara, Bafoulabé, Banamba, Goundam, Kadiolo, Kati, Ténenkou, Tombouctou, Youvarou, 100% des villages enquêtés sont concernées par la migration/départ de bras valides à l'exode.

Ce sont majoritairement les jeunes garçons (90,9%) qui partent en migration saisonnière ainsi que les adultes (61,6%) mais cela diffère d'une communauté à une autre. Par exemple, dans les cercles de Yanfolila ou de Macina, les jeunes filles sont également concernées par la migration saisonnière. En parallèle, dans certains cercles, ce sont les ménages entiers qui partent en migration saisonnière, notamment les nomades ou pasteurs des régions de Kidal ou de Gao.

En Septembre 2016, la migration saisonnière est habituelle pour la majorité des communautés à l'exception des régions de Kidal, Gao et Tombouctou où plus du tiers des communautés ont déclaré une migration saisonnière inhabituelle (respectivement 52,4% ; 42% et 31,1% des villages) à cause principalement de l'augmentation du nombre de partants. Plus spécifiquement, dans les cercles de Bourem et d'Abeïbara, près de 100% des communautés ont déclaré des mouvements inhabituels cette année. Pour celles qui font face à des mouvements de migration inhabituels, elles estiment à 15% en moyenne l'accroissement du nombre de personnes partant en migration et jusqu'à 34% dans la région de Ségou.

Les principales zones de destination des migrants sont par ordre d'importance, les zones minières (69,2% des réponses), dans la sous-région (hors du Mali- 68,8% des réponses), Bamako (67,6% des réponses) et dans la région (65,5% des réponses). A noter que pour la région de Kayes, les autres destinations de migration sont les autres pays en Afrique et hors d'Afrique.

Les principales raisons avancées pour la migration sont en majorité le manque d'emploi (83,3% des réponses) et la pauvreté (70,2% des réponses). Dans certains cercles, une grande majorité de communautés ont évoqué

la mauvaise campagne agropastorale comme raison à la migration saisonnière, notamment à Bafoulabe, Djenne, Gourma Rharous, Kolokani, Nara ou Youwarou.

Les mouvements de migration sont en majorité saisonnier et concernent plus de 70% des communautés enquêtées mais il existe également un exode à long terme (32,8%), particulièrement dans la région de Kayes.

## 2.5. Elevage

### 2.5.1. Pratique de l'élevage

#### ⇒ Possession de bétail & typologie du cheptel possédé

La majorité des ménages maliens possèdent du bétail aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain. La taille et le type de cheptel est fonction du niveau de richesse et de la zone. La proportion de ménage disposant du bétail est la plus élevée dans la région de Sikasso (plus de 75%) alors que celui le plus bas est signalé à Bamako (environ 5%). La possession de bétail dépasse 50% dans toutes les zones de moyens d'existence sauf le milieu urbain où il est d'environ 10%. Les ménages éleveurs possèdent en moyenne huit (8) bovins et douze (12) petits ruminants. Si la possession de bovin est plus élevée dans les zones Sud-ouest maïs, sorgho et fruit, Ouest et centrale mil/sorgho pluvial, Mil et élevage transhumant, celle des petits ruminants l'est dans les zones de Pastoralisme nomade et transhumant, Nomadisme et commerce transsaharien qui en plus des petits ruminants disposent des camelins absents dans les zones du Sud du pays. L'essentiel des bovins est détenu par les ménages moyens et nantis qui représentent moins de 40% des ménages du pays.

Les équins, les bœufs et les ânes qui sont utilisés comme animaux de trait sont fréquents dans toutes les zones agricoles du Sud du pays. Il n'existe pas de différence notable dans la taille moyenne entre les différentes zones excepté pour les équins qui ne sont que dans la zone Nord-Ouest transfert d'argent (zone de prédilection par excellence). Si dans les zones agricoles du sud du pays, les ânes sont utilisés pour la charrette et la charrue, dans les zones pastorales, ils servent à la traction pour puiser l'eau et porter les bagages. La volaille, typique des zones agricoles, est principalement possédée par les ménages des régions du sud et du centre du pays. Elle est très faible voire inexistante dans les régions de Kidal, Gao et Tombouctou.

### 2.5.2. Appréciation qualitative des conditions d'élevage

#### ⇒ Etat des pâturages

Les pâturages sont jugés globalement moyens à très bons par plus de trois quarts des ménages (75,5%) contre 71,2% des ménages en septembre 2015. Cependant, dans les régions de Gao et de Tombouctou l'état des pâturages est jugé mauvais par plus d'un tiers des ménages à cause de la mauvaise répartition pluviométrique dans l'espace. Dans l'ensemble l'état des pâturages selon les résultats de l'enquête est en légère amélioration par rapport à la même période de 2015.

#### ⇒ Conditions d'abreuvements

Comme l'année dernière à la même période ; les conditions d'abreuvement sont jugées très bonnes à moyennes pour plus de 80% des ménages dans toutes les régions. Cette appréciation tient au fait que la majorité des mares et point d'eau sont fournis à des niveaux moyens au sortir de la saison des pluies.

#### ⇒ Embonpoint du bétail

L'embonpoint du bétail est jugé moyen à bon dans l'ensemble ; ce qui conforte l'appréciation des conditions d'élevage en cette période. Selon les résultats de l'enquête, plus de 90 % des ménages jugent l'embonpoint du bétail moyen à bon. Toutefois, dans les cercles d'Ansongo, Abeïbara, Bourem, Diré, Gao, Niafunké, Gourma Rharous, une proportion relativement élevée de ménages (entre 20% et 40%) juge l'embonpoint des animaux mauvais. Ceci s'explique d'une part, par la faible disponibilité de pâturage dans certaines localités de ces cercles et qui n'a pas permis une bonne récupération des animaux en dépit des conditions d'élevage favorables.

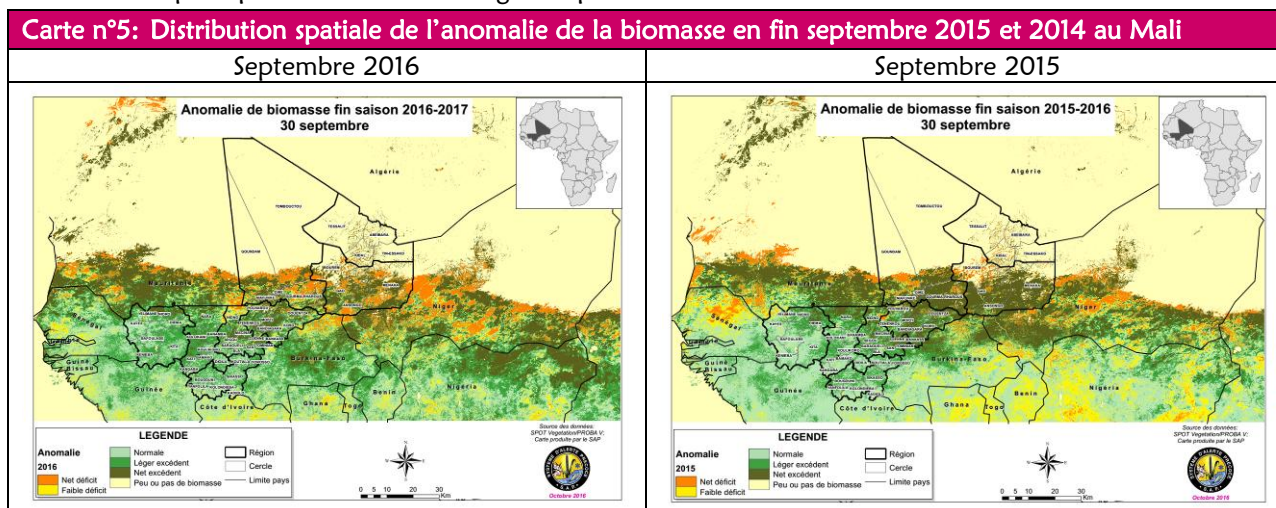
#### ⇒ Production laitière

La production de lait est jugée moyenne à très bonne par plus de 69,2 % des ménages. Les bonnes conditions d'élevage justifient ce bon niveau de production laitière notamment à Kidal (100%), Sikasso (81,6%) et Kayes (80%) où la proportion de ménage la jugeant bonne est très élevée. Ces taux sont respectivement de 56,3% et 54,2% dans les régions de Tombouctou et Gao. La production de lait est jugée mauvaise à très mauvaise par 26,1% des ménages du pays à cause certainement des difficultés de récupération du bétail de la soudure liée à la faible disponibilité du pâturage et aux maladies particulièrement dans les cercles de Gourma Rharous, Bourem, Bandiagara, Nara, Bla et San.

#### ⇒ Gestion des ressources pastorales et perspectives



Les pâturages sont actuellement moyenne à excédentaire dans l'ensemble du pays avec toutefois des zones de déficit localisée dans les cercles de Djenné, Mopti, Nara, Niono, Ansongo, Gourma Rharous, le sud de Goundam et de Ménaka (carte N°5). En terme de perspective et tenant compte du disponible actuel des pâturages, 51,6% des ménages pour les pâturages exondés et 68,3% pour les bourgoutières le trouve insuffisants pour les besoins du bétail. Ce taux élevé pour les bourgoutière s'expliquerait par les pertes causées par la forte crue des fleuves qui a créé des noyages de jeunes pousses de bourgou dans les régions de Mopti, Tombouctou et de Gao. Cette insuffisance de pâturages inondée est surtout déclarée dans les cercles de Gourma Rharous (78,6%), Ségou (69%), Goundam (40%). Quant aux ressources en eau, les besoins seront satisfaits selon pratiquement tous les ménages enquêtés.



Les communautés dans 26,8% des cas pense qu'il y'aura une pression inhabituelle sur les pâturages exondé tandis que taux est de 19,3% pour les pâturages inondés et de 17% pour les ressources en eau. Les déclarations de fortes pression sur les ressources sont surtout signalées dans les régions de Tombouctou, Gao et Mopti aussi bien sur les pâturages que sur les ressources en eau. Cela s'explique entre autres par le caractère pastoral de ces régions qui concentrent le maximum des troupeaux du pays et les perturbations sécuritaires limitant l'accès à certaines ressources pastorales.

Dans le souci d'atténuer les effets d'une pression inhabituelle sur les ressources en pâturage dans leurs zones, les ménages ont recours à plusieurs stratégies. Parmi les stratégies, la transhumance inhabituelle vers d'autres zones mieux fournis est la principale évoquée dans 55% des cas suivie de l'achat inhabituel d'aliment de bétail pour 34,8% et du déstockage dans 8,1% des cas. La mise en défend est évoquée dans 2,7% des cas. Selon les régions, si la transhumance inhabituelle est la première stratégie adoptée dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso et Ségou, l'achat d'aliment de bétail constitue la principale stratégie dans celles de Tombouctou, Gao et de Kidal.

Quant à la gestion de la pression sur les ressources en eau, la transhumance inhabituelle reste la principale stratégie pour les ménages pour atténuer les difficultés d'abreuvement du bétail.

#### ⇒ Contraintes rencontrées par les ménages dans la pratique de l'élevage

La contrainte principale dans la pratique de l'élevage selon les résultats de l'enquête reste le manque de moyens financiers pour la conduite de l'activité pour plus d'un tiers (1/3) des ménages enquêtés (36,1%). Suivent ensuite les difficultés d'alimentation et d'abreuvement (21,6%) et les problèmes zoo sanitaires (16,8%). Ces deux contraintes sont en partie liées à la principale contrainte qui limite l'accès aussi bien à l'alimentation qu'aux traitements.

Les contraintes dans la pratique de l'activité d'élevage varient selon les régions. Ainsi, les problèmes d'abreuvement et d'alimentation constituent les principales contraintes dans les régions de Mopti, Koulikoro et Bamako. L'insécurité qui limite les mouvements de personne et partant les débouchés pour commercialiser les produits de l'élevage constituerait une contrainte majeure dans les régions du nord. Toutefois, les contraintes liées au vol et à l'insécurité ont fortement baissé dans les cercles de Kidal, Ménaka et Bla par rapport à septembre 2016 mais restent importantes dans le cercle de Gao pour plus de 20% des ménages.

⇒ Evolution de la taille du troupeau

Tableau n°2: Évolution de la taille du troupeau

Région	Effectif actuel en UBT	Effectif il y'a 6 mois en UBT	Ecart UBT actuel et 6 mois
Kayes	12,21	11,45	0,76
Koulikoro	6,37	5,99	0,38
Sikasso	11,25	10,52	0,73
Ségou	6,58	6,30	0,28
Mopti	7,19	6,70	0,49
Tombouctou	5,65	5,55	0,09
Gao	9,74	4,97	4,78
Kidal	20,47	17,28	3,14
Bamako	2,35	2,39	-0,04
<b>Total</b>	<b>8,79</b>	<b>8,06</b>	<b>0,73</b>

La taille du troupeau par rapport aux six derniers mois est restée stable pour 12,7% des ménages enquêtés, en hausse pour 45,7% et en baisse pour 41,6%. Les ménages ayant connu des baisses d'effectif sont surtout enregistrés dans les régions de Ségou (45,5%), Mopti (45,3%), Koulikoro (44,9%). Selon les cercles, la baisse des effectifs concernent plus de ménages dans les cercles de Ménaka (64,6%), Kolokani (60,1%), Bougouni (64%), Goundam (54,9%) et Niafunké (55,2%). Selon les zones de moyen d'existence, la baisse est observée chez 57,3% des ménages dans la zone des lacs et 53,3% sur le plateau Dogon. Les raisons de la baisse portent principalement sur les mortalités pour 32% des ménages, les ventes excessives (28%) et les pertes dans les zones pastorales des régions du nord et qui seraient liées à la conjoncture économiques marquée par les séquelles de la crise sécuritaire qui continue d'affecter l'environnement socio-économique dans ces zones. Ailleurs dans le pays, la baisse est surtout liée à une mortalité plus élevée. Les raisons de la hausse des effectifs sont liées surtout à plus de naissance pour 57% des ménages ayant connu une hausse et à moins de mortalité tandis que les baisses s'expliquent par plus de mortalité et les ventes excessifs.

Dans un souci de comparaison, le concept «d'Unité de Bétail Tropical» (UBT) qui représente un animal standard de 250 kg de poids vif a été utilisé. Il permet d'exprimer la possession de bétail à travers l'addition des différents types d'animaux appartenant au ménage. Les équivalences en UBT utilisées pour les bovins, les ovins, les caprins, les équidés, les volailles, les chameaux et les porcs dans le cadre de cette ENSAN sont celles adoptées par le SAP Mali.

Au niveau national, les ménages pratiquant l'élevage possèdent en moyenne 8,7UBT contre 6,27UBT en septembre 2015 ; ce qui confirme l'appréciation de l'évolution des effectifs du bétail par les ménages selon laquelle, les effectifs sont stables pour la majorité des ménages enquêtés. En plus, le niveau de mortalité est nettement moins élevé qu'en 2015 où les difficultés d'alimentation du bétail avaient engendré des mortalités inhabituelles du troupeau. La possession la plus élevée reste observée comme en 2015 dans la région de Kidal (20,47 UBT) suivie de Kayes (12,21UBT), Sikasso (11,25UBT), Gao (9,74UBT) et de Mopti (7,19UBT).

⇒ Evolution du capital bétail reproductif

Le capital reproductif représenté par les femelles reproductrices dans le troupeau des ménages a été exprimé en terme d'UBT afin d'apprécier leur évolution par rapport à la même période de septembre 2015. Ainsi, le calcul a porté surtout sur les bovins, les ovins, les caprins, les camelins qui sont les plus fréquents et les plus utilisés dans la production de lait. Sur cette base, on note que la possession en femelle reproductrice exprimée en UBT est en moyenne de 3,62UBT selon les résultats de l'enquête. Selon le sexe, la possession est de 3,71UBT pour les ménages dirigés par les hommes et de 1,21UBT pour ceux dirigés par les femmes.

Tableau n°3: Évolution des femelles reproductrices en UBT

Région	Femelle il y'a 6 mois (UBT)	Femelle actuel (UBT)	Ecart UBT actuel et il y'a 6 mois
Kayes	6,02	6,19	0,17
Koulikoro	2,36	2,40	0,04
Sikasso	4,52	4,43	-0,09
Ségou	2,33	2,37	0,04
Mopti	2,85	2,97	0,12

**ENQUETE NATIONALE SUR LA SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE, SEPTEMBRE 2016  
(ENSAN MALI) – version définitive**

Tombouctou	2,23	2,05	-0,18
Gao	2,39	1,83	-0,57
Bamako	1,05	1,11	0,06
<b>Total</b>	<b>3,60</b>	<b>3,62</b>	<b>0,01</b>

La taille des femelles reproductrices par rapport au mois de février 2016 est stable pour 65,5% des ménages, en baisse pour 16,5% et en hausse pour 18%. Selon le sexe, les effectifs de femelle se maintiennent plus chez les femmes (74%) que chez les hommes (65,2%). Les baisses d'effectif sont surtout observées dans les régions de Gao (-0,57UBT), Tombouctou (-0,18) et Sikasso (-0,09UBT). Les cercles de Gao (-0,79UBT), Ménaka (-2,6 UBT), Ténenkou (-0,5UBT), Tessalit (-0,4UBT), Goundam (-0,54UBT) et Tombouctou (-0,32UBT) sont les plus touchés par la baisse du capital bétail reproductif.

**Tableau n°4: Évolution des femelles reproductrices en espèce**

Région	Bovin	Ovin	Caprin	Camelin	Equin	Asin	Porcin
Kayes	0,23	0,07	-0,12	-0,01	0,00	-0,01	0,00
Koulikoro	0,05	-0,02	0,04	0,00	0,00	-0,03	0,00
Sikasso	-0,10	-0,06	-0,10	0,00	0,00	-0,04	0,01
Ségou	0,01	-0,02	0,14	0,01	0,00	-0,03	0,02
Mopti	0,09	0,22	0,17	0,01	0,00	0,00	0,00
Tombouctou	-0,16	-0,43	-0,39	0,03	0,00	-0,01	0,00
Gao	-0,50	-0,64	-0,79	-0,02	0,00	-0,02	0,00
Kidal	-0,17	-0,20	0,42	0,72	-0,01	0,05	0,00
Bamako	0,08	0,19	-0,22	0,00	-0,02	0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>0,02</b>	<b>-0,03</b>	<b>-0,06</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-0,02</b>	<b>0,01</b>

En termes d'espèce et par rapport aux six derniers mois, globalement les femelles reproductrices sont :

- ✓ en légère augmentation pour les bovins à l'exception des régions de Tombouctou, Gao, Sikasso et Kidal ainsi que pour les camélins excepté Gao et Kayes;
- ✓ en diminution pour les ovins sauf à Bamako, Kayes et Mopti ainsi que pour les caprins sauf à Koulikoro, Kidal et Mopti
- ✓ et en stabilité pour les équins et porcins.

Il est à noter que, pour la période, la variation d'effectifs des femelles reproductrices est très faible pour l'ensemble des régions et pour toutes les espèces.

⇒ **Mortalité du bétail**

Le caractère extensif du système d'élevage au Mali constitue une source de vulnérabilité pour le bétail à cause essentiellement de l'instabilité des facteurs naturels (disponibilité fourragère, points d'eau, terres salées...) et de l'insuffisance du suivi zoo sanitaire. C'est pourquoi des pertes d'animaux sont enregistrées pendant la soudure. Pendant cette période, le taux habituel admis de perte fixé à 7% pour les petits ruminants et à 4% pour les bovins peut être largement dépassé et impacter la taille des troupeaux selon la sévérité de la crise conjoncturelle.

Selon les résultats de l'enquête, la mortalité de bétail par rapport à une année normale a été identique pour 31,6 % des communautés contre 24,3% en septembre 2015 et moins élevée pour 34,4% contre 48,3% lors de la dernière enquête en septembre 2015. Pour 27,5% des communautés principalement dans les régions de Gao (57,6%), Koulikoro (35,1%), Ségou (30,6%) et de Mopti (29%), la mortalité du bétail est plus élevée que d'habitude à cause des épizooties et du manque de pâturage. Selon les cercles, ce taux de déclaration de forte mortalité est surtout signalé dans les cercles d'Ansongo (57,16%), Barouéli (60%), Bourem (92%), Ménaka (40%) et Nara (53%).

Les raisons des déclarations de forte mortalité sont surtout liées aux épizooties dans 43,5%, au manque de pâturage pour 25,3% et aux fortes pluies de début de campagne pour 11,7% des cas. Les raisons varient d'une région à une autre. Ainsi, si à Mopti la raison principale est liée au manque de pâturage notamment dans tous les cercles, elle est liée aux épizooties dans les autres régions du pays.

## 2.6. Pêche

Les perspectives de production halieutique pour la prochaine campagne (Novembre à Février) sont jugées moyennes à bonnes pour 58,8% des ménages enquêtés tandis qu'elles sont jugées mauvaises à très mauvaises

par 41,2% des ménages. Cependant, le bon niveau de la crue qui a permis l'inondation de toutes les frayères le long du fleuve permet d'espérer sur une production moyenne à bonne dans l'ensemble.

Les principales raisons évoquées pour les perspectives de production halieutique mauvaises portent sur le faible niveau de reproduction des espèces piscicoles, le faible niveau d'équipement et le manque d'encadrement des pêcheurs.

Dans les zones où les perspectives de pêche sont jugées mauvaises à très mauvaises, les stratégies évoquées pour atténuer les difficultés portent sur le recours à d'autres activités économiques pour 42% des cas, la migration vers d'autres pêcheries dans 20% des cas et le développement de la pisciculture pour 16,1%.

## 2.7. Agriculture

La pratique de l'agriculture occupe environ 80% des ménages du pays selon les résultats de l'enquête et qui confirme les résultats des enquêtes précédentes qui étaient de 78,9 % en 2015 et 79,3% en 2014. Ces taux sont plus élevés dans les régions de Ségou (86,1%), Mopti (84,7%), Sikasso (83,5%) tandis que celles de Gao avec 51,1% des ménages et Kidal avec 0,4% ont les plus faibles taux de ménages pratiquant l'agriculture. Les raisons de la non pratique de l'agriculture selon l'enquête sont principalement liées à l'absence de propriété foncière pour 48% des ménages et la non pratique de l'activité agricole pour 27,2% et le manque de moyens financiers pour 14,2% des ménages. Le manque de main d'œuvre est également signalé comme contrainte à la pratique de l'agriculture par 6,4% des ménages du pays et particulièrement dans les zones de moyen d'existence Plateau Dogon mil et échalote (49,3%) ; Nord-ouest sorgho, transfert et élevage (31,6%) ; Centre-est mil et élevage transhumant (17,4%).

La superficie moyenne possédée pour l'agriculture est de 6,3ha par ménage contre 6,59ha en 2015. La possession des terres cultivables est plus élevée dans les régions de Sikasso (10,6ha), Ségou (7,2ha), Koulikoro (7,1) qui constituent les grandes zones de production du pays.

Pour cette année environ 71,7% des ménages pratiquant l'agriculture ont cultivé contre 76% en septembre 2015. Les raisons de cette baisse sont surtout liées au manque de moyen dans 75,3% des ménages, au manque de moyens financiers pour 30% des cas, manque de main d'œuvre pour 18,3% et à la pauvreté des sols pour 8,3%.

La superficie moyenne cultivée au cours de cette campagne est de 6,1ha contre 6,59ha pour la campagne précédente avec un maximum de 8,8 hectares dans la région de Sikasso et un minimum de 1,7ha à Gao. Selon le sexe du chef de ménage, la moyenne est de 6,2ha pour les hommes et 3,7ha pour les femmes. Par rapport à la dernière campagne, les superficies cultivées ont connu une diminution pour 11,1% de ménages et une augmentation pour 3,7%. Les régions de Kayes (13,3%), Sikasso (12,7%) et Tombouctou (12,3%) présentent les taux de baisse les plus élevés tandis que celles de Koulikoro a le taux de hausse de superficie le plus élevé avec 7,4% des ménages qui ont augmenté leurs superficies exploitées. Selon le sexe du chef de ménage, il n'y a pas de différence significative dans l'évolution des superficies cultivées entre 2015 et 2016. La baisse est signalée par 11,1% des ménages dirigés par les hommes contre 11,3% pour ceux dirigés par les femmes.

Les raisons de la hausse des superficies sont principalement liées aux besoins d'extension des exploitations pour 43,9% des ménages, acquisition de nouvelles terres pour 28,5% et la bonne disponibilité des intrants agricoles pour 20,6%.

La campagne agricole en cours est jugée bonne par 36,9% des ménages, moyennes par 35% et mauvaise à très mauvaise par 24%. Elle est particulièrement jugée mauvaise dans les régions de Gao pour 67% des ménages et Tombouctou par 47% des ménages.

L'appréciation de la mauvaise campagne agricole est liée surtout à la mauvaise installation des pluies et leurs mauvaise répartition dans le temps et dans l'espace selon 68% des ménages tandis que 15% l'attribue aux dégâts des déprédateurs notamment les sautériaux. Au niveau cercles, les déclarations de mauvaise campagne sont les plus élevées dans les cercles de Ménaka (100%), Gourma Rharous (93%), Gao (73,3%) Nara (73,3%), Bourem (71%) et Djenné (60%).

La bonne pluviométrie et la situation phytosanitaire calme sont les principales raisons de la bonne appréciation de la campagne en cours par les 72% des ménages du pays.

### ⇒ Production des graminées de cueillette

La consommation de certaines graminées sauvages est courante dans certaines localités du pays notamment dans les régions du nord où elles sont utilisées pour atténuer les difficultés d'accès à la nourriture. La



disponibilité de ces produits principalement du fonio sauvage (*Panicum Laetum*), du cram cram (*Cenchrus Biflorus*) est un gage de sécurité pour les populations pauvres de ces zones.

La production de graminée sauvage pour cette campagne est jugée moyenne à bonne pour 55,4% des ménages tandis qu'elle est jugée mauvaise à très mauvaise par 44,6% des ménages particulièrement dans les régions du nord où elles sont très consommées. Dans ces régions, plus de 60% des ménages jugent la production de graminée sauvage mauvaise à très mauvaise. Les raisons de la mauvaise production de graminée sont surtout liées à la mauvaise pluviométrie et à la pression des animaux au niveau des aires de récolte de ces produits.

⇒ **Stocks céréaliers des ménages :**

✓ **Niveau des stocks céréaliers domestiques**

Les ménages au moment de l'enquête disposaient de stock de vivres en différentes céréales. Le stock moyen de céréales par ménage est de 439,18kg contre 592kg en septembre 2015. Le niveau maximum de stock est observé dans la région de Sikasso avec 676,6kg tandis que le plus faible stock est observé dans celle de Gao avec 60kg. Le stock au niveau des ménages dirigés par les hommes (427kg) est 2,3 fois plus élevé que pour ceux dirigés par les femmes (182,15kg). La différence de possession de stocks selon le sexe du chef de ménage est plus élevée à Sikasso avec 5,4 fois en faveur des hommes tandis que le plus faible écart est observé à Kayes avec 1,6 fois. Cependant, à Bamako, la moyenne des stocks est plus élevée dans les ménages dirigés par les femmes soit 1,6 fois plus que dans ceux dirigés par les hommes.

✓ **Sources des stocks**

Les stocks détenus par les ménages proviennent essentiellement :

- des achats (52%) principalement pour les ménages de Bamako (94%) de même que ceux de Gao, Kidal, Tombouctou et du sahel occidental (Kayes) pour plus de 60% des ménages;
- de la propre production des ménages soit (44,8%) en moyenne- principalement dans les régions de Sikasso (71%), Ségou (66%), de Mopti (59,4%) et de Koulikoro (45,8%). Ces taux confirment le caractère excédentaire de ces grandes zones de production du pays ;
- et des aides/dons, les emprunts et les dons humanitaires qui ne constituent que des portions relativement faibles des stocks domestiques au niveau régional et national soit 3% des stocks. Toutefois, la part des aides humanitaires occupe 8% du stock dans la région de Tombouctou ; 3,2% dans celle de Gao et 2,9% dans celle de Kidal. La part relativement élevée des aides humanitaires s'explique par la mise en œuvre des appuis alimentaires par le Gouvernement et les agences humanitaires dans ces zones.

✓ **Couverture en semaine du stock de vivres disponible dans les ménages**

La couverture moyenne des stocks de vivres en nombre de semaine est d'environ 7 semaines ; ce qui est similaire au résultat de septembre 2015 qui était de 7 semaines et de celui de 2014 qui était de 8 semaines.

La couverture en semaine du stock est plus élevée dans la région de Sikasso avec 11 semaines tandis qu'il est de 1 semaine à Gao contre 4 à 5 semaines dans les autres régions. Selon le sexe du chef de ménage, la couverture des besoins alimentaires en nombre de semaines est plus faible chez les ménages dirigés par les femmes que ceux dirigés par les hommes avec respectivement 4 et 7 semaines.

## 2.8. Sources de revenus des ménages

Les ménages ont un nombre médian de 2 personnes en son sein disposant d'un revenu dans toutes les régions excepté les régions de Tombouctou, Gao, Kidal et le district de Bamako où ce nombre est de 1 personne. En moyenne 19% des personnes dans un ménage sont actives et génèrent un revenu et les ménages dirigés par les femmes ont davantage de personnes actives (25,9% contre 18,7% pour les ménages dirigés par des hommes). Les sources de revenu pour les ménages sont moyennement diversifiées puisque plus de la moitié des ménages ont au moins deux sources de revenu (54,2% des ménages) et 13,9% ont au moins trois sources de revenus. Les ménages dirigés par des femmes ont tendance à avoir des sources de revenus moins diversifiées que ceux dirigés par les hommes : 8,8% des ménages dirigés par les femmes ont au moins trois sources de revenus contre 14,4% des ménages dirigés par les hommes. La principale source est la production/vente de produits agricoles avec 49,2% (dont 9% pour le maraîchage avec Bamako) et 53,5% (sans Bamako) de ménages concernés. Une baisse de 12,5% (sans Bamako) est observée au niveau du nombre de ménages pratiquant la production/vente de produits agricoles par rapport à ENSAN de septembre 2015.

**ENQUETE NATIONALE SUR LA SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE, SEPTEMBRE 2016  
(ENSAN MALI) – version définitive**

La seconde source de revenu par ordre d'importance est le petit commerce (alimentaire et non alimentaire) et concerne 21,8% des ménages ; suivent les petits métiers (menuisier, maçons, plombier, tailleur etc.) en troisième position qui concerne 15,8% des ménages. Toutefois, certaines activités restent non négligeable notamment le transfert d'argent avec 12,6% ménages concernés, la production/vente de produits d'élevage avec 9,9%, l'orpaillage avec 9,7%, et 7,2% pour l'artisanat.

✓ **Estimation du revenu total habituel et actuel (en cash) des ménages**

**Tableau n°5: Estimation du revenu total de septembre 2015 et 2016 (en cash) des ménages**

Région	Revenu total sept.2016		Revenu total sept.2015	
	Moyen	Médian	Moyen	Médian
Kayes	122069	100000	114257	80000
Koulikoro	107181	73000	107752	85000
Sikasso	118513	87000	97764	70000
Ségou	87504	65000	92848	70000
Tombouctou	80692	68000	95512	75000
Mopti	74283	55000	80623	65000
Gao	67790	60000	63660	45000
Kidal	140463	132660	153313	100000
Bamako	180062	125000		
<b>Total avec Bamako</b>	<b>106587</b>	<b>80000</b>		
<b>Total sans Bamako</b>	<b>99925</b>	<b>75000</b>	<b>94759</b>	<b>70000</b>

Le revenu actuel moyen/médian des ménages est de 106587/80000 francs CFA et de 99925/75000 francs CFA sans Bamako. On constate une augmentation de ces valeurs moyenne et médiane d'environ 5000F CFA entre septembre 2015 et septembre 2016. Elles sont plus élevées pour les ménages dirigés par les hommes qui ont une valeur moyenne/médiane de 107871/80000 que pour ceux dirigés par les femmes qui ont une valeur de de 83040/60000F CFA. Il ressort une légère variation de 5,45 % pour la moyenne et de 7,14% pour la médiane par rapport à septembre 2015.

Les plus fortes variations négatives de la moyenne sont observées à Tombouctou (-16%), à Koulikoro (-14%) et Mopti (15%). Celles positives sont constatées à Sikasso (+21%), Kidal (+33%), Kayes (+25%) et Sikasso (+24%) pour la médiane.

**Tableau n°6: Estimation du revenu total actuel (en cash) des ménages par Zone de Moyens d'Existence**

Zone de Moyens d'Existence (ZME)	Revenu total actuel	
	Moyenne	médiane
Nomadisme et commerce transsaharien	123155	120000
Nord élevage transhumant	76224	65000
Boucle du Niger riz et pêche	71045	65000
Centre élevage transhumant, mil et transfert	86749	70000
Plateau Dogon mil et échalote	94263	50000
Delta du Niger riz, élevage et pêche	73070	50000
Office du Niger riz et maraîchage	95796	75000
Nord-ouest sorgho, transfert et élevage	118772	93500
Centre sorgho et mil	86197	64000
Sud-est sorgho, mil et coton	95787	70000
Sud maïs, coton et fruits	115801	75000
Sud-ouest maïs, élevage et orpaillage	135425	120000
Centre-est mil et élevage transhumant	70773	60000
Zone de lacs mil et sorgho	65941	55000
Ouest arachide, sorgho et maïs	84811	67000
Sud-ouest orpaillage et maïs	127396	100000
Milieu urbain	155793	110000
<b>Total avec Bamako</b>	<b>106587</b>	<b>80000</b>
<b>Total avec Bamako</b>	<b>99925</b>	<b>75000</b>

Le revenu moyen et médian par ménage est plus élevé en zone urbaine (155793/110000 francs CFA), suivie de la zone Sud-ouest maïs, élevage et orpaillage (127396/120000 francs CFA) et Nomadisme et commerce

transsaharien (123396/120000 francs CFA). Par ailleurs, les plus faibles revenus moyens sont observés dans la zone des lacs mil et sorgho (65941 francs CFA), la zone Centre-est mil et élevage transhumant (70773 francs CFA) et la boucle du Niger riz et pêche (71045 francs CFA).

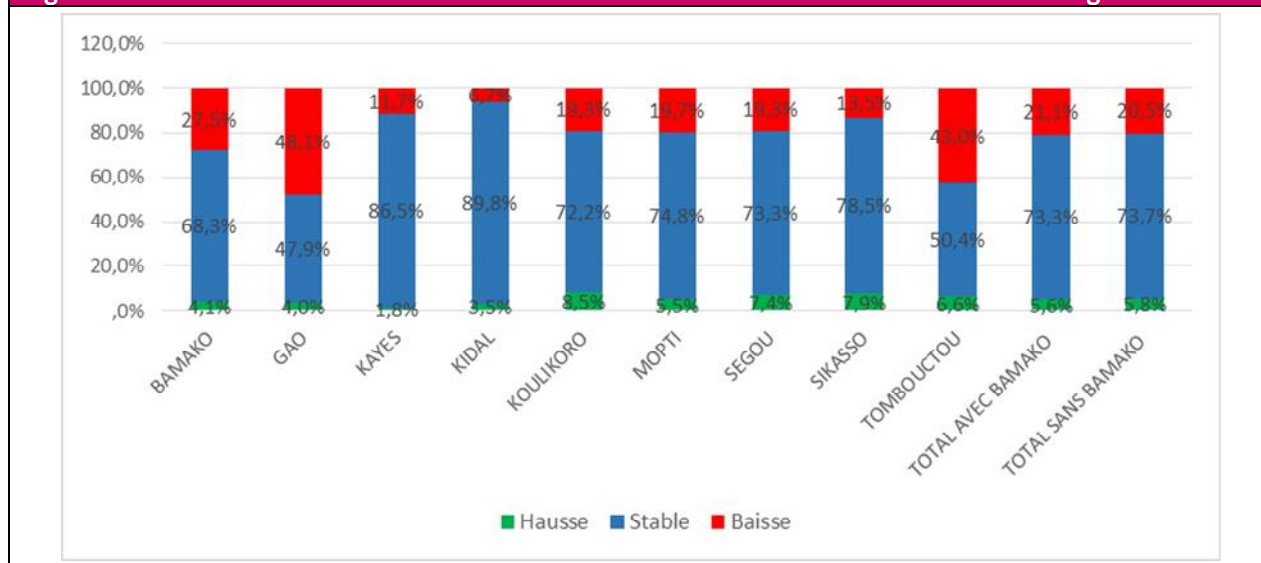
✓ **Contribution des femmes et des enfants aux revenus globaux des ménages**

La contribution des femmes et des enfants de moins de 14 ans aux revenus globaux des ménages est relativement faible et représente respectivement 11% et 1% en moyenne, taux proches de ceux de septembre 2015 (respectivement de 12% et 2%). Cette contribution des femmes est plus importante dans les régions de Ségou et Sikasso (14% chacune), Bamako (13%), Mopti et Koulikoro (12%).

L'analyse par cercle montre que plus de 1/6 des revenus sont fournis par les femmes dans les cercles de Niono (21%), Bla (20%), Tominian (19%), Bandiagara (19%), Koutiala (18%), Koro et Commune III du district de Bamako (17%), Bougouni, Gourma Rharous, Kadiolo et Kolondiéba (16%). Elle est très faible dans les cercles d'Abeïbara (0,5%), Tin-Essako, Diré ; Nara, Kidal et Ansongo (4%).

✓ **Stabilité des revenus actuels & Evolution (au cours des 12 derniers mois) des revenus des ménages**

Figure n°4: Déclaration sur l'évolution au cours des 12 derniers mois des revenus des ménages



IL ressort que pour 2/3 des ménages le revenu reste stable au cours des 12 derniers mois. Au demeurant, 21,1% déclarent une baisse de revenu et 5,6% une hausse. Comparée à septembre 2015, on constate une diminution de 9,3% des ménages ayant enregistré une baisse de revenu et 12,2% pour ceux ayant déclarés une augmentation. La proportion des ménages pour lesquels les revenus sont en stabilité a augmenté de 21,5% par rapport à septembre 2015 ; ce qui dénote d'une certaine amélioration de la situation économique globale.

La baisse des revenus est plus prononcée dans les régions de Gao (pour 48,1% des ménages), Tombouctou (43%) et Bamako (27,5%). Au niveau des cercles, elle est de 86,5% à Ménaka et 50% des ménages dans les cercles de Goundam, Gourma Rharous et Djenné. Par ailleurs, des améliorations ont été observées dans les cercles de Kadiolo et Banamba (24% chacun), Niafunké (19,2%) et Bougouni (18,5%).

Les zones « nord élevage transhumant », « boucle du Niger riz pêche », « centre élevage transhumant et transfert » et « la zone de lacs mil et sorgho » présentent les plus fortes proportions de ménages ayant déclaré la baisse de revenu soit respectivement 53%, 48,2%, 47,5% et 45,3%. La localisation des ménages ayant connu des baisses de revenus se comprend aisément quand on sait que ces zones trainent encore les séquelles de la crise sécuritaire qui continue de ralentir la relance économique dans ces zones.

L'analyse des données qualitatives montre que près des 2/3 des communautés enquêtés ont affirmé une stabilité dans les opportunités des sources de revenu ; 1/3 une diminution et une faible proportion une augmentation. Par ailleurs, pour la vente des produits artisanaux, la variation à la baisse ou à la hausse reste légère et estimé à au plus 10% par rapport à la normale. Les raisons fondamentales de ces variations sont entre autres, la faible disponibilité de la main d'œuvre (61,6%) et la mauvaise pluviométrie (10,7%).

✓ **Contraintes pesant sur les activités génératrices de revenus (AGR) des ménages**

Les contraintes déclarées par les ménages restent similaires à celles de septembre 2015 et février 2016.

**ENQUETE NATIONALE SUR LA SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE, SEPTEMBRE 2016  
(ENSAN MALI) – version définitive**

Les proportions des ménages pour les trois principales contraintes aux AGR sont pour 31,5% des ménages le manque d'opportunité d'emploi, le manque de cash pour investir pour 28,1% ; la perte pour de moyens de production pour 22,9%. L'absence de marché/distance aux marchés demeure signalée par 10% des ménages constitue une contrainte économique importante principalement dans les régions de Kayes (42,9%), Kidal (21,8%), Ségou et Mopti (15%). Par ailleurs, l'insécurité occupe une part non négligeable dans les régions de Kidal (18%), Gao (8%) et Tombouctou (5%).

**Tableau n°7: Contraintes pesant sur les activités génératrices des ménages**

Régions	Manque d'opportunité d'emploi	Manque de cash pour investir / acheter du stock	Manque ou perte de moyens de production	Absence de marché/ distance aux marchés	Bas prix ou faible demande des produits agricoles, animaux, etc.	Insécurité	Vulnérabilité d'au moins un membre du ménage	Autre
Kayes	32.9%	20.8%	18.0%	25.7%	1.0%	.3%	1.2%	.2%
Koulikoro	26.1%	33.9%	28.8%	4.9%	2.7%	.2%	3.3%	.1%
Sikasso	29.3%	21.9%	39.8%	3.5%	3.3%	.6%	1.5%	.2%
Ségou	25.8%	25.4%	33.6%	6.3%	3.9%	1.5%	3.5%	.1%
Mopti	27.0%	35.1%	23.1%	6.6%	3.9%	1.0%	3.3%	.1%
Tombouctou	35.6%	41.2%	11.5%	2.4%	2.6%	4.5%	2.2%	
Gao	44.7%	27.2%	4.4%	4.2%	8.4%	8.4%	2.7%	
Kidal	49.0%	22.9%	.5%	8.0%	1.8%	16.8%	1.0%	
Bamako	43.7%	31.2%	3.9%	13.3%	3.3%	.4%	4.0%	.2%
<b>Total avec Bamako</b>	<b>31.5%</b>	<b>28.1%</b>	<b>22.9%</b>	<b>10.2%</b>	<b>3.1%</b>	<b>1.5%</b>	<b>2.5%</b>	<b>.1%</b>
<b>Total sans Bamako</b>	<b>30.6%</b>	<b>27.8%</b>	<b>24.4%</b>	<b>10.0%</b>	<b>3.1%</b>	<b>1.6%</b>	<b>2.4%</b>	<b>.1%</b>

✓ **Estimation du montant minimum mensuel nécessaire pour le ménage**

**Tableau n°8: Estimation du montant minimum mensuel nécessaire pour le ménage**

Région	Estimation montant minimum	
	Moyenne	Médiane
Kayes	82936	60000
Koulikoro	80375	60000
Sikasso	71968	60000
Ségou	79195	65000
Mopti	73297	50000
Tombouctou	95324	80000
Gao	137836	100000
Kidal	362690	200000
Bamako	143905	100000
Total avec Bamako	89317	70000
Total sans Bamako	84365	65000

Le montant minimum mensuel nécessaire pour vivre estimé par les ménages donne une valeur moyenne de 89317F CFA contre un revenu actuel moyen de 106587F CFA. Le revenu actuel est plus élevé par rapport au minimum mensuel nécessaire. Ces chiffres dénotent d'une situation économique globale relativement satisfaisant en ce sens que les besoins minimum pour vivre sont couverts par le revenu du ménage. Cependant, ces chiffres cachent de grandes disparités entre les cercles. Ainsi, le besoin minimal mensuel pour vivre est supérieur de 20 à 60% du revenu mensuel des ménages dans 18 cercles du pays particulièrement dans les cercles de Kidal, Ménaka, Abeïbara, Bourem, Barouéli, Gourma Rharous.

Ce montant est plus élevé pour la valeur médiane dans les régions de Kidal (200000 FCFA), Gao et Bamako (100000 FCFA). Il est plus faible dans la région de Mopti (50000 FCFA) suivie de Sikasso, Koulikoro, Kayes (60000 FCFA) et de Ségou avec 65000F par ménage.

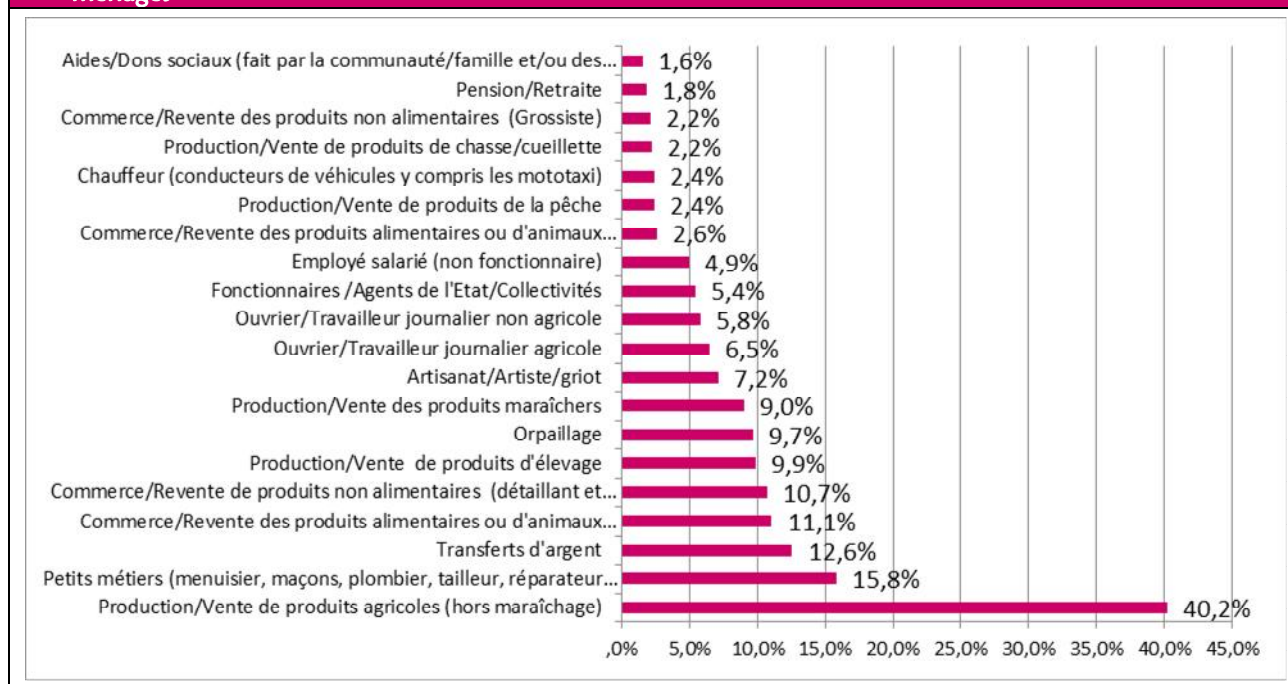
✓ **Groupes de moyens de subsistance**

Grâce à l'application de techniques statistiques multivariées – notamment l'analyse en composantes principales (ACP) associé au recours à une analyse en classification non hiérarchiques (ACNH) ; une agrégation des différentes sources de revenus (habituelles) des ménages a permis leur regroupement en tenant compte de leur



contribution par rapport aux revenus globaux ainsi que de leur diversité. Ce qui a conduit à l'élaboration et la définition de groupes de moyens de subsistance (GMS) donnant de précieuses indications sur les capacités, les biens et les activités qui permettent aux ménages de gagner leur vie en vue d'assurer leur survie et/ou leur bien-être.

**Figure n°5: Principaux groupes de moyens de subsistance (basés sur les sources de revenus habituels) des ménages**



Comme illustrer le graphique ci-dessus ; l'agriculture (hors maraîchage) constitue le groupe de moyens de subsistance le plus important avec 40,2% des ménages suivie des petits métiers (15,8%), les transferts d'argent (12,6%), le petit commerce de produits alimentaires (11,1%) et de produits non alimentaires (10,7%). Une proportion non négligeable est occupée par l'élevage (9,9%), l'orpaillage (9,7%), le maraîchage (9%) et l'artisanat (7,2%).

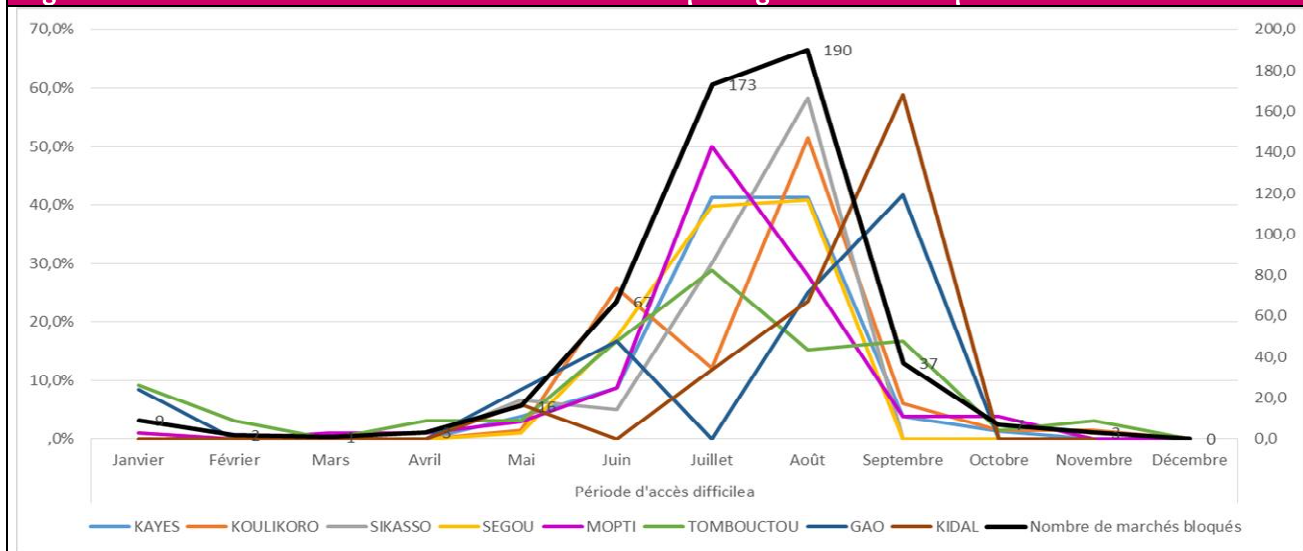
## 2.9. Accès au marché

Les discussions avec les communautés concernant l'accessibilité des marchés ont montré qu'un tiers des communautés ont un marché dans leur village et que plus de la moitié des communautés accèdent à un marché en moins d'une heure. L'accès au marché principal dure plus d'une heure pour 40% des communautés et plus de deux heures pour 23% des communautés. L'opportunité d'accès à un deuxième marché existe pour l'ensemble des communautés pour satisfaire leurs besoins. Cependant, les communautés mettent plus d'une heure à y accéder compte tenu de son éloignement au site pour 74% des communautés et plus deux heures pour 52%.

Tous les ménages ont accès à un marché de proximité à Bamako et la moitié des communautés des régions de Sikasso et de Kidal ont un accès à un marché à proximité à moins de trente minutes. Le reste des communautés est confronté à l'éloignement des marchés comme dans les régions de Gao, Tombouctou et Mopti où les communautés mettent plus d'une heure pour accéder au marché principal. Dans toutes les régions, à l'exception de Sikasso, Kidal et Bamako, une communauté sur quatre met plus de deux heures pour accéder au marché principal.

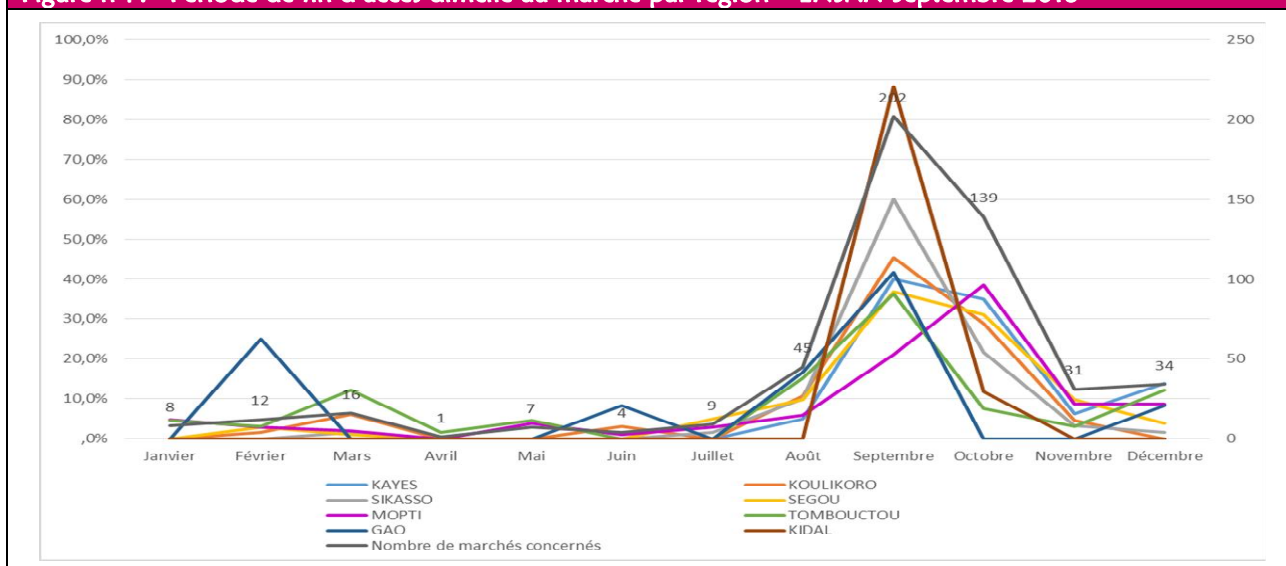
Les zones les plus enclavées pour accéder au marché principal sont Nara, San, Ségou, Bandiagara, Ménaka et Kolokani où la moitié des communautés met plus de deux heures pour y accéder.

Figure n°6: Période de début d'accès difficile au marché par région – ENSAN Septembre 2016



L'accès physique au marché est difficile ou bloqué à une certaine période de l'année pour 40% des communautés. Comme le montre les figures, la période d'accès difficile au marché correspond à la saison des pluies entre juin et septembre pour la majorité des régions (période des hautes eaux du fleuve Niger).

Figure n°7: Période de fin d'accès difficile au marché par région – ENSAN Septembre 2016



La période difficile d'accès au marché s'achève en Septembre, avec un décalage à Octobre pour la région de Mopti, comme l'illustre la figure 7. A noter également une période de difficulté d'accès entre décembre et février dans la région de Gao.

Les raisons principales de ces difficultés d'accès au marché sont essentiellement liées aux pluies qui rendent difficile la praticabilité de certains axes particulièrement dans les régions de Sikasso, Ségou et Mopti, et l'insécurité pour la région de Tombouctou particulièrement dans les cercles de Goundam et Gourma Rharous.

## 2.10. Dépenses & Approvisionnement des ménages

### ✓ Niveau des dépenses mensuelles

Les dépenses alimentaires moyennes mensuelles des ménages sont d'environ 70645 francs CFA. Pour les dépenses non alimentaires le montant moyen est de 52794 francs CFA. La proportion des dépenses allouées à l'alimentation représente près de 2/3 des dépenses soit 64,14% des dépenses totales. Ces valeurs restent presque similaires à celles de septembre 2015 et de février 2016. Il est à noter que la part des dépenses consacrées à l'alimentation est plus élevée dans les ménages dirigés par les femmes que dans ceux dirigés par les hommes.

**ENQUETE NATIONALE SUR LA SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE, SEPTEMBRE 2016  
(ENSAN MALI) – version définitive**

Les ménages qui consacrent en moyenne plus de 75% des dépenses à l'alimentation sont dans les cercles de Nioro, Diéma (à Kayes), Nara (Koulikoro), Barouéli (Ségou), Youwarou, Ténenkou, Djenné (Mopti), Gourma Rharous (Tombouctou), Gao Bourem, Ansongo, et Ménaka (Gao). Cet état de fait limite les capacités d'investissement dans le développement de leurs activités et maintiens les ménages dans une situation de vulnérabilité constante.

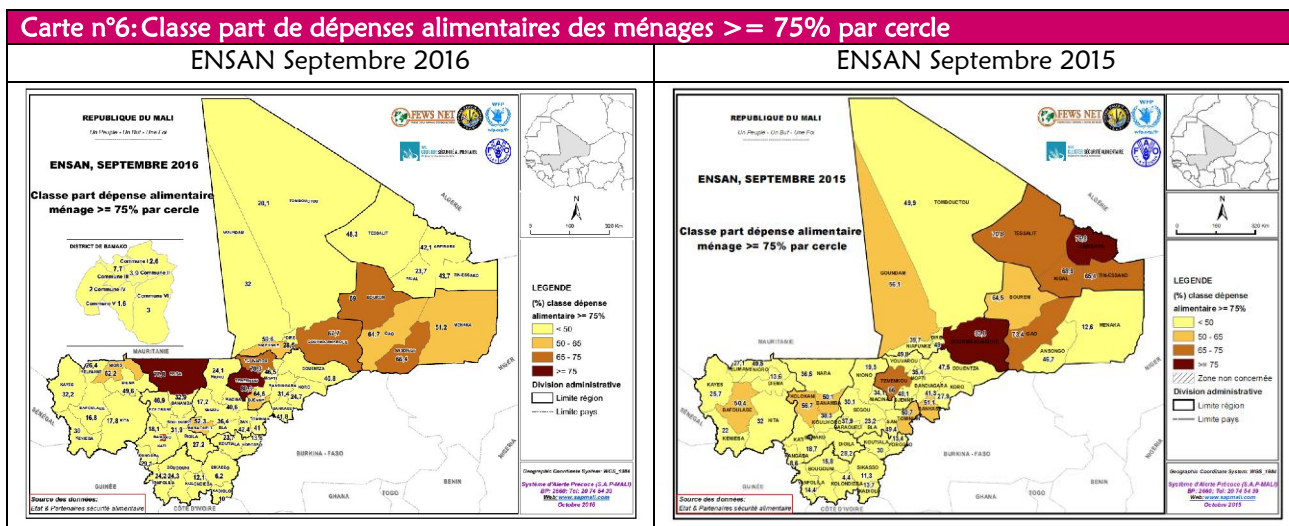
Les zones « centre, élevage transhumant mil et transfert », « boucle du Niger riz et pêche », « nord élevage transhumant », « delta du Niger riz élevage et pêche » et « nord-ouest sorgho transfert et élevage », sont celles qui consacrent plus de 75% de leur dépenses à l'alimentation.

**Tableau n°9: Tableau : Niveau des dépenses alimentaires mensuelles**

Régions	Dépense alimentaire		Dépense non alimentaire		Part des dépenses alimentaires dans les dépenses globales	
	Moyenne	Médiane	Moyenne	Médiane	Moyenne	Médiane
Kayes	74808	56700	54400	36250	63,1	64,5
Koulikoro	71584	56800	49037	28500	65,4	67,3
Sikasso	69385	61500	61164	41483	57,6	59,9
Ségou	65605	53200	44963	24167	66,1	67,8
Mopti	62264	48600	32340	18717	70,5	72,1
Tombouctou	59215	52000	32136	19983	68,9	72,5
Gao	61554	59000	21361	14167	77,8	79,6
Kidal	66619	60000	45590	32167	64,5	63,4
Bamako	100539	82300	128088	87000	48,6	49,2
Total avec Bamako	70645	57750	52794	30433	64,1	65,1
Total sans Bamako	67936	55000	45939	27000	65,6	67,3

Il ressort des résultats de l'enquête que les dépenses à l'alimentation occupe plus de 75% des dépenses totales pour près de 1/3 des ménages soit 31,4%. Ce taux reste presque identique à celui de septembre 2015 (34,7%) et 34% pour 2016 hors Bamako). Cette proportion est plus élevée dans les régions du nord avec 64,7% à Gao, 43,2% à Mopti et 42, 5% à Tombouctou.

Plus de 2/3 des ménages des cercles de Ténenkou (80,3%), Youwarou (70,3%), Nara (77,8%), Bourem (69%), Gourma Rharous (67,7%) et Ansongo (66,4%) allouent plus de 75% de leurs dépenses à l'alimentation. La part des dépenses alimentaires dans les dépenses totales sont relativement faibles dans les cercles de Kadiolo, Yorosso et Bamako.



✓ **Sources d'approvisionnement actuelles des ménages**

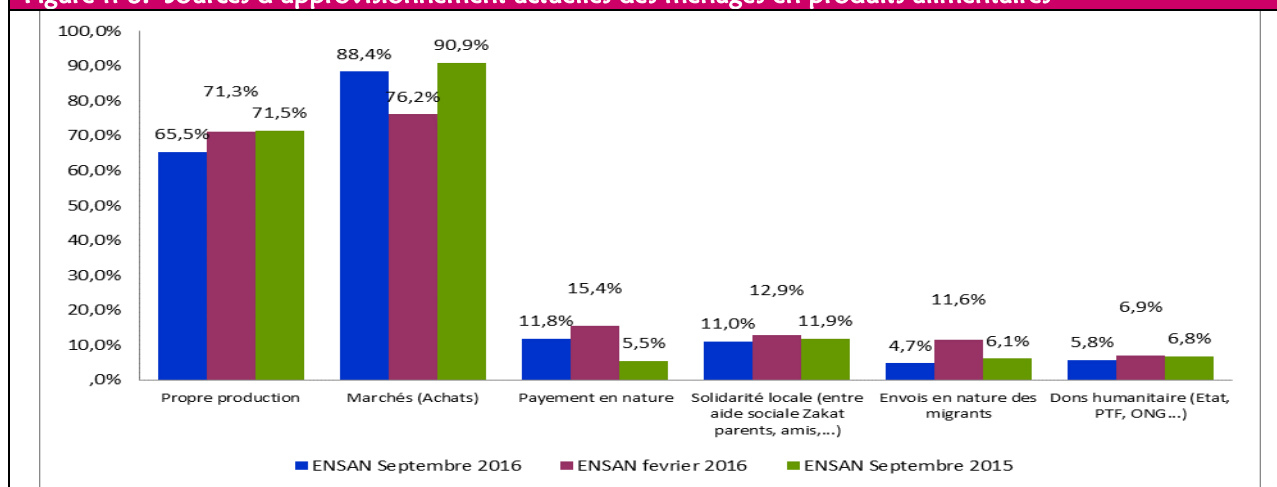
L'enquête a coïncidé à la fin de la période de soudure et au début des récoltes dans certaines zones. Les principales sources d'approvisionnement des ménages (y compris Bamako) sont : achat au marché (89%) et propre production (60%). Par ailleurs le paiement en nature (11,8%) et la solidarité locale (11%) occupent une part significative des sources d'approvisionnement des ménages.

Ces sources restent identiques mais les taux sont légèrement différents par rapport à septembre 2015 et février 2016. L'achat au marché occupe 88,7% hors Bamako contre 90,9% en septembre 2015 ; la propre production

65,5% contre 71,5%, le paiement en nature 11,8% contre 5,5%, la solidarité locale 11% contre 11,9%. Une légère baisse de la proportion de la propre production et une légère hausse de celle des paiements en nature sont observées.

En incluant le district de Bamako, nous constatons une baisse légère de la proportion des ménages dépendant de leur propre production en cette période.

**Figure n°8: Sources d'approvisionnement actuelles des ménages en produits alimentaires**



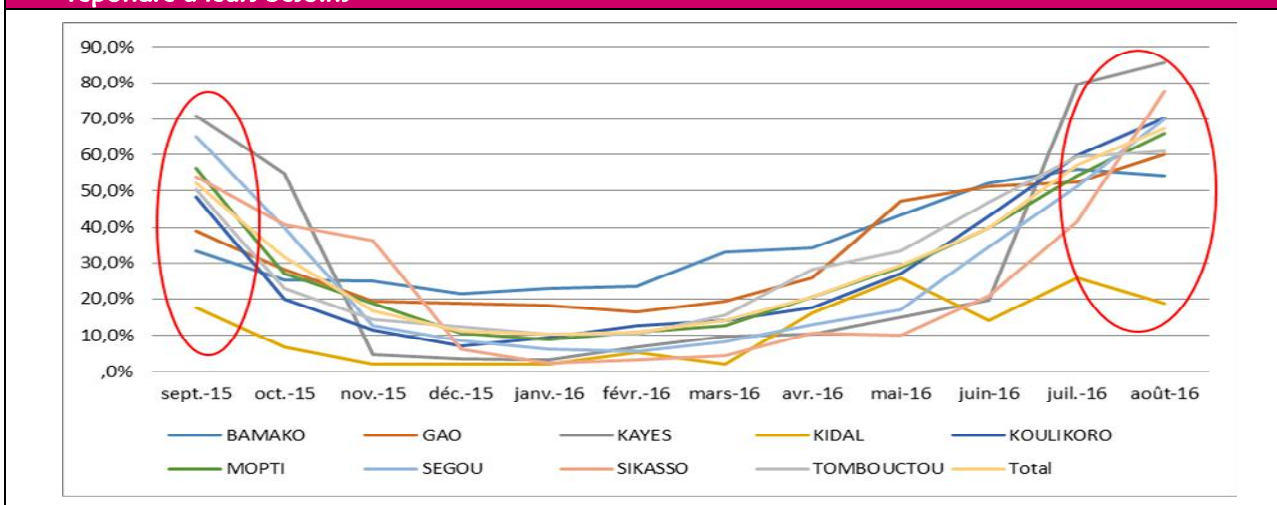
Globalement, 22,3% des ménages ont éprouvé des difficultés d'approvisionnement au cours des 12 derniers mois principalement à cause de la faiblesse ou l'absence de récoltes (62,4%), des prix des denrées trop élevés (41%) ou d'une perte de revenu (26,1%). Ces raisons sont les mêmes évoquées en septembre 2015 et février 2016.

Les ménages des « zones boucle du Niger riz et pêche », « centre élevage transhumant et pêche » et la zone « nord élevage transhumant » ont été les plus affectées par les difficultés d'approvisionnement.

Selon le sexe du chef de ménage, la proportion des ménages ayant déclarés des difficultés d'approvisionnement au cours des 12 derniers mois est plus prononcée chez les femmes chefs de ménages (36,1%) que dans les ménages dirigés par les hommes (21,5%).

Les mois de juillet à septembre selon la majorité des ménages constituent les périodes difficiles d'approvisionnement qui correspondent à la soudure agropastorale dans le pays et qui se caractérise par l'amenuisement des réserves alimentaires des ménages, le pic se situant en août, la hausse des prix des denrées. Par ailleurs, pour les zones «nomadisme et commerce transsaharien » et « nord élevage Transhumant », la période de difficulté d'approvisionnement s'observe d'avril à mi-août, ce qui correspond à la période de soudure pastorale pendant laquelle, les productions animales sont plus bas, le prix du bétail en baisse. Les proportions des ménages ayant déclarés les difficultés d'approvisionnement sont plus importantes dans les régions de Gao pour 77,8% des ménages, Tombouctou pour 56,3% que dans les autres régions où le taux n'atteint pas les 20%.

**Figure n°9: Période, au cours des 12 derniers mois, où les ménages n'ont pas eu assez de nourriture pour répondre à leurs besoins**





## 2.11. Epargne des ménages

Au cours des 6 derniers mois, en moyenne plus de 1 ménage sur 6 soit 16% au niveau national a constitué de l'épargne. Cette proportion est presque similaire à celle de septembre 2015 qui était de 15% et en diminution par rapport à février (21%). En effet les ménages ont tendance à puiser dans leur épargne pendant la période de soudure pour satisfaire leur besoins. Le montant médian de l'épargne est de 75000 FCFA par ménage.

Les régions de Bamako (23,7%), Sikasso (22,7%) et Ségou (19%) arrivent en tête avec les plus forts taux de ménages ayant déclaré une épargne au cours des 6 derniers mois. Par ailleurs, les montants médians d'épargne les plus élevés sont enregistrés à Kidal (125000F CFA) Bamako (120000F CFA), Kayes (100000F CFA). En revanche, dans les régions de Tombouctou et Gao, ont une très faible proportion de ménages ayant une épargne comme le montre le tableau 10.

Tableau n°10: Epargne des ménages

Régions	% de ménages ayant épargné	montant actuel épargné sept 2016		montant actuel épargné sept 2015	
		Moyenne	Médiane	Moyenne	Médiane
Kayes	17,4%	235495	100000	139179	75000
Koulikoro	15,7%	144893	50000	112234	50000
Sikasso	22,7%	157744	75000	314295	100000
Ségou	19,0%	111052	45000	97727	50000
Mopti	14,3%	115859	35000	75668	30000
Tombouctou	8,0%	99824	20000	181267	50000
Gao	4,1%	110609	15000	46889	40000
Kidal	10,7%	242529	125000	323889	100000
Bamako	23,7%	366333	120000		
<b>Total y avec Bamako</b>	<b>16,8%</b>	<b>182510</b>	<b>75000</b>		
<b>total sans Bamako</b>	<b>16,1%</b>	<b>158042</b>	<b>75000</b>	<b>145357</b>	<b>50000</b>

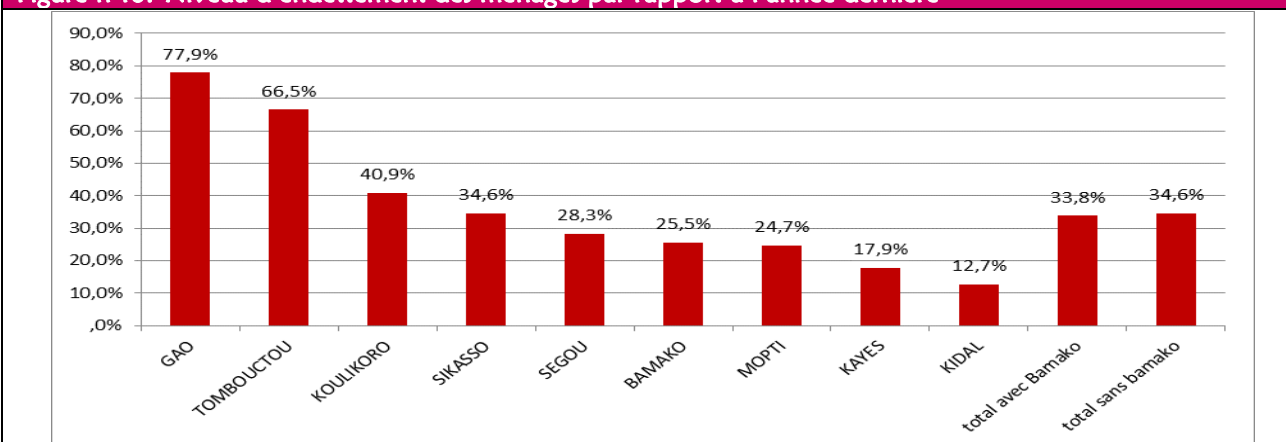
La proportion des ménages ainsi que le montant de l'épargne sont faible dans les ménages dirigés par les femmes avec seulement 10 ,1% qui ont de l'épargne pour un montant médian de 20000 FCFA) contre 16,4% pour ceux dirigés par les hommes pour un montant de 75000FCFA.

## 2.12. Recours aux Crédits

Un tiers des ménages soit 33,8% ont eu recours aux crédits au cours des 6 derniers mois. Cette proportion est en nette diminution par rapport à septembre 2015 (34,6 en septembre 2016 sans Bamako contre 51% en septembre 2015). Cette diminution du recours au crédit serait due à la bonne production agricole issue de la campagne agricole passée d'où une soudure moins difficile. Cette proportion est plus prononcée dans les régions de Gao (77,9%), Tombouctou (66,5%) et Koulikoro (40,9%) et faible dans celles de Kidal (12,7%) et Kayes (17,9%).

La moitié des ménages dirigés par les femmes ont contracté une dette au cours des 6 derniers mois contre 1/3 pour les ménages dirigés par les hommes.

Figure n°10: Niveau d'endettement des ménages par rapport à l'année dernière



Les cercles qui présentent les plus fortes proportions de ménages endettés sont : Ménaka (94,8%), Bourem (91,5%), Gourma Rharous (80,5%), Ansongo (78,7%) et Dioïla (74,8%).

**ENQUETE NATIONALE SUR LA SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE, SEPTEMBRE 2016  
(ENSAN MALI) – version définitive**

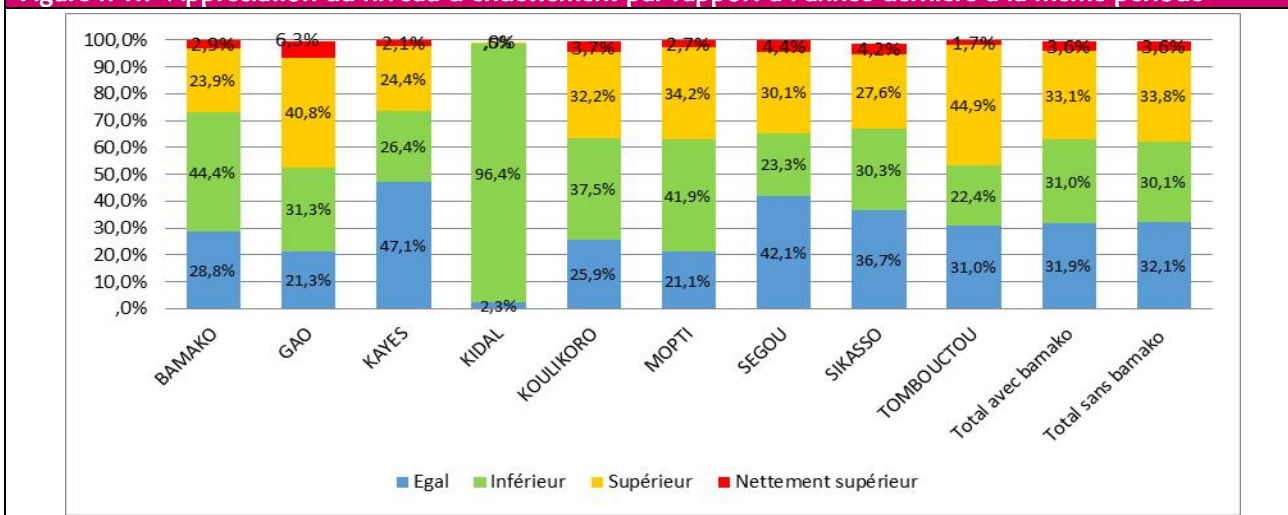
En termes de zones de moyens d'existence, ce sont les zones « Boucle du Niger riz et pêche » (83,1%), « Nord élevage transhumant » (80%) et « Centre élevage transhumant, mil et transfert » (69,6%) qui abritent les plus forts taux de ménages recourant à l'endettement.

Les ménages s'endettent principalement pour :

- ✓ l'achat des produits alimentaire (70,9%),
- ✓ l'achat d'autres biens de consommation non alimentaire (38,9%),
- ✓ l'éducation et la santé (20,8%),
- ✓ l'achat d'intrants agricole (20,7%),

Ces raisons sont similaires à celles de septembre 2015 et février 2016 dans les régions et zones de moyens d'existence. Cependant, les taux sont souvent différents selon que l'on soit en zone de production agricole ou en zone pastorale où l'on s'endette surtout pour les intrants agricoles.

**Figure n°11: Appréciation du niveau d'endettement par rapport à l'année dernière à la même période**



Le niveau d'endettement actuel comparé à l'année dernière à la même période pour les ménages ayant eu recours aux crédits est supérieur pour 33,1% des ménages, stable pour 31% et inférieur pour 31% des ménages.

Cette appréciation du niveau d'endettement varie d'une région à l'autre. L'endettement a été moindre à Kidal pour la plus part des ménages endettés (96,4%) contrairement aux régions de Tombouctou et Gao où le niveau d'endettement est supérieur pour la moitié des ménages endettés.

S'agissant des ZME, comparé à l'année passée, quatre sur dix ménages endettés dans les zones « plateau dogon, mil et échalote », « nomadisme et commerce transsaharien », « milieu urbain », « ouest arachide, sorgho et maïs », « nord-ouest sorgho et élevage » ont déclaré un niveau d'endettement inférieur. Principalement ces 3 zones présentent un accroissement du niveau d'endettement pour la moitié des ménages endettés. Elle est resté stable dans les zones « sud-ouest maïs, élevage et orpaillage » pour quasiment tous les ménages endettés.

**Tableau n°11: Modalités de remboursement des dettes**

Régions	En vendant une partie des récoltes	Grâce aux transferts d'argent en provenance de l'étranger	Grâce à l'aide de parents/amis	En contractant d'autres dettes	En vendant des animaux ou d'autres actifs	En travaillant	Ne peut rembourser ses dettes
Kayes	52,5%	18,3%	18,2%	2,4%	9,5%	38,0%	1,7%
Koulikoro	48,7%	23,9%	22,8%	10,0%	23,9%	58,6%	8,1%
Sikasso	69,9%	8,7%	9,8%	3,0%	25,9%	49,4%	3,1%
Ségou	68,9%	12,8%	16,4%	8,5%	11,8%	38,1%	1,8%
Mopti	27,4%	18,2%	19,8%	6,8%	23,7%	69,7%	5,5%
Tombouctou	25,9%	5,4%	6,5%	4,2%	8,8%	44,2%	2,5%
Gao	14,3%	6,5%	9,8%	3,9%	20,0%	62,1%	12,3%
Kidal	0,0%	2,6%	76,5%	10,0%	6,9%	20,0%	7,5%
Bamako	2,7%	7,5%	36,7%	16,1%	2,2%	76,4%	5,6%
<b>Total avec Bamako</b>	<b>41,8%</b>	<b>12,7%</b>	<b>15,9%</b>	<b>6,2%</b>	<b>16,7%</b>	<b>52,5%</b>	<b>5,1%</b>
<b>Total sans Bamako</b>	<b>44,4%</b>	<b>13,0%</b>	<b>14,5%</b>	<b>5,6%</b>	<b>17,7%</b>	<b>50,9%</b>	<b>5,1%</b>

Les principales modalités de remboursement des ménages endettés sont :

- ✓ en travaillant (52,5%) des ménages,
- ✓ en vendant une partie des récoltes (41,8%),
- ✓ en vendant des animaux ou d'autres actifs (16,7%),
- ✓ grâce à l'aide des parents (15,9%)
- ✓ et grâce aux transferts d'argent (12,7%).

Les principales modalités de remboursement ainsi que leur taux restent presque similaires à celles de l'année dernière, à l'exception de la proportion de ménages travaillant pour le remboursement de leur dette qui a doublé (50,9% contre 24% en septembre 2015).

Selon les ZME, les remboursements s'effectuent dans les zones agricoles en vendant une partie de la production agricole et en travaillant tandis que dans les zones pastorales c'est à travers la vente des animaux et une partie des biens et en travaillant. Pour les zones de de transfert d'argent c'est à travers le transfert d'argent et en travaillant.

## 2.13. Consommation alimentaire et nutrition des ménages

### 2.13.1. Consommation alimentaire

La consommation alimentaire des ménages est mesurée avec le Score de Consommation Alimentaire (SCA). Le score de consommation alimentaire est un indicateur composite (standardisé du PAM) calculé pour refléter la diversité alimentaire, la fréquence ainsi que l'apport nutritionnel relatif des produits et groupes alimentaires consommés par un ménage. La diversité du régime alimentaire est liée au statut socioéconomique des ménages ainsi qu'aux apports énergétiques et protéiniques adéquats, se traduisant par un bon état nutritionnel, sous réserve d'un environnement (assainissement, hygiène) satisfaisant<sup>7</sup>. C'est donc un bon indicateur de la dimension d'accessibilité de la sécurité alimentaire et de la qualité de la consommation alimentaire qui influe sur l'état nutritionnel.

Le score de consommation alimentaire (SCA) des ménages est calculé en utilisant la formule suivante :

$$\text{Score} = a_{\text{cereale}} \times x_{\text{cereale}} + a_{\text{legmns}} \times x_{\text{legmns}} + a_{\text{leg}} \times x_{\text{leg}} + a_{\text{fruit}} \times x_{\text{fruit}} + a_{\text{animal}} \times x_{\text{animal}} + a_{\text{sucre}} \times x_{\text{sucre}} + a_{\text{lait}} \times x_{\text{lait}} + a_{\text{huile}} \times x_{\text{huile}}$$

Avec :

ai = Poids attribué au groupe d'aliments

xi = Nombre de jours de consommation relatif à chaque groupe d'aliments (≤ 7 jours)

Tableau n°12: Groupes d'aliments

Types d'aliments	Groupes d'aliments	Poids
Mais, mil, sorgho, riz, pain/beignets, pâtes alimentaires	Céréales et tubercules (aliments de base)	2
Manioc, igname, banane plantain, autres tubercules		
Arachides/Légumineuses (haricot, niébé, pois, lentilles, etc.)	Légumineuses	3
Légumes (+ feuilles)	Légumes et feuilles	1
Fruits (mangues, oranges, bananes, etc.)	Fruits	1
Viandes, poissons, fruits de mers, escargot, œufs	Protéines animales	4
Lait/Produits laitiers	Produits laitiers	4
Sucre, miel, autres sucreries	Sucres	0.5
Huiles et graisses	Huiles	0.5
Condiments, épices	Condiments (*)	0
(*) Les condiments ne sont pas considérés comme un groupe d'aliments du fait de leur poids nul.		

Source: OMXF, PAM.

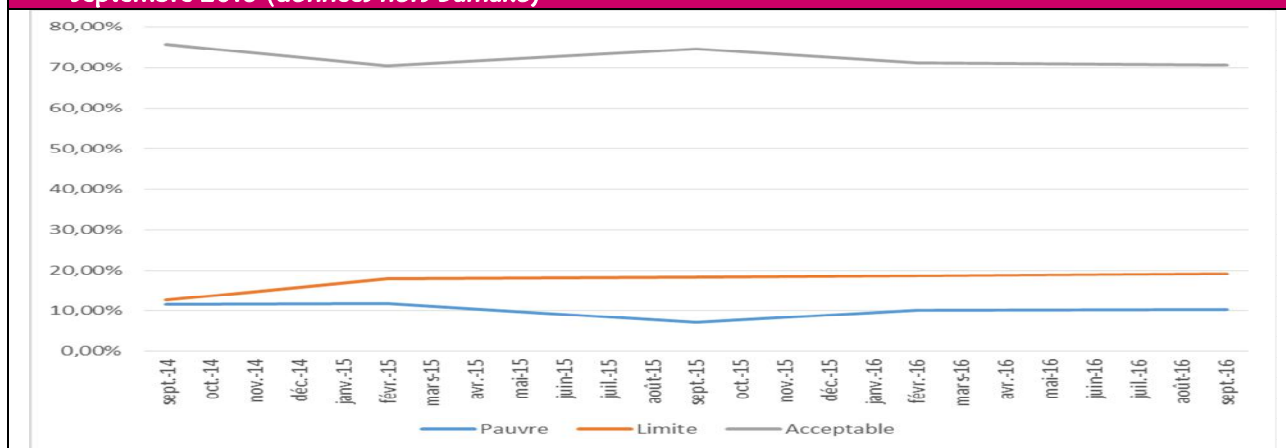
Les valeurs des scores ainsi calculés pour chaque ménage sont reportées sur une échelle allant de 0 à 112. Les seuils standard 28 et 42 ont été utilisés pour déterminer les trois classes de consommation alimentaire des ménages : Pauvre (SCA ≤ 28), Limite (SCA > 28 et SCA ≤ 42) et Acceptable (SCA > 42).

<sup>7</sup> Ruel M. (2003)

Tableau n°13: Groupe de consommation alimentaire entre septembre 2014 et septembre 2016

Consommation alimentaire	Septembre 2014	Février 2015	Septembre 2015	Février 2016 (hors Bamako)	Février 2016 (avec Bamako)	Septembre 2016 (hors Bamako)	Septembre 2016 (avec Bamako)
Pauvre	11,6%	11,8%	7,1%	10,2%	9,7%	10,3%	9,7%
Limite	12,6%	17,8%	18,2%	18,6%	17,3%	19%	18,3%
Acceptable	75,8%	70,5%	74,7%	71,2%	73%	70,7%	72%

Figure n°12: Evolution du Score de Consommation Alimentaire au niveau national – Septembre 2014 – Septembre 2016 (données hors Bamako)



Au niveau national, près de trois quart des ménages soit 72% des ménages ont un score de consommation alimentaire acceptable ; ce qui est en légère diminution par rapport à septembre 2015 qui était de 74,7% et stable depuis février 2016.

Plus d'un quart des ménages soit 28% ont un score de consommation alimentaire pauvre ou limite ; ce qui est en légère augmentation par rapport à l'année dernière à la même période. La part des ménages ayant une consommation pauvre est en augmentation par rapport à septembre 2015 et en légère augmentation depuis février 2016.

La comparaison par sexe du chef de ménage relève une légère amélioration de la consommation alimentaire des ménages dirigés par les hommes (70,9% pour le score de consommation acceptable) par rapport à ceux dirigés par les femmes (66,7% pour le score de consommation acceptable).

Tableau n°14: Groupe de consommation alimentaire par région – septembre 2016

Région	SCA Groups			
	Pauvre	Limite	Acceptable	Total
Kayes	9,4%	17,9%	72,7%	100,0%
Koulikoro	15,4%	19,6%	64,9%	100,0%
Sikasso	5,6%	17,3%	77,1%	100,0%
Ségou	6,7%	19,4%	73,9%	100,0%
Mopti	14,0%	23,2%	62,8%	100,0%
Tombouctou	5,2%	13,6%	81,1%	100,0%
Gao	23,1%	22,5%	54,4%	100,0%
Kidal	6,9%	10,9%	82,3%	100,0%
Bamako	3,0%	10,2%	86,8%	100,0%
<b>Total</b>	<b>9,74%</b>	<b>18,23%</b>	<b>72,03%</b>	<b>100,0%</b>

Au niveau régional, plus d'un tiers des ménages dans les régions de Gao (45,6%), Mopti (37,2%) et Koulikoro (35,1%) ont une consommation alimentaire pauvre ou limite.

Par rapport à septembre 2015, la consommation alimentaire des ménages de la région de Gao s'est le plus dégradée (+22,2% de ménages ayant une consommation alimentaire pauvre) ainsi que dans la région de Koulikoro (+15,4% de ménages). Ceci pourrait s'expliquer par la hausse des prix des denrées alimentaires, les manques de moyens financiers, l'insécurité et les mouvements de population associés (déplacements). Une



nette amélioration de la consommation alimentaire est par contre observée dans la région de Kidal (-14,9% des ménages ayant une consommation pauvre ou limite), ceci pouvant être lié à l'amélioration des conditions d'élevage en 2016 et aux opérations humanitaires en cours dans cette région.

Au niveau cercle, la proportion des ménages ayant une consommation alimentaire pauvre et limite est plus élevée à Gao (74,9% des ménages), Kolokani (70,4% des ménages), Koro (66,5% des ménages) et Tominian (66,2% des ménages).

Depuis l'année dernière à la même période, la plus forte dégradation de la consommation alimentaire qui s'exprime par la hausse du taux des ménages à consommation alimentaire pauvre et limite par rapport à septembre 2015 est observée dans le cercle de Gao (+54,5% de ménages par rapport à septembre 2015), le cercle de Kati (+32,8% de ménages), le cercle de Kolokani (+27,5% de ménages) et le cercle de Tin Essako (+24,8% de ménages).

En revanche, la plus forte amélioration de la consommation alimentaire qui s'exprime par la baisse du taux des ménages à consommation alimentaire pauvre et limite par rapport à septembre 2015 est observée dans le cercle de Abeïbara (-35,7% de ménages), le cercle de Yanfolila (-28,5% de ménages), le cercle de Kidal (-25,3% de ménages), le cercle de Nara (-23,6% de ménages) et le cercle de Youwarou (-20,1% de ménages). Cette amélioration de la consommation peut être liée à l'amélioration des conditions d'élevage ainsi que l'amorce des récoltes pour le cercle de Yanfolila.

Les ménages ayant la consommation alimentaire la plus faible vivent essentiellement de l'agriculture vivrière (39,7% des ménages ayant une consommation alimentaire pauvre), artisanat, petits métiers, transferts d'argent et travail journalier agricole (20,4%).

Les ménages ayant une consommation alimentaire pauvre ont un chef de ménage de faible niveau d'éducation, possèdent peu de bétail (quatre têtes de bovins et 8 têtes de petits ruminants), une surface agricole inférieure à celle des ménages ayant une meilleure consommation alimentaire (surface moyenne de 5 ha), ont une part de dépenses alimentaires plus élevée (68% des dépenses), ont un nombre de sources de revenu limité et font appel à davantage de stratégies de survie. Ces ménages font en revanche moins appel aux stratégies d'adaptation non alimentaires et liées aux moyens d'existence. Les ménages ayant un chef de ménage femme ont davantage de probabilités d'avoir une consommation alimentaire pauvre (13% de femmes chefs de ménage contre 10% des hommes chefs de ménage).

### 2.13.2. Apports alimentaires et nutritionnels au niveau des ménages

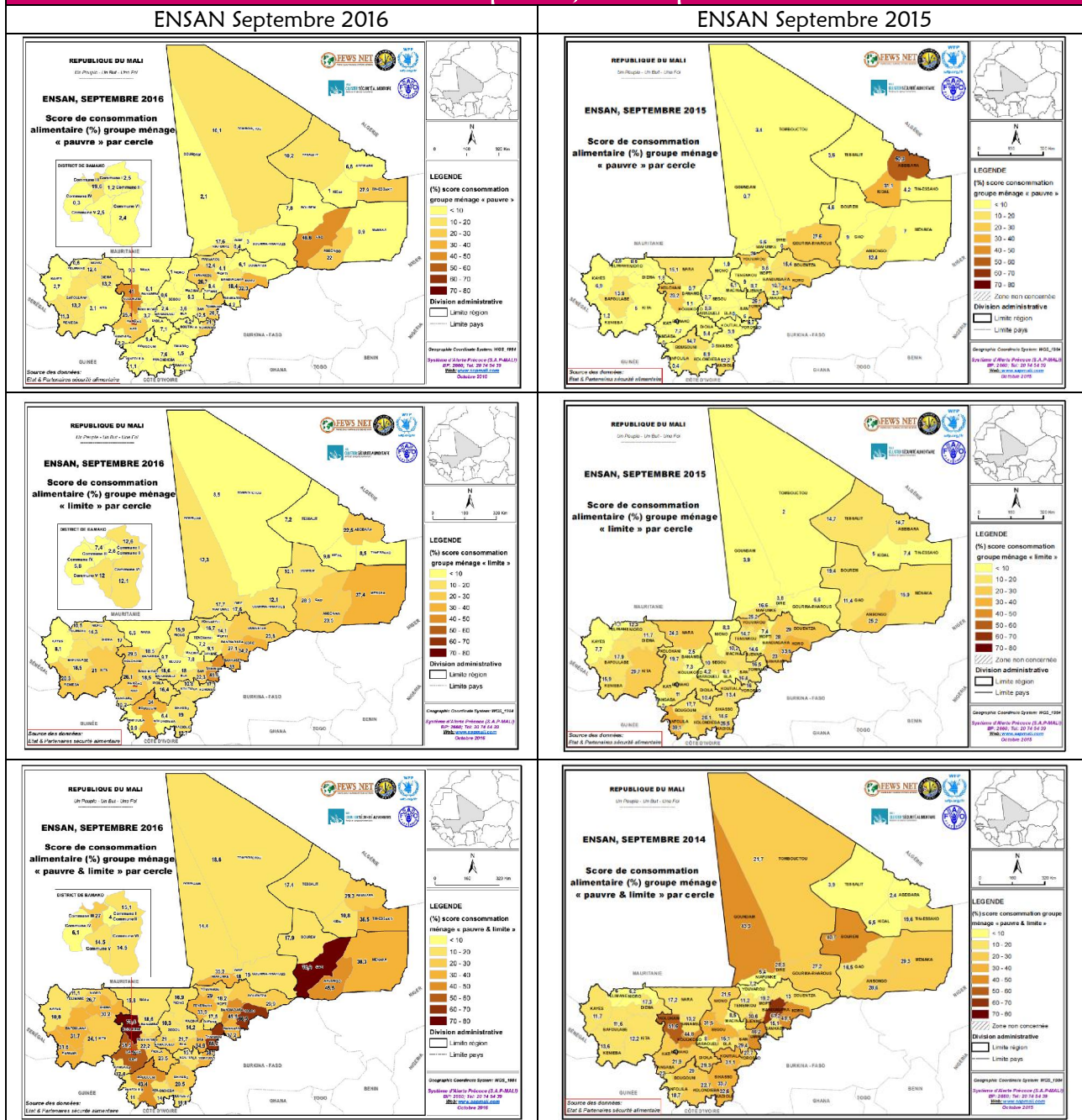
L'outil du score de consommation alimentaire du PAM a été adapté pour mieux capter la dimension nutritionnelle et s'est intéressé à la consommation d'aliments riches en vitamine A, en fer et en protéines.

Au niveau national, la consommation en vitamine A est acceptable puisque près de 80% des ménages en consomment quotidiennement ou plusieurs fois dans la semaine et cette part des ménages reste relativement homogène entre les régions.

La consommation d'aliments riches en fer est globalement moyenne au Mali puisqu'un tiers des ménages en consomment tous les jours (35,9% des ménages) et 57% des ménages en consomment entre une à six fois par semaine. Les ménages vivant à Bamako et dans les régions d'élevage (Kidal, Tombouctou) et Kayes sont plus nombreux à consommer quotidiennement des aliments riches en fer.

Au niveau national, la consommation en protéines animales est acceptable puisque près de deux tiers des ménages en consomment quotidiennement. Les ménages vivant dans les régions de Mopti et Sikasso consomment des repas pauvres en protéines contrairement aux zones pastorales et à la zone de l'Office du Niger où la consommation de viande et de poisson est plus importante.

Carte n°7: Score de consommation alimentaire « pauvre », « limite » par cercle

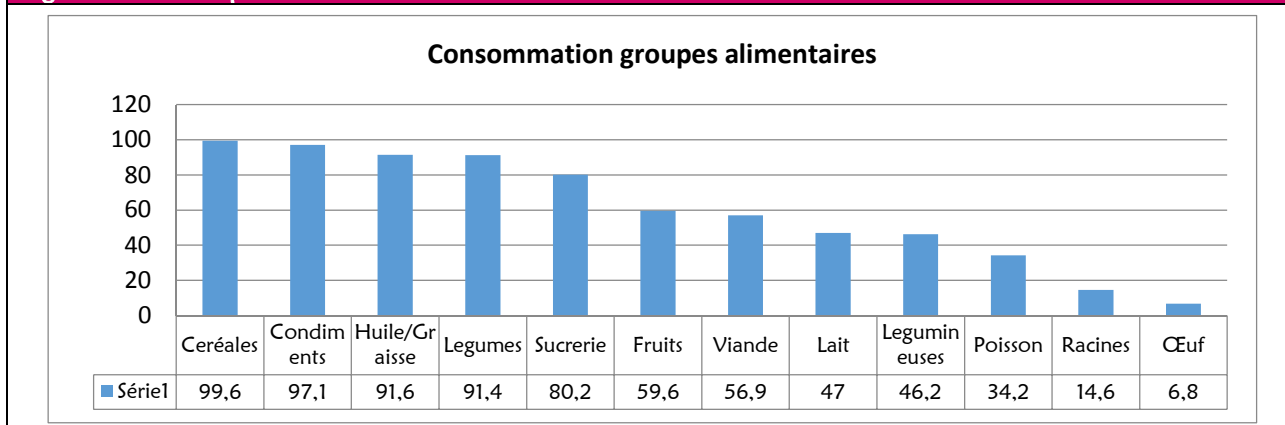


2.13.3. Diversité alimentaire des ménages

Le nombre moyen de groupes d'aliments consommés la veille de l'enquête est de 8,6 groupes d'aliments consommés sur 12 ; Ce qui constitue une amélioration par rapport au passage de Février 2016 (6,78 groupes d'aliments consommés la veille) et septembre 2016 (6,5 groupes).

Au niveau national, la quasi-totalité des ménages soit 99,9% des ménages ont une alimentation diversifiée, soit plus de quatre groupes alimentaires. Par rapport à février 2016, on note donc une amélioration de la diversité alimentaire au sein des ménages enquêtés.

Figure n°13: Groupes alimentaires consommés



L'analyse des graphiques ci-dessus montre que la presque totalité des ménages consomment les céréales et les condiments dans l'ordre respectif de 99,6% et 97,1%. Plus de 80% des ménages consomment journalièrement les sucres et les sucreries (80,2%), les Huiles/graisse (91,6%) et les légumes (91,4%). Quant aux fruits et à la viande, ils sont consommés par plus de la moitié des ménages soit respectivement 59,6% et 56,9%. Les produits laitiers et les légumineuses sont au même niveau de consommation avec environ 47%. Un tiers des ménages soit 34,2% consomme du poisson. Les groupes alimentaires les moins consommés sont respectivement les racines (14,6%) et les œufs (6,8%).

#### ⇒ Profil de consommation alimentaire

Le profil de consommation est construit à partir des classes de diversité alimentaires ; Diversité faible, moyenne et élevée. Dans chaque classe de diversité (faible, moyen, élevée), le pourcentage des ménages qui consomment chacun des 12 groupes alimentaires est calculé et les groupes d'aliments qui sont consommés par plus de 50% des ménages sont ainsi inclus dans le profil de consommation alimentaire:

Tableau n°15: Groupes d'aliments consommés par au moins 50% des ménages par Classe de diversité

Diversité Faible (<= 3 groupes)	Diversité Moyenne (4 et 5 groupes)	Diversité élevée (>=6 groupes)
Céréales	céréales	céréales
Légumes	Légumes	Légumes
Condiments	Condiments	Condiments
	Sucrierie	Sucrierie
	Huiles	Huiles
		Viandes
		Fruits
		Légumineuses
		Lait

La lecture du tableau ci-dessus permet de voir que les ménages à diversité faible ne consomment que les aliments uniquement à base de céréales accompagné de légumes et de condiments. La consommation de ces groupes aliments est commune aux trois classes de diversité. La consommation des sucres et de l'huile sont retrouvées dans les deux classes uniquement de diversité faible et élevée. C'est seulement dans la classe de diversité élevée que la viande, les fruits, les produits laitiers et les légumineuses sont surtout consommés.

#### 2.13.4. Nombre de repas

La fréquence des repas, quelle que soit la catégorie d'âge, évolue très peu depuis une année et reste équivalente. La fréquence des repas diffère également peu d'une région à l'autre pour les catégories d'âge des enfants entre 6 et 15 ans et des adultes de plus de 15 ans, avec une moyenne de trois repas par jour.

Le nombre moyen de repas pour les enfants de 2 à 5 ans est de 4 repas par jour avec peu de disparités entre les régions. Au niveau cercle, les enfants de moins de 5 ans consomment entre 3 et 5 repas par jour. Le nombre de repas ne diffère pas selon le sexe du chef de ménage. La zone « centre élevage transhumant, mil et transfert » affiche le nombre de repas le plus bas avec une moyenne de 3 repas avec les enfants de tranche d'âge 2 – 5 ans et 5 – 15 ans et de 2 pour les adultes de plus de 15 ans. Ceci s'explique par la consommation laitière qui est fréquente dans la journée mais en dehors des heures de repas.

### 2.13.5. Changement dans les habitudes alimentaires

Les résultats de l'enquête montrent qu'une minorité des ménages soit 10,8% des ménages a connu des changements dans leurs d'habitudes alimentaires pendant la période d'enquête. Ce chiffre est en baisse de 5% par rapport à septembre 2015. Toutefois les régions de Gao et Tombouctou affichent un nombre important de ménages qui déclarent avoir connu un changement d'habitude alimentaire. Ce sont essentiellement dans les cercles de Ménaka (95% des ménages), d'Ansongo (65,4% des ménages), de Bourem (50,2% des ménages), de Goundam (33% des ménages) qui sont concernés. Dans les zones de « centre élevage transhumant mil et transfert » et « boucle du Niger et pêche » 1 ménage sur 2 ont affirmés un changement dans les habitudes alimentaire.

Ces changements d'habitudes alimentaires sont principalement liés à la baisse des quantités aliments dans 70% des cas, la baisse de qualité dans 51,5% des cas et la baisse de nombre de repas dans 31% des cas. Ces raisons restent les mêmes que pour les résultats des deux (2) dernières années.

Les raisons avancées pour les changements dans les habitudes alimentaires sont essentiellement les difficultés d'accès aux denrées dans 68,8% des cas et de faible disponibilité des produits sur les marchés dans 41,2% des cas. Ces taux restent quasi similaires pour les enquêtes précédentes. Comparés à l'année dernière, les principales raisons sont identiques avec des proportions en augmentions pour les difficultés d'accès aux denrées (69,9% contre 45% en septembre 2015) et faible disponibilité des produits sur le marché (42,8% contre 34% en septembre 2015). Ces raisons sont étroitement liées au faible pouvoir d'achat et les difficultés économiques pour accéder à la nourriture (manque de moyens financiers), ainsi que l'impact de l'insécurité dans certains cercles.

### 2.14. Chocs

Plus d'un quart des ménages soit 27,6% des ménages ont déclaré avoir subi un ou plusieurs chocs dans les six derniers mois avec un impact négatif sur leur capacité à se procurer de la nourriture ou des produits non alimentaires essentiels. Cette proportion est restée stable depuis février 2016 (26,5%) et présente une baisse par rapport à septembre 2015 où le taux était à 38%.

Près de la moitié (44,9%) des ménages dirigés par des femmes ont déclarés avoir subis un choc au cours des six derniers mois contre un peu plus du quart (27,1%) pour les ménages dirigés par les hommes. Les régions les plus affectées sont Gao (69,3% des ménages), Tombouctou (56,6% des ménages) et dans une moindre mesure à Mopti (32,5% des ménages).

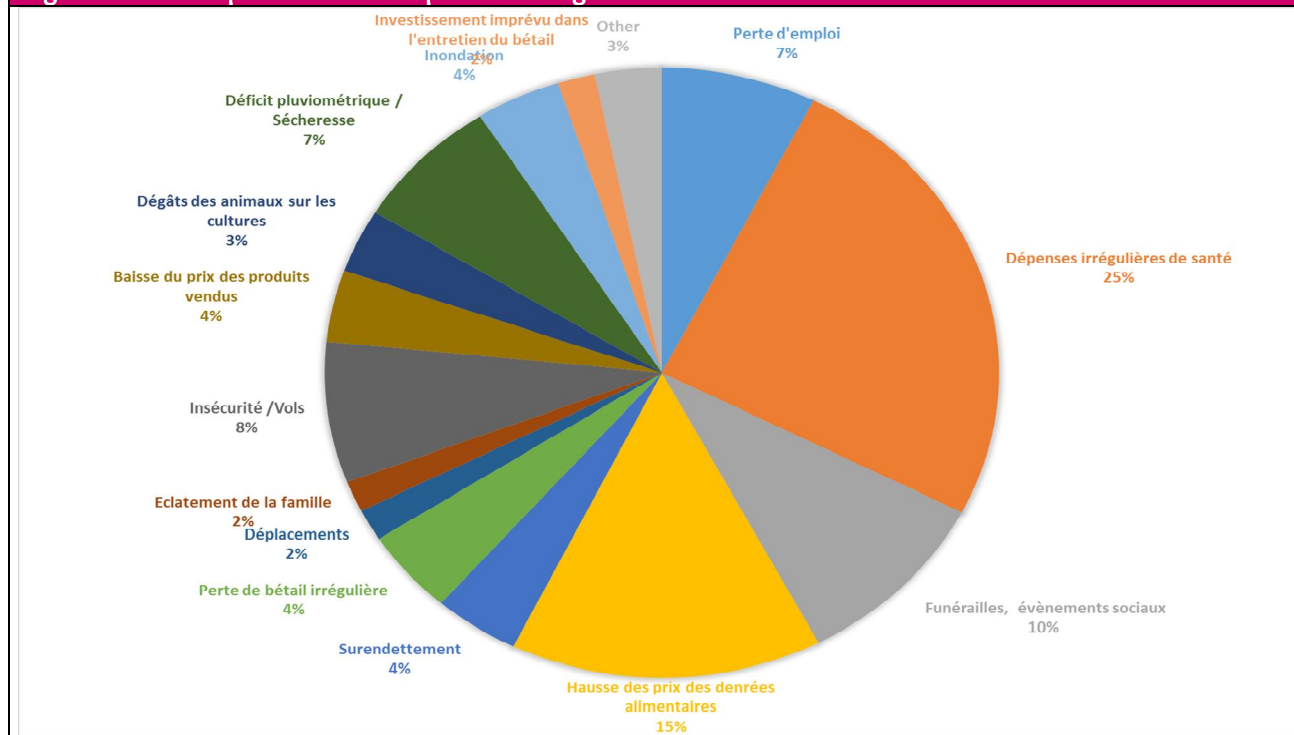
Les cercles les plus affectés sont par ordre d'importance Ménaka (100%), Gourma Rharous (85,1%), Ansongo (77,8%), Tombouctou (68,3%), Douentza (57,3%), Dire (51,6%), Goundam (50,5%) et Bourem (50,2%).

Les principaux chocs cités sont par ordre d'importance, les dépenses irrégulières de santé (25% des réponses), la hausse des prix des produits alimentaires (15% des réponses), décès d'un membre de la famille (10% des réponses), insécurité et vols (7% des réponses), perte d'emploi (7%) et déficit pluviométrique (7%).

Les chocs subis par les ménages sont essentiellement liés aux dépenses irrégulières et à la cherté de la vie ; l'insécurité, le déficit pluviométrique ont été également cités par de nombreux ménages dans les régions de Gao, Tombouctou et Kidal. A noter que dans la région de Kidal, l'éclatement de la famille a également été cité comme choc, suite aux conflits entre groupes armés qui ont eu lieu ces derniers mois dans cette région et provoquant des mouvements de populations vers Ménaka, Bourem. Les inondations ont également été largement citées dans les régions de Ségou, Sikasso et Kidal.



Figure n°14: Principaux chocs subis par les ménages dans les six derniers mois



Les cercles les plus affectés par les chocs ont en majorité cité l'insécurité, notamment le cercle de Ménaka et de Tombouctou (respectivement 24% et 20% des ménages), le déficit pluviométrique et la hausse des prix (Courma Rharous), les dégâts des animaux sur les cultures et le surendettement (Ansongo), la hausse des prix des denrées alimentaires (Tombouctou).

L'insécurité constitue un choc important, notamment dans la zone « nomadisme et commerce transsaharien » (ML01) où près d'un tiers des ménages l'a cité ainsi que dans la zone ML02 « nord élevage transhumant » (20% des ménages).

Près de la moitié des ménages a subi les chocs plus d'une fois (deux fois ou trois fois et plus) et plus des deux tiers des ménages (72% des ménages) ressentent toujours les effets des chocs, d'intensité forte à moyenne pour la majorité des ménages.

Au niveau communautaire, un peu plus d'un tiers des communautés enquêtées (37,9% des communautés) a déclaré avoir subi un ou plusieurs chocs dans les six derniers mois. Les communautés des régions de Gao (83,1% des communautés enquêtées) et de Tombouctou (69,5% des communautés) sont les plus touchées par les chocs. Au niveau cercle, la grande majorité des communautés des cercles suivants ont déclaré avoir subi un choc dans les six derniers mois : Douentza, Gao, Goundam, Gourma Rharous, Ménaka, Tessalit et Tombouctou.

Les chocs affectant les communautés auraient débuté en janvier et juin/juillet de cette année pour finir en septembre.

Les principaux chocs qui ont affecté les communautés sont les inondations (36,6% des réponses), la sécheresse (14,5% des réponses), les maladies des animaux (15,4% des réponses) et les vols ou rackets (13,8% des réponses). A noter que dans la région de Kidal, les communautés ont majoritairement cité comme chocs la guerre, les conflits locaux autour des ressources naturelles, les déplacements forcés de populations, la hausse des prix, les vols/rackets et les pillages. Il est important de souligner que dans toutes les régions à l'exception de Kayes, les communautés ont toutes cité les vols et rackets organisés comme choc affectant leur communauté, avec des taux très importants dans les cercles d'Ansongo (60% des réponses) et Ménaka (80% des réponses).

Selon les communautés, tous ces chocs sont récurrents et les affectent tous les ans ou tous les deux ans, notamment les sécheresses, les maladies des animaux et les vols.



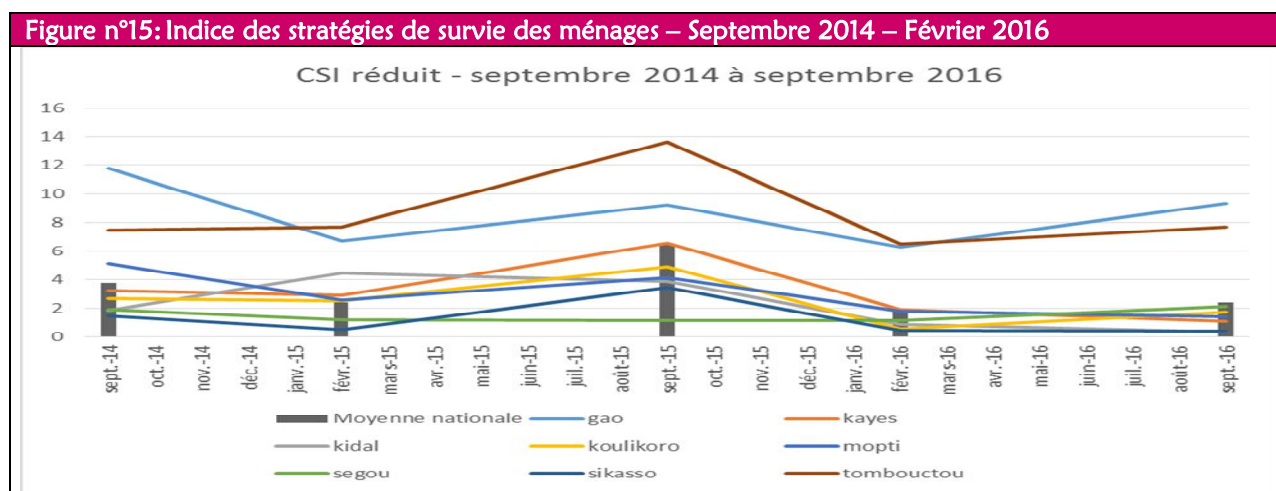
## 2.15. Stratégies d'adaptation

### 2.15.1. Stratégies d'adaptation alimentaires

Les stratégies qui concernent la sphère alimentaire sont mesurées avec l'indice des stratégies de survie simplifié (CSI), qui apprécie la fréquence de cinq comportements du ménage : la consommation d'aliments moins préférés car moins chers, l'emprunt de la nourriture, la diminution des portions, la réduction de la consommation au profit des enfants et la réduction du nombre de repas par jour. Plus le score est élevé, plus les ménages ont recours à ces stratégies d'adaptation.

Au niveau national, l'indice des stratégies alimentaires reste faible en septembre 2016 avec un score moyen de 2,41 point contre 6,4 en septembre 2015 ; ce qui dénote d'une amélioration de la situation de sécurité alimentaire globale.

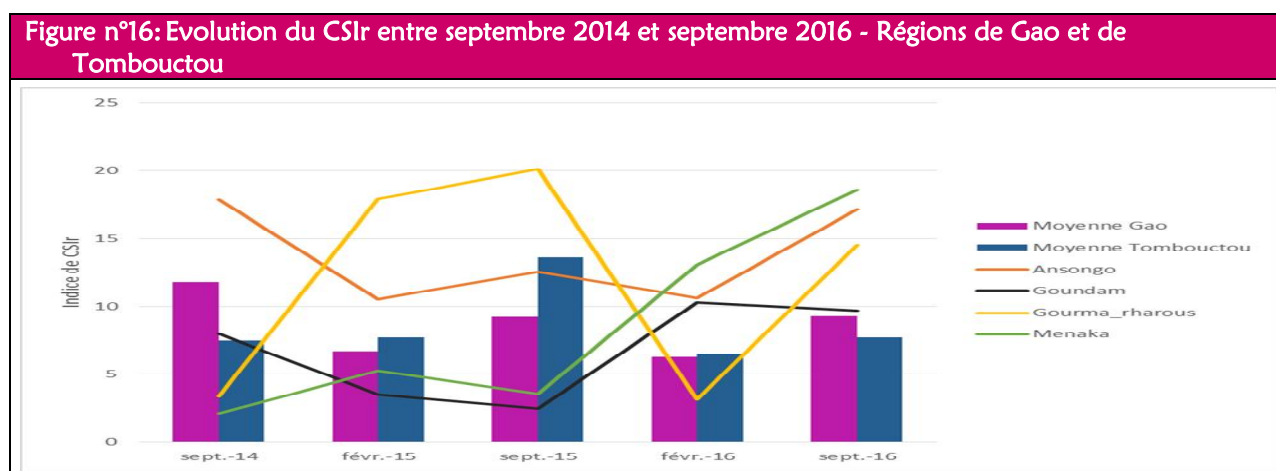
Cependant, on peut noter que les régions de Gao et de Tombouctou restent toujours vulnérables puisque leur indice de stratégies reste au-dessus de la moyenne nationale même s'il est inférieur à Tombouctou et reste stable à Gao par rapport à Septembre 2015.



Les femmes chefs de ménage soit plus vulnérables au regard de cet indicateur car leur indice de stratégie de survie étant plus élevé que celui des hommes chefs de ménage ; 4,99 contre 2,15 pour les hommes au niveau national. Cette différence est également forte au niveau régional à l'exception des régions de Gao et de Kidal.

Au niveau des cercles, l'indice de stratégies de survie est le plus élevé dans les cercles de Ménaka (18,58), Ansongo (17,13), Gourma Rharous (14,48), Goundam (9,67) et Bourem (7,54).

Depuis l'année passée à la même période, une augmentation très importante de l'indice a été observée dans les cercles de Ménaka (+15), Goundam (+7), Ansongo (+4,6) et Barouéli (+2), d'un durcissement des stratégies d'adaptations dans ces zones.



Depuis septembre 2014, le niveau d'insécurité alimentaire semble s'être stabilisé dans le cercle d'Ansongo mais l'indice de stratégies de survie reste élevé. En revanche, le cercle de Gourma Rharous subit de fortes

**ENQUETE NATIONALE SUR LA SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE, SEPTEMBRE 2016  
(ENSAN MALI) – version définitive**

fluctuations de l'indice, en lien avec les effets combinés de l'insécurité et de mauvaises conditions agropastorales. On observe également une dégradation de l'indice de stratégies de survie dans les cercles d'Ansongo et de Ménaka, liée aux conflits entre groupes armés (notamment à Kidal) entraînant les mouvements de population associés à un banditisme important et des conditions agropastorales difficiles.

En parallèle, la situation alimentaire selon cet indicateur s'est nettement améliorée dans les cercles de Niafunké (-10 points), Kayes (-8,31), Tin Essako (-7,9) et Youwarou (-7,2).

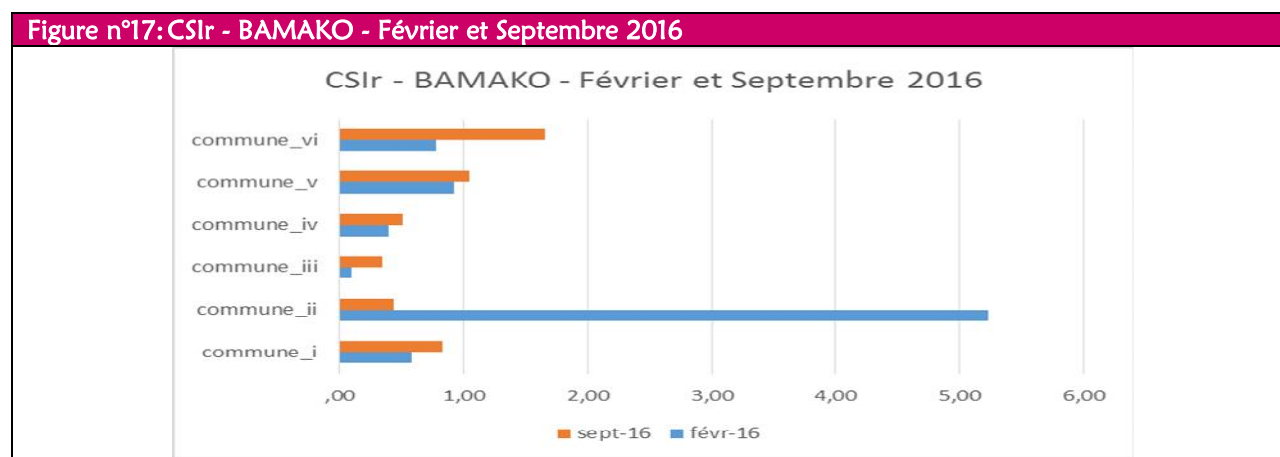
**Tableau n°16: Indice des stratégies de survie des ménages Septembre 2014 – Septembre 2016 par zone de moyens d'existence**

ZME	CSI Réduit 09/2016*	CSI Réduit 02/2016	CSI Réduit 09/2015	CSI Réduit 02/2015	CSI Réduit 09/2014
Nomadisme et commerce transsaharien	4,9	12,38	5,49	5	8,55
Pastoralisme nomade et transhumant	<b>8,87</b>	5,39	8,41	7	4,20
Riz fluvial et élevage transhumant (agropastoral)	<b>15,13</b>	5,06	16,25	8	13,10
Mil et élevage transhumant	<b>8,95</b>	2,88	3,79	4	3,88
Plateau Dogon - mil, échalote, produits de cueillette, et tourisme	<b>3,04</b>	0,69	2,53	2	1,35
Lacs/Delta du Niger - riz et élevage (agropastoral)	2,38	2,84	7,39	5	2,84
Office du Niger <sup>1</sup> - riz irrigué	1,53	1,26	2,14	1	6,77
Nord-ouest transferts d'argent, sorgho, et élevage transhumant	2,68	1,69	8,82	2	3,73
Ouest et centrale mil/sorgho pluvial	1,69	0,73	1,67	2	3,12
Sorgho, mil, et coton	0,75	1,22	3,10	0	1,68
Sud maïs, coton, et fruits	1,02	0,68	5,19	2	1,71
Sud-ouest maïs, sorgho, et fruits	0,59	0,27	3,89	1	0,35

\* Les zones de moyens d'existence ont été modifiées pour l'ENSAN de Septembre 2016.

Depuis deux années, l'indice de stratégie de survie a nettement augmenté dans les zones agropastorales et pastorales. Ces résultats peuvent être liés aux effets de la mauvaise campagne pastorale de 2014/2015 qui a entraîné une forte mortalité du bétail et une perte de capital pour les éleveurs et agropasteurs ainsi que l'insécurité qui a entraîné des mouvements de populations, une perte de capital et l'entrave aux activités économiques.

**Focus sur Bamako**



La comparaison de l'indice de stratégie de survie entre les communes de Bamako montre un durcissement des stratégies depuis février 2016, à l'exception de la commune II où une amélioration est observée. La détérioration de l'indice dans les communes de Bamako pourrait être liée à la hausse des prix des denrées alimentaires combinée au phénomène de déguerpissement affectant essentiellement les communes III, IV et V, des inondations en commune I et une insécurité plus importante en commune II.

## 2.15.2. Stratégies d'adaptation non alimentaires

S'agissant du recours à des stratégies non alimentaires, les ménages ont été classés en 4 groupes :

- ⇒ Ceux n'ayant pas eu de recours à des stratégies (de type non alimentaires) au cours de la période de référence;
- ⇒ Ceux ayant eu recours uniquement à des stratégies dites de stress : les stratégies de stress conduisent à la diminution de la capacité à faire face à des chocs futurs (par ex. emprunter de l'argent ou dépenser son épargne). Dans le cadre de cette ENSAN, il s'agit de vendre des actifs/équipements non productifs du ménage; de dépenser son épargne ; d'emprunter ou d'acheter la nourriture à crédit ; d'emprunter de l'argent ; envoyer les membres du ménage manger ailleurs et la vente d'animaux (déstockage) ;
- ⇒ Ceux ayant eu recours à des stratégies de crise : les stratégies de crise affectent directement la productivité future. Dans le cas de cette ENSAN, il s'agit de vendre des actifs/biens productifs ou moyens de transport; de réduire les dépenses non alimentaires essentielles telles l'éducation, la santé ; de retirer les enfants de l'école ;
- ⇒ Ceux ayant eu recours à des stratégies d'urgence : les stratégies d'urgence affectent la capacité future de produire et sont plus difficiles à inverser que les précédentes. Il s'agit ici de recourir à la mendicité ; de vendre les dernière femelles productrices ; de vendre la maison, la parcelle de terrain ou le champ ; de s'engager dans des activités risquées ou illégales génératrices de revenus (vols, vente de la drogue, travail avec des groupes armés, prostitution, etc.).

Au niveau national, la moitié des ménages a fait appel à des stratégies d'adaptation non alimentaires au cours des trente derniers jours. Ceci dénote une stabilisation de la situation depuis février 2016 et d'une amélioration de la situation par rapport à septembre 2015.

Tableau n°17: Stratégies d'adaptation non alimentaires

Stratégies d'adaptation non alimentaires					
Période	N'a pas eu recours à des stratégies	A eu recours uniquement qu'à des stratégies de stress	A eu recours à des stratégies de crise	A eu recours à des stratégies d'urgence	Total
Septembre 2016*	55,7%	31,3%	6,6%	6,4%	100%%
Février 2016*	49,2%	30,5%	6,7%	13,7%	100%
Septembre 2015	75%	16%	3%	6%	100%
Février 2015	59,5%	25,6%	6,9%	8,0%	100%
Septembre-14	56,0%	24,3%	7,1%	12,6%	100%

\* Résultats hors Bamako

ON note une plus grande vulnérabilité des femmes chef de ménages par rapport à l'indicateur. Ils sont près de tiers (60,3%) des ménages dirigés par les femmes à avoir recours aux stratégies non alimentaires contre 44,4% des ménages dirigés par les hommes.

Tableau n°18: Stratégie d'adaptation non alimentaire regroupée par région

Région	Stratégie regroupée				Total
	N'a pas eu recours à des stratégies	A eu recours uniquement qu'à des stratégies de stress	A eu recours à des stratégies de crise	A eu recours à des stratégies d'urgence	
Kayes	67,5%	25,1%	3,3%	4,1%	100%
Koulikoro	54,4%	27,3%	6,0%	12,3%	100%
Sikasso	53,2%	33,3%	4,4%	9,1%	100%
Ségou	51,6%	27,4%	7,0%	14,0%	100%
Mopti	45,0%	35,5%	6,4%	13,1%	100%
Tombouctou	26,3%	47,2%	6,4%	20,1%	100%
Gao	11,4%	39,5%	18,7%	30,4%	100%
Kidal	79,0%	10,6%	1,9%	8,5%	100%
Bamako	55,7%	31,3%	6,6%	6,4%	100%
<b>Total</b>	<b>50,8%</b>	<b>31,3%</b>	<b>6,2%</b>	<b>11,6%</b>	<b>100%</b>

Au niveau régional, ce sont les ménages habitant dans les régions Gao, Tombouctou et Ségou qui font le plus appel aux stratégies d'adaptation non alimentaires, et notamment les stratégies d'adaptation non alimentaires de crise et d'urgence. Dans la région de Ségou, plus précisément dans les cercles de San, Bla et Macina, la situation semble s'être détériorée depuis septembre 2015 : on assiste à une intensification des stratégies

d'adaptation non alimentaires telles que réduire les dépenses non essentielles, emprunter de l'argent ou acheter de la nourriture à crédit, dépenser l'épargne ou envoyer un membre du ménage chercher du travail ailleurs. Cette pression sur les ménages est due essentiellement à une augmentation des dépenses irrégulières.

Au niveau cercle, les ménages ont le plus recours aux stratégies d'adaptation de crise et d'urgence à Ménaka (68,6% des ménages), Ansongo (66,2% des ménages) et Bourem (41,5%). Comme évoqué dans la partie précédente, cette intensification des stratégies non alimentaires est due à l'insécurité, la perte de bétail et une hausse des prix des denrées alimentaires (Ménaka), surendettement et dégât des animaux sur les cultures (Ansongo), et la hausse des prix, le déficit pluviométrique et insécurité (Bourem).

Les stratégies d'adaptation les plus utilisées par les ménages dans les trente derniers jours sont l'emprunt de l'argent (22%), l'emprunt et l'achat de nourriture à crédit (17,3%), plus de recours au travail occasionnel que d'habitude (13,2%) et dépenser l'épargne (11,1%). On observe dans les régions de Gao et dans une moindre mesure dans la région de Tombouctou, une intensification des stratégies d'adaptation négatives et une érosion du capital animalier : près de 20% des ménages de Gao ont vendu des animaux plus que d'habitude ou ont vendu leurs dernières femelles reproductrices. Egalement dans la région de Gao, près de 10% des ménages ont retiré leurs enfants de l'école.

Il est important de noter que dans les régions de Gao et de Tombouctou, environ 3% des ménages ont déclaré qu'au moins un membre du ménage a dû s'engager dans des activités risquées ou illégales génératrices de revenus, posant des questions importantes de protection.

Les stratégies utilisées pour près de 10% des ménages sont différentes de celles adoptées habituellement. Ce sont surtout dans les régions de Gao et de Tombouctou où respectivement 38,9% et 20,2% des ménages ont adopté des stratégies différentes de l'habitude, en intensité et en durée.

Les chefs de ménage avec un faible niveau d'éducation sont les plus nombreux à faire appel à des stratégies d'adaptation non alimentaires de crise et d'urgence.

## 2.16. Indice de la Faim

L'indice de la Faim est un Indice de privation alimentaire dans les ménages et utilise une approche expérientielle: l'expérience de la privation alimentaire dans les ménages provoque des réactions prévisibles qui peuvent être saisies grâce à une enquête et résumées dans un indice. Cet indice est utilisé dans les contextes à forte insécurité alimentaire.

Au niveau national, 94,3% des ménages sont dans la classe « nulle ou faible » sur l'échelle de la faim ce qui dénote une légère détérioration de la situation par rapport à Février 2016 où il était à 96,80%. Cette légère dégradation par rapport à février tient au facteur saisonnier qui fait que les disponibilités alimentaires et l'accès des ménages aux denrées alimentaires est mieux en février (période de post récolte) qu'en septembre fin de la soudure agropastorale.

L'analyse de la faim global (modérée + sévère soit 5,70%) au niveau régionale révèle une très grande disparité entre certaines régions par rapport au niveau national notamment dans les régions de Gao (32,6%) et de Tombouctou (31,4%) alors que les régions de Kayes, Koulikoro, Ségou et Sikasso ont moins de 2%. Et quant aux régions de Kidal et Mopti, leur indice global de la faim sont respectivement de 4,3% et 2,3%.

Par rapport au sexe du chef de ménage, on note que l'indice global est plus élevé au sein des ménages dirigés par les femmes (15,5%) que pour les hommes (5,5%) bien que les femmes ne dirigent que 5,2% de l'ensemble des ménages enquêtés.

**Tableau n°19: Répartition des ménages selon l'indice domestique de la faim**

Période	Classe de faim dans les ménages		
	Nulle	Modérée	Sévère
Septembre 2016	94,30%	5,40%	0,30%
Février 2016	96,80%	3%	0,20%
Septembre 2015	93%	7,50%	0,50%
Février 2015	96,40%	3,40%	0,30%
Septembre 2014	90,10%	8,40%	1,40%

## 2.17. Assistance et programmes d'aide

Dans les 6 derniers mois qui ont précédé l'enquête, 17,4% des ménages ont reçu une assistance alimentaire contre 12,3% en Février 2016. Cette assistance est surtout marquée dans les trois régions du Nord où le pourcentage de ménages déclarant avoir reçu de l'aide est le plus élevé soit 52,6% à Gao ; 47,7% à Tombouctou et 34,3% à Kidal pendant qu'on retrouve les taux les plus bas à Bamako (8,5%) et Kayes (4,8%). Ce taux d'assistance alimentaire élevé dans ces régions du nord serait lié au fait que l'assistance humanitaire a été très importante à cause de la crise humanitaire qui les impactent.

Les principales assistances reçues sont par ordre d'importance les rations alimentaires gratuites pour le ménage (37,3%), les soins de santé ou médicaments gratuits (26,6%), les transferts d'argent/coupon gratuit (18,2%).

Les principaux donateurs sont respectivement l'Etat (51,7%), les ONG (36,4%), les agences des Nations Unies surtout le PAM (11,9%).

L'utilisation de l'aide reçue est décidée en majorité conjointement par les hommes et les femmes (50,1% des réponses) et par les hommes (43,6% des réponses). Dans 6,2 % des cas, ce sont les femmes qui décident seules de l'utilisation de l'aide reçue.

## 2.18. Sécurité Alimentaire

### 2.18.1. Classe de sécurité alimentaire

L'appréciation de la situation de sécurité alimentaire des ménages s'est faite dans le cadre de cette ENSAN selon l'approche CARI (Consolidated Approach for Reporting Indicators of Food Security) du PAM.

Cette méthodologie CARI prend en compte les deux dimensions clés de la sécurité alimentaire :

- i) l'état à court terme, pour lequel le score de consommation alimentaire est l'indicateur clé ;
- ii) l'accès aux aliments qui est mesuré par rapport à la vulnérabilité économique du ménage (part des dépenses consacrées à l'alimentation) ; et,
- iii) l'épuisement des actifs des ménages (recours à des stratégies d'adaptation).

Tableau n°20: Indicateurs du CARI (Approche consolidée du PAM pour le compte-rendu des indicateurs de la sécurité alimentaire)

Indicateurs	Sécurité alimentaire	Vulnérables à l'insécurité alimentaire	Modérément en insécurité alimentaire	Insécurité alimentaire
Score de consommation alimentaire	Acceptable	N/A	Limite	Pauvre
Part des dépenses alimentaires	< 50%	50% - 65%	65% - 75%	>= 75%
Indice de stratégie de survie	Aucune	Stratégie de stress (vente d'actifs non productifs)	Stratégie de crise (vente d'actifs productifs)	Stratégies d'urgence (vente d'actifs productifs majeurs)

Sur la base d'un algorithme incluant les indicateurs susmentionnés, les ménages sont classés en quatre groupes :

Tableau n°21: Classes d'insécurité alimentaire (approche CARI)

Classes de sécurité alimentaire	Conditions des ménages	Statut
En sécurité alimentaire	Capable d'assurer les besoins essentiels alimentaires et non alimentaires sans épuiser les moyens d'existence	En sécurité alimentaire
Insécurité alimentaire légère	Dispose d'une consommation alimentaire minimale, mais incapable d'assurer certaines dépenses essentielles non alimentaires sans épuiser les moyens d'existence	
Modérément en insécurité alimentaire	Déficience de consommation alimentaire, OU, Capacité marginale d'assurer les besoins alimentaires minimaux seulement à travers l'épuisement accéléré des moyens d'existence	En insécurité alimentaire
En insécurité alimentaire sévère	Importante déficience de la consommation alimentaire, OU, Perte extrême des moyens d'existence aboutissant à d'importantes déficiences de consommation alimentaire, OU pire	

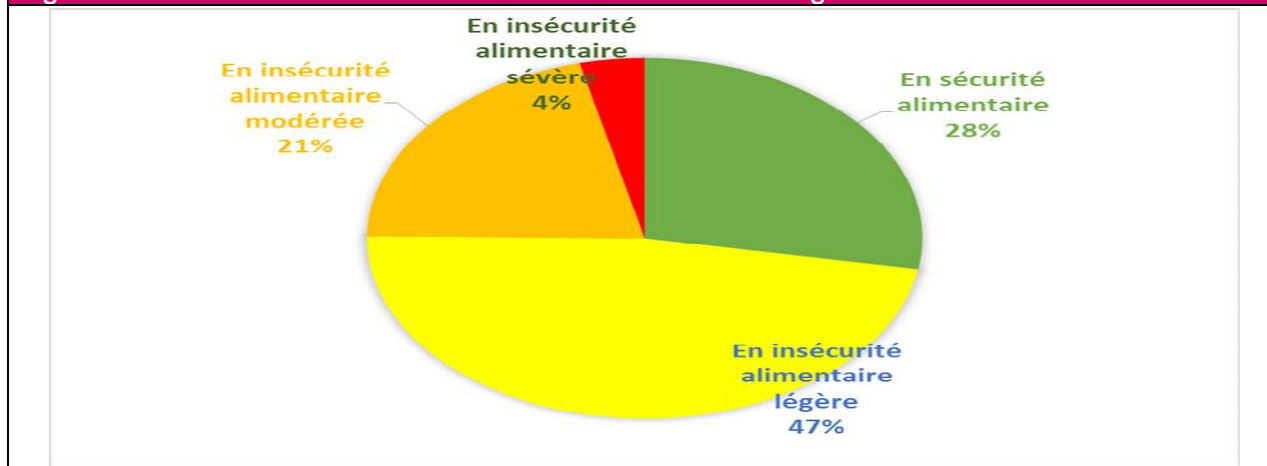
La distribution des classes de sécurité alimentaire au niveau national est la suivante :

- ⇒ 27, 8% des ménages sont en sécurité alimentaire ;
- ⇒ 47,4% des ménages en insécurité alimentaire légère ;
- ⇒ 21% des ménages sont modérément en insécurité alimentaire ; et,



⇒ 3,8% des ménages sont en insécurité alimentaire sévère.

Figure n°18: Distribution des classes de sécurité alimentaire des ménages au niveau national



De ce fait, la prévalence de l'insécurité alimentaire est de 25% des ménages dont 4% sont en insécurité alimentaire sous la forme la plus sévère.

Les régions avec le niveau le plus élevé d'insécurité alimentaire sont par ordre d'importance Gao (55,9% d'insécurité alimentaire), Mopti (34,6% d'insécurité alimentaire), Koulikoro et Ségou (30,1% et 25,3% d'insécurité alimentaire) et Tombouctou (21,1% d'insécurité alimentaire),

Tableau n°22: Niveau de sécurité alimentaire par région

Région	Niveau de Sécurité Alimentaire			
	Sécurité Alimentaire	Vulnérables à l'Insécurité Alimentaire	Insécurité Alimentaire Modérée	Insécurité Alimentaire
Kayes	32,4%	47,3%	18,7%	1,5%
Koulikoro	22,6%	47,3%	25,6%	4,6%
Sikasso	34,2%	49,4%	15,2%	1,2%
Ségou	28,1%	46,7%	21,9%	3,3%
Mopti	13,7%	51,7%	29,0%	5,7%
Tombouctou	15,6%	63,4%	17,7%	3,4%
Gao	2,1%	42,0%	37,4%	18,6%
Kidal	38,2%	46,4%	14,8%	,6%
Bamako	63,5%	28,2%	7,8%	,6%
<b>Moyenne Nationale (hors Bamako)</b>	<b>24,6%</b>	<b>49,2%</b>	<b>22,2%</b>	<b>4,1%</b>
<b>Moyenne Nationale</b>	<b>27,8%</b>	<b>47,4%</b>	<b>21,0%</b>	<b>3,8%</b>

Les principaux facteurs expliquant ces niveaux d'insécurité alimentaire sont les suivants :

- ⇒ Régions de Mopti, Gao, Tombouctou: les ménages ressentent encore les effets de la crise sécuritaire qui perturbe l'environnement socio-économique et les mouvements de populations.
- ⇒ Région de Ségou et de Koulikoro : les ménages font face à une vulnérabilité économique et plus spécifiquement pour la région de Ségou, certains ménages ont subi des inondations affectant leur campagne agricole.

### 2.18.2. Profil des ménages en insécurité alimentaire

L'insécurité alimentaire touche principalement :

- ⇒ **Les ménages pauvres :**
- 35% des ménages en insécurité alimentaire pour le quintile d'indice de bien-être économique le plus pauvre
- La proportion de ménages en insécurité alimentaire diminue en fonction de l'amélioration du bien-être économique (augmentation de la richesse)

- *Il est cependant intéressant de noter que les ménages classés comme riches, c'est-à-dire possédant le plus de biens et équipements, peuvent être touchés par l'insécurité alimentaire : 21% des ménages considérés comme riches sont en insécurité alimentaire.*

**Tableau n°23: Quintile de richesse selon la classe de sécurité alimentaire des ménages**

Quintile indice de richesse	Sécurité Alimentaire	Insécurité Alimentaire Légère	Insécurité Alimentaire Modérée	Insécurité Alimentaire Sévère
Le plus pauvre	17%	47%	28%	7%
Pauvre	37%	47%	13%	3%
Moyen	26%	43%	26%	4%
Riche	25%	53%	19%	3%
Le plus riche	33%	46%	19%	2%

⇒ **Les ménages dirigés par des femmes et des personnes à faible niveau d'éducation (aucun ou simplement alphabétisée) :**

- *Les femmes chefs de ménages apparaissent davantage en insécurité alimentaire (32,1% contre 24,4% pour les hommes chefs de ménage), ce qui paraît évident parce qu'elles se trouvent dans une situation économique plus précaire. En effet, les ménages dirigés par les femmes possèdent moins d'actifs productifs, gagnent moins en revenus, sont les plus endettés et utilisent plus de stratégies d'adaptations pour acquérir la nourriture.*
- *30,3% des ménages sans aucun niveau d'éducation sont en insécurité alimentaire et 52,2% des ménages avec un faible niveau d'éducation sans en insécurité alimentaire ;*
- *La proportion de ménages en insécurité alimentaire diminue à mesure que le niveau d'éducation du chef de ménage augmente.*

⇒ **Les ménages en insécurité alimentaire sous la forme la plus sévère vivent essentiellement de :**

- *Production agricole et maraîchage*
- *Production et vente de produits d'élevage*
- *Petits métiers*
- *Ouvrier et travailleur journalier non agricole*

⇒ **Les ménages modérément en insécurité alimentaire vivent de :**

- *Production agricole*
- *Production et vente de produits d'élevage*
- *Transferts d'argent*
- *Petits métiers*
- *Ouvrier et travailleur journalier non agricole*
- *Artisanat*

⇒ **Les ménages ruraux :**

La prévalence de l'insécurité alimentaire est de 26,9% en milieu rural contre 15,4% en milieu urbain.

⇒ **Insécurité alimentaire et stratégies d'adaptation de survie :**

Plus les ménages sont en insécurité alimentaire, plus ils utilisent des stratégies de survie.

**Tableau n°24: Classe de Sécurité Alimentaire et stratégies des ménages**

Classe	Classification de la Sécurité Alimentaire des ménages			
	Sécurité Alimentaire	Insécurité Alimentaire Légère	Insécurité Alimentaire Modérée	Insécurité Alimentaire Sévère
CSI réduit	,69	2,39	3,32	7,28

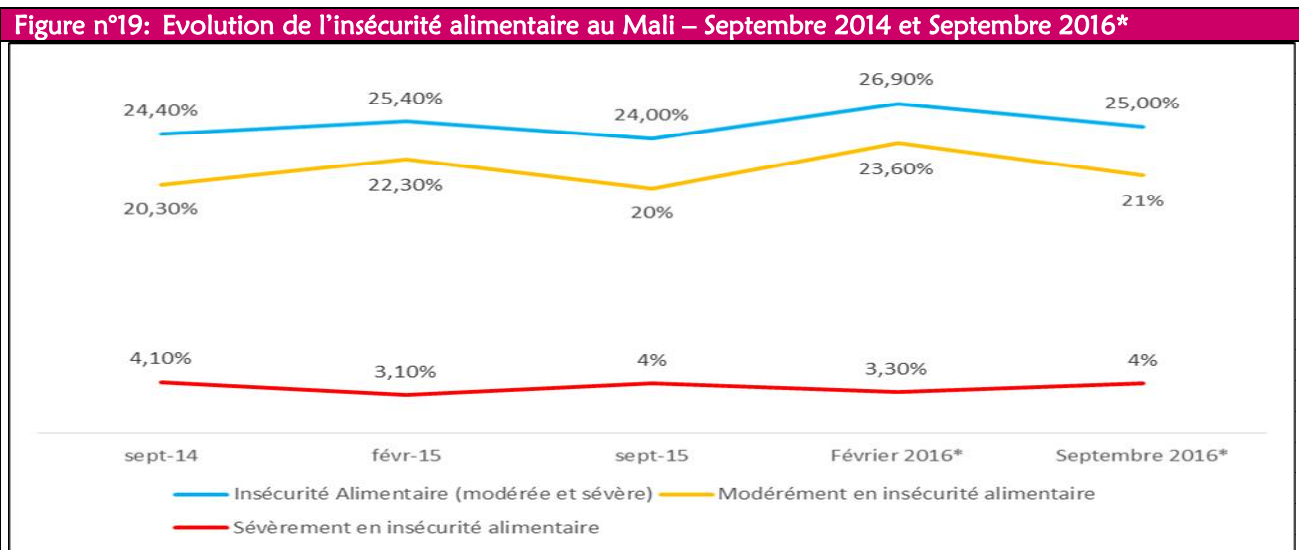
⇒ **Insécurité alimentaire et ciblage : les ménages en insécurité alimentaire ont reçu davantage d'assistance**

**Tableau n°25: Classe Sécurité Alimentaire et assistance alimentaire es ménages**

Classe	Classification de la Sécurité Alimentaire des ménages				
	Sécurité Alimentaire	Insécurité Alimentaire Légère	Insécurité Alimentaire Modérée	Insécurité Alimentaire Sévère	
Assistance alimentaire reçue par le ménage	Non	30,3%	46,6%	19,9%	3,2%
	Oui	15,7%	51,4%	26,5%	6,5%

### 2.18.3. Evolution de la sécurité alimentaire des ménages au Mali

Depuis deux années, à la même période, la situation alimentaire suit la même tendance et le niveau d'insécurité alimentaire tend à se stabiliser.



\* Données sans Bamako

La situation de sécurité alimentaire des ménages, au niveau national, cache cependant d'importantes disparités qui existent entre les différentes régions, cercles et zones de moyens d'existence.

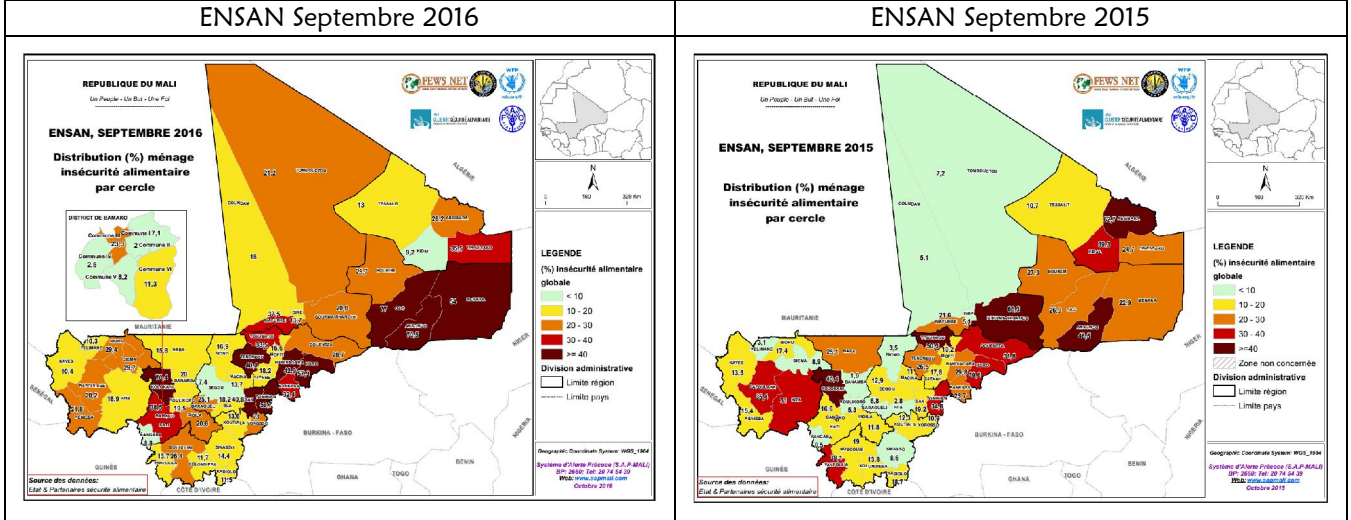
Les cercles qui ont subi la plus forte dégradation de leur sécurité alimentaire sont les cercles de Gao, Ansongo et Ménaka (région de Gao), Dièma (Kayes), Kolokani et Kati (Koulikoro), Barouéli, San et Tominian (Ségou).

Région	Cercle	ENSAN Septembre 2015	ENSAN Septembre 2016	Variation
		Insécurité alimentaire (modérée et sévère)	Insécurité alimentaire (modérée et sévère)	
KAYES	Kayes	10%	10,40%	0,36%
	Bafoulabe	33%	20,20%	-12,30%
	Dièma	10%	29,70%	<b>19,70%</b>
	Kenieba	11%	21,80%	10,47%
	Kita	30%	18,90%	-11,58%
	Nioro	17%	29,40%	12,40%
	Yélimané	3%	10,30%	6,97%
SIKASSO	Sikasso	8%	14,40%	6,48%
	Bougouni	16%	26,40%	10,00%
	Kadiolo	20%	11,50%	-8,50%
	Kolondièba	15%	11,70%	-2,97%
	Koutiala	12%	13,60%	1,93%
	Yanfolila	25%	13,70%	-10,97%
	Yorosso	12%	23,00%	11,00%
KOULIKOURO	Koulikoro	4%	19,50%	15,50%
	Banamba	2%	20%	18,00%
	Dioïla	13%	20,80%	8,21%

**ENQUETE NATIONALE SUR LA SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE, SEPTEMBRE 2016  
(ENSAN MALI) – version définitive**

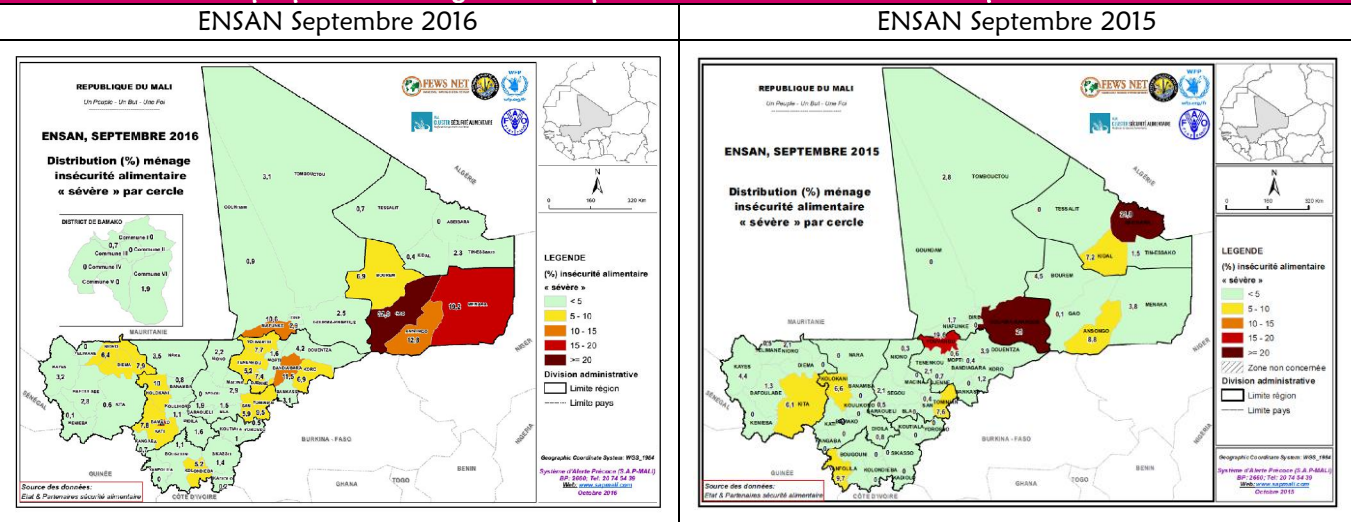
	Kangaba	1%	8,80%	8,13%
	Kati	16%	38,50%	<b>22,50%</b>
	Kolokani	40%	70,40%	<b>30,40%</b>
	Nara	28%	15,80%	-12,20%
<b>SEGOU</b>	Ségou	13%	7,40%	-5,52%
	Barouéli	5%	25,10%	<b>19,77%</b>
	Bla	4%	18,20%	14,45%
	Macina	11%	13,70%	2,37%
	Niono	6%	16,90%	11,11%
	San	12%	40,80%	<b>28,69%</b>
	Tominian	34%	59,70%	<b>25,70%</b>
<b>MOPTI</b>	Mopti	10%	16,60%	6,18%
	Bandiagara	29%	42,90%	13,81%
	Bankass	25%	32,40%	7,40%
	Djenne	18%	18,20%	0,34%
	Douentza	33%	28,70%	-4,24%
	Koro	42%	57,90%	16,08%
	Téniengkou	28%	40,10%	12,41%
	Youvarou	54%	33,50%	-20,07%
<b>TOMBOUCTOU</b>	Tombouctou	7%	21,20%	13,83%
	Dire	6%	13,70%	7,27%
	Gourma Rharous	7%	20,80%	13,88%
	Goundam	59%	18%	-41,38%
	Niafunké	22%	37,50%	15,19%
<b>GAO</b>	Gao	18%	77%	<b>59,00%</b>
	Ansongo	44%	70,50%	<b>26,50%</b>
	Bourem	29%	25,70%	-3,63%
	Ménaka	21%	54%	<b>33,33%</b>
<b>KIDAL</b>	Kidal	39%	9,20%	-30,13%
	Abeïbara	62%	26,20%	-35,80%
	Tessalit	8%	13%	5,00%
	Tin Essako	24%	35,50%	11,13%

**Carte n°8: Distribution (%) ménages en insécurité alimentaire globale (modérée + sévère) par cercle**

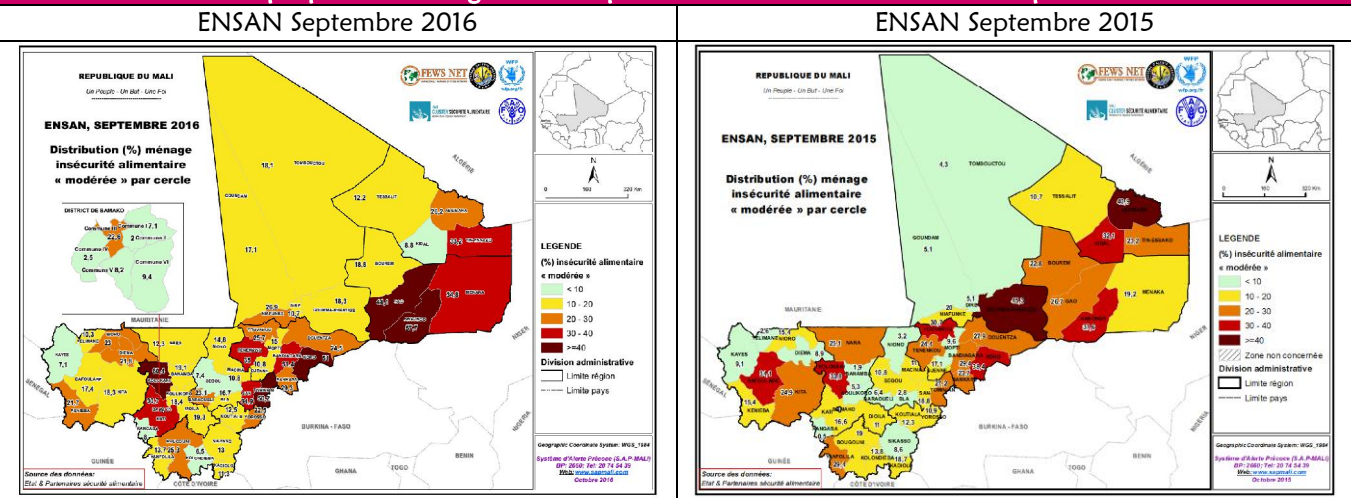


⇒ Evolution de l'insécurité alimentaire (selon le type) au cours de 6 derniers mois

**Carte n°9: Evolution proportion ménages touchés par l'insécurité alimentaire sévère par cercle**



**Carte n°10: Evolution proportion ménages touchés par l'insécurité alimentaire modérée par cercle**





#### 2.18.4. Sécurité Alimentaire et moyens d'existence

L'analyse de la sécurité alimentaire en fonction des zones de moyens d'existence telles que définies par FEWSNET montre que les zones d'élevage sont les plus touchées par l'insécurité alimentaire, notamment la zone agropastorale d'élevage transhumant avec 36,5% des ménages en insécurité alimentaire, ainsi que la zone du plateau Dogon. Ceci tendrait à confirmer que ces zones de moyens d'existence subissent toujours les conséquences de la difficile campagne agropastorale de 2014/2015 ainsi que de l'insécurité qui affecte les régions du Nord du Mali.

Tableau n°26: Classes de sécurité alimentaire et zones de moyens d'existence

Zone de moyens d'existence	Sécurité Alimentaire	Vulnérables à l'Insécurité Alimentaire	Insécurité Alimentaire Modérée	Insécurité Alimentaire
Nomadisme et commerce transsaharien	24%	61%	15%	0%
Nord élevage transhumant	9%	64%	19%	8%
Boucle du Niger riz et pêche	1%	51%	<b>33%</b>	<b>14%</b>
Centre élevage transhumant, mil et transfert	7%	49%	<b>35%</b>	<b>9%</b>
Plateau Dogon mil et échalote	13%	42%	<b>34%</b>	<b>11%</b>
Delta du Niger riz, élevage et pêche	15%	60%	20%	5%
Office du Niger riz et maraîchage	47%	39%	12%	2%
Nord-ouest sorgho, transfert et élevage	24%	60%	13%	3%
Centre sorgho et mil	19%	47%	28%	6%
Sud-est sorgho, mil et coton	23%	54%	21%	3%
Sud maïs, coton et fruits	37%	42%	19%	1%
Sud-ouest maïs, élevage et orpaillage	30%	49%	21%	0%
Centre-est mil et élevage transhumant	8%	52%	<b>33%</b>	<b>7%</b>
Zone de lacs mil et sorgho	15%	65%	16%	4%
Ouest arachide, sorgho et maïs	39%	36%	22%	3%
Sud-ouest orpaillage et maïs	31%	53%	14%	2%
Milieu urbain	53%	33%	11%	2%

Les zones de moyens d'existence les plus affectées par l'insécurité alimentaire sont les suivantes : Boucle du Niger-riz et pêche (47,7%), plateau Dogon-mil-échalote (44,7%), centre élevage transhumant-transferts-mil (43,8%), centre-est-mil et élevage transhumant (40,2%).

L'insécurité alimentaire sévère affecte davantage la zone Boucle du Niger-riz et pêche (14,3%) et le plateau Dogon-mil-échalote (10,5%).

Tableau n°27: Profil des ménages en insécurité alimentaire selon les critères HEA

Profil des ménages	Classification de la Sécurité Alimentaire des ménages*			
	Sécurité Alimentaire	Insécurité Alimentaire Légère	Insécurité Alimentaire Modérée	Insécurité Alimentaire Sévère
Taille du ménage	16	13	13	11
Nombre de sources de revenu	1,83	1,7	1,6	1,5
Nombre de bovins possédés	12	7	4	2
Nombre d'ovins possédés	8	9	4	4
Nombre de caprins possédés	7	6	5	3
Nombre de camelins possédés	0,11	0,09	0,08	0,07
Superficie cultivable possédée	7,7	6,5	5,0	4,6
Superficie cultivée cette année	7,1	6,2	5,4	4,1
Revenu moyen mensuel	132 625	98 438	75 613	53 251
Épargne financière (% des ménages)	30%	55%	13%	2%
Montant épargne	279 494	116 938	63 066	59 286

\* Données hors Bamako

#### 2.18.5. Perspectives d'évolution de la sécurité alimentaire

L'enquête s'est intéressée aux perspectives d'évolution de la situation alimentaire sur la période octobre-décembre 2016 et la période de janvier-mars 2017 à travers des discussions avec les communautés.

Globalement, 81,2% des communautés considèrent que la situation alimentaire va s'améliorer ou rester stable sur la période octobre-décembre 2016. Au niveau régional, plus d'un tiers des communautés des régions de Gao et de Tombouctou estiment que la situation alimentaire sera plus difficile que d'habitude (respectivement 39% et 35,2% des communautés) pour la période. La bonne disponibilité des denrées alimentaires liées à la période de récolte est la principale raison citée par les communautés pour justifier l'amélioration de la situation alimentaire. Paradoxalement, 25% des communautés de Gao justifient la dégradation de la situation alimentaire par la hausse des prix, et plus spécifiquement à Gao ville et dans d'autres régions à Nara, Tessalit et Gourma Rharous. L'idée de dégradation de la situation alimentaire pour cette période contraire à l'habitude fait surtout référence au niveau de la pauvreté des ménages à une période où les niveaux des prix des céréales sont au plus bas et où la propre récolte même faible est disponible.

Sur la période janvier-mars 2017, 73,5% des communautés pensent que la situation alimentaire va s'améliorer ou se maintenir. Au niveau régional, 85% des communautés de la région de Gao et 40,8% des communautés de la région de Tombouctou estiment que la situation alimentaire va se dégrader. Ce sont majoritairement les populations vivant dans les zones d'élevage transhumant qui sont concernées. Les raisons avancées pour expliquer cette dégradation sont essentiellement l'augmentation des prix des denrées alimentaires, notamment dans les régions de Gao, Tombouctou et Kidal et l'épuisement des stocks au niveau des ménages.

Comparé à une année normale ou moyenne, près de 80% des communautés estiment que la période octobre-décembre 2016 sera moins difficile ou identique et 75% des communautés estiment que la période janvier-mars 2017 sera moins difficile ou identique. Ce sont essentiellement les communautés vivant dans les régions de Gao et de Tombouctou qui considèrent que la situation sera plus difficile que d'habitude dans les prochains mois, notamment dans la région de Gao et dans les cercles d'Ansongo, Bourem, Gao, Nara, Ménaka et Gourma Rharous.

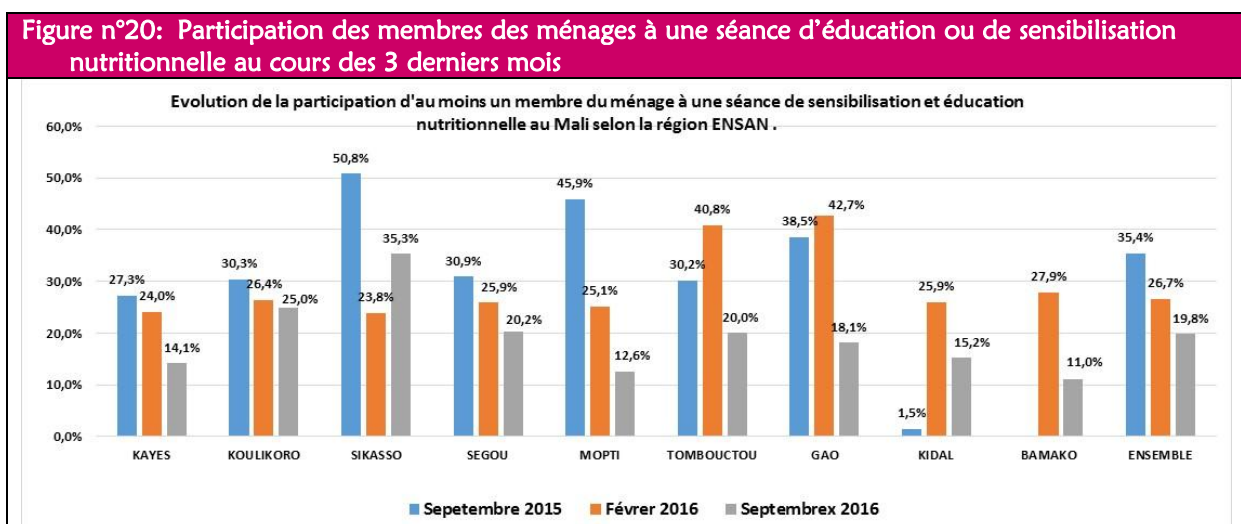
## 2.19. Nutrition des enfants de 6 à 59 mois

L'analyse de la partie nutrition de l'ENSAN porte sur les aspects sensibilisation/éducation nutritionnelle et la situation nutritionnelle des enfants de moins de 5 ans.

### 2.19.1. Sensibilisation et éducation nutritionnelle

⇒ **Participation des membres des ménages à une séance d'éducation ou de sensibilisation nutritionnelle au cours des 3 derniers mois**

En moyenne dans 19,8% des ménages contre 26,7% en février 2016 et 35,4% en septembre 2015, au moins un membre avait participé à une séance de sensibilisation ou d'éducation nutritionnelle au cours des 3 mois ayant précédé cette enquête ENSAN septembre 2016. Ces proportions sont en général en diminution depuis septembre 2015.



Ce sont les ménages du District de Bamako (11,0%) et des régions de Mopti (12,6%), de Kayes (14,1%) et Gao (18,1%) qui ont le moins participé à une séance de sensibilisation éducation nutritionnelle.

La région de Sikasso est la plus couverte par les activités de sensibilisation et éducation nutritionnelle au cours des trois dernier mois et cela compte tenu du grand intérêt dont fait l'objet la région aux yeux des partenaires en matière de nutrition.

Tableau n°28: Evolution de l'exposition des ménages aux différents thèmes de messages de sensibilisation et éducation nutritionnelle au cours des 3 derniers mois selon la région.

Région	Laver les mains et Hygiène (%)		Encourager/pratiquer l'allaitement maternel (%)		Manger une variété d'aliments (%)		Reconnaître les signes de la malnutrition chez l'enfant (%)		Bien utiliser les aliments (%)	
	Sept 2016	Février 2016	Sept 2016	Février 2016	Sept 2016	Février 2016	Sept 2016	Février 2016	Sept 2016	Février 2016
Kayes	91,5	94,4	77,2	81,7	74,2	59,7	88,5	49,3	72,2	67,3
Koulikoro	89,5	83,2	82,9	79,9	61,7	60,8	64,0	73,2	58,5	54,8
Sikasso	97,9	87,7	83,4	79,8	71,8	72,0	74,5	73,7	71,7	75,5
Ségou	84,3	92,4	80,1	92,9	49,0	66,1	41,8	65,1	48,9	53,6
Mopti	81,2	87,6	77,7	80,6	67,3	64,1	65,9	73,5	66,1	67,1
Tombouctou	86,1	96,0	67,0	64,3	50,1	61,5	50,3	64,6	53,0	67,5
Gao	95,4	91,1	64,6	56,0	31,8	32,0	56,9	74,7	39,6	35,1
Kidal	96,6	94,7	76,9	23,2	56,9	4,7	32,1	39,9	68,7	7,3
Bamako	89	88,6	87,0	84,8	75,5	60,9	66,0	50,6	72,2	59,9
<b>Ensemble</b>	<b>90,5</b>	<b>89,9</b>	<b>79,2</b>	<b>80,5</b>	<b>62,7</b>	<b>62,3</b>	<b>65,6</b>	<b>65,3</b>	<b>62,3</b>	<b>61,8</b>

Les proportions de ménages ayant reçu les différents thèmes vont de 90,5% contre 89,9% en février 2016 pour le lavage des mains et d'autres pratiques d'hygiène à 62,3% contre 61,8% en février 2016 pour comment bien utiliser les aliments. Il apparaît que les thèmes de sensibilisation sont presque identiquement diffusés.

Figure n°21: Evolution de la participation des ménages aux différents thèmes de messages de sensibilisation et éducation nutritionnelle au cours des 3 derniers mois

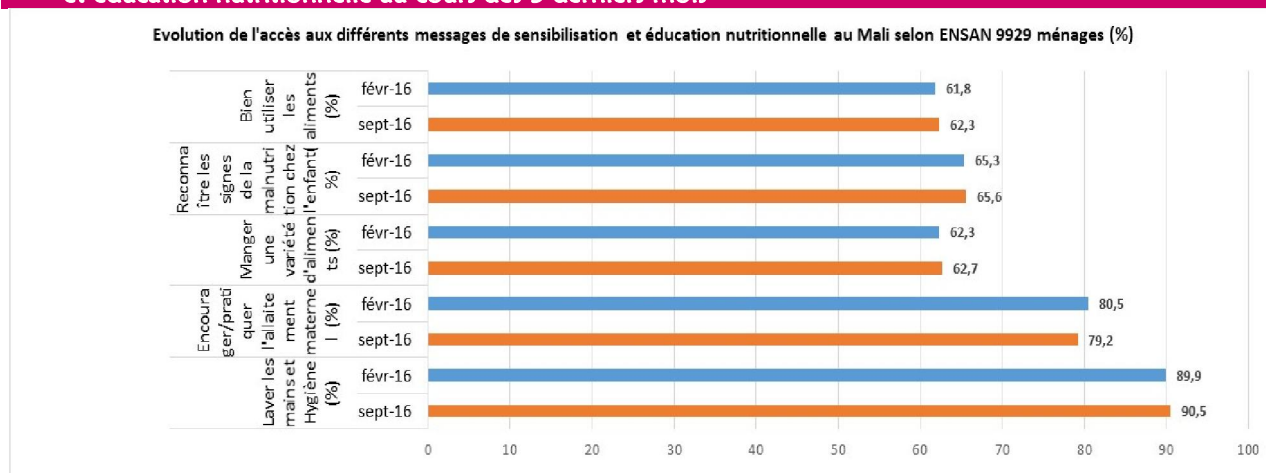


Tableau n°29: Participation des (membres) des ménages à une séance d'éducation ou de sensibilisation nutritionnelle au cours des 3 derniers mois selon la région

1.1 Nom de la région	KAYES	KOULIKORO	SIKASSO	SEGOU	MOPTI	TOMBOUCTOU	GAO	KIDAL	BAMAKO	ENSEMBLE
	%									
15.1 Est-ce qu'un membre de votre ménage a participé à une séance de sensibilisation ou d'éducation nutritionnelle au cours des trois (3) derniers mois ?	14,1	25,0	35,3	20,2	12,6	20,0	18,1	15,2	11,0	19,8
<b>Laver les mains et Hygiène (%)</b>	91,5	89,5	97,9	84,3	81,2	86,1	95,4	96,6	89,2	90,5
L'agent de santé (Médecin, Infirmier, Sage femmes, ...)	59,0	60,5	47,2	36,5	59,4	51,9	74,3	71,0	81,5	54,0
L'Agent de santé communautaire ou relais communautaire	79,2	54,6	67,9	62,4	67,1	63,1	17,8	12,9	27,5	61,4
Les agents d'une ONG	14,2	18,9	57,0	25,5	60,4	55,2	13,7	47,8	6,9	34,9
<b>Encourager/pratiquer l'allaitement maternel (%)</b>	77,2	82,9	83,4	80,1	77,7	67,0	64,6	76,9	87,0	79,2

**ENQUETE NATIONALE SUR LA SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE, SEPTEMBRE 2016  
(ENSAN MALI) – version définitive**

L'agent de santé (Médecin, Infirmier, Sage femmes, ...)	72,6	60,1	51,7	45,9	57,0	71,2	67,2	92,7	88,8	59,7
L'Agent de santé communautaire ou relais communautaire	81,7	61,4	69,2	65,8	65,5	49,9	25,6	28,7	27,3	63,4
Les agents d'une ONG	19,2	18,5	58,7	22,0	61,0	53,1	16,6	34,9	4,6	35,2
<b>Manger une variété d'aliments (%)</b>	<b>74,2</b>	<b>61,7</b>	<b>71,8</b>	<b>49,0</b>	<b>67,3</b>	<b>50,1</b>	<b>31,8</b>	<b>56,9</b>	<b>75,5</b>	<b>62,7</b>
L'agent de santé (Médecin, Infirmier, Sage femmes, ...)	67,8	63,4	44,9	31,7	59,4	65,2	47,3	94,2	90,1	55,6
L'Agent de santé communautaire ou relais communautaire	83,7	63,8	70,0	66,1	70,7	59,1	22,9	16,1	26,1	66,5
Les agents d'une ONG	17,0	21,3	62,2	26,5	68,4	59,7	36,9	32,2	4,1	39,5
<b>Reconnaître les signes de la malnutrition chez l'enfant(%)</b>	<b>88,5</b>	<b>64,0</b>	<b>74,5</b>	<b>41,8</b>	<b>65,9</b>	<b>50,3</b>	<b>56,9</b>	<b>32,1</b>	<b>66,0</b>	<b>65,6</b>
L'agent de santé (Médecin, Infirmier, Sage femmes, ...)	23,9	61,9	50,5	61,2	58,2	44,1	71,8	34,3	91,7	51,1
L'Agent de santé communautaire ou relais communautaire	39,8	64,6	75,3	74,3	73,3	58,3	11,1	15,0	30,9	59,8
Les agents d'une ONG	23,4	23,0	66,7	21,4	63,6	78,1	16,5	81,4	3,7	41,4
<b>Bien utiliser les aliments (%)</b>	<b>72,2</b>	<b>58,5</b>	<b>71,7</b>	<b>48,9</b>	<b>66,1</b>	<b>53,0</b>	<b>39,6</b>	<b>68,7</b>	<b>72,2</b>	<b>62,3</b>
L'agent de santé (Médecin, Infirmier, Sage femmes, ...)	70,8	58,6	46,8	32,0	63,1	53,7	57,9	91,2	87,1	55,6
L'Agent de santé communautaire ou relais communautaire	83,3	64,8	69,1	73,4	66,5	53,6	21,6	10,7	24,6	66,0
Les agents d'une ONG	18,8	24,4	62,4	28,9	64,9	62,8	20,5	31,7	4,8	40,3

Les sources ou canaux par lesquels les messages ont été reçus sont essentiellement par ordre d'importance les agents de santé communautaires ensuite les agents de santé et enfin les agents des ONG. Le rôle des agents des ONG est surtout prépondérant dans les régions de Mopti et Tombouctou. Les ONG représentent moins de 10% des sources d'information sur les différents thèmes dans le district de Bamako qui est peu couvert par les ONG.

### 2.19.2. Consommation de sel iodé dans les ménages

La consommation de sel iodé a été appréciée à l'aide d'un test réalisé sur le sel consommé dans chaque ménage au passage des enquêteurs avec le MBI KITS. Il est alors apparu que 82,5% des ménages consomment du sel iodé Mali. Ce taux était de 86% lors de l'Enquête de Base EBSAN du SAP en mars 2008.

Le niveau de consommation du sel iodé est faible dans les régions du nord du pays Tombouctou (63,2%) les régions du Nord ; Kidal (33,6%) et Gao (42,2%). Ce niveau de consommation faible de sel iodé dans les régions du nord s'explique en grande partie par la consommation traditionnelle du sel gemme.

Le District de Bamako (96,3%) la région de Sikasso (95,6%) Ségou (94,3%) affichent les taux les plus élevés.

**Tableau n°30: Consommation de sel iodé dans les ménages**

Nom de la région	Proportion de ménage avec le sel de cuisine testé positif à l'Iode
Kayes	77,7
Koulikoro	79,5
Sikasso	95,6
Ségou	94,3
Mopti	86,9
Tombouctou	63,2
Gao	42,2
Kidal	33,6
Bamako	96,3
<b>Total</b>	<b>82,5</b>

### 2.19.3. Caractéristique des enfants de 6 à 59 mois

L'analyse de la situation nutritionnelle des enfants de moins de 5 ans a porté sur les données de 14513 enfants contre 14660 enfants en février 2016. Cette différence s'explique essentiellement par le nombre élevé de grappes qui n'ont pas pu être réalisées à cause de la recrudescence de l'insécurité au moment de l'enquête. L'âge moyen des enfants était de 30 mois. Les garçons reprenaient 51,8% contre 52,7% en février 2016. Les filles dominent à Bamako (50,2%) et surtout à Mopti pour la deuxième fois avec 50,4% contre 50,8% en février 2016.

Tableau n°31: Distribution des enfants selon le sexe et la classe d'âge et la région

REGION	Sexe (%)		Age (en mois)	Classe d'âge des enfants (%)					
	M	F	Moyenne	6 à 8 mois	9 à 11 mois	12 à 23 mois	24 à 35 mois	36 à 47 mois	48 à 59 mois
Kayes	52,3	47,7	31,1	4,8	4,6	19,7	26,3	23,9	20,7
Koulikoro	53,5	46,5	30,9	4,6	3,3	20,0	29,2	24,0	19,0
Sikasso	52,5	47,5	30,6	4,9	3,7	22,7	24,8	24,4	19,5
Ségou	51,1	48,9	29,6	6,2	5,4	21,5	24,5	23,9	18,5
Mopti	49,6	50,4	30,3	4,8	3,7	20,7	26,2	25,1	19,5
Tombouctou	50,6	49,4	29,3	5,3	5,3	22,2	22,7	18,8	25,7
Gao	54,7	45,3	28,3	3,2	2,8	30,9	23,4	21,7	18,1
Kidal	53,2	46,8	29,3	1,2	5,8	36,8	18,1	18,7	19,3
Bamako	49,8	50,2	30,5	5,8	5,1	19,2	24,9	25,1	19,9
<b>Ensemble septembre 2016</b>	<b>51,8 %</b>	<b>48,2</b>	<b>30,4</b>	<b>5,0</b>	<b>4,2</b>	<b>21,3</b>	<b>25,7</b>	<b>24,0</b>	<b>19,7</b>
<b>Ensemble février 2016</b>	<b>52,3</b>	<b>47,7</b>	<b>30,04</b>	<b>5,5</b>	<b>4,3</b>	<b>22,0</b>	<b>25,2</b>	<b>24,5</b>	<b>18,4</b>

Les garçons étaient plus nombreux que les filles avec un sexe ratio 1,07 contre 1.10 en février 2016 en faveur des garçons.

Les proportions d'enfants dans les différentes classes d'âge adoptées sont presque superposables.

## 2.19.4. Consommation alimentaire des enfants de 6 à 59 mois

### 2.19.3.1. Alimentation du nourrisson et du jeune enfant Fréquence de consommation de différents groupes alimentaire par les enfants

Tableau n°32: Alimentation du nourrisson et du jeune enfant

Région	Proportion d'enfants actuellement allaités	Nombre de repas pris la veille par l'enfant ?	Présence des œdèmes bilatéraux ?	Est-ce que l'enfant est présentement inscrit dans un programme de nutrition ?			Bouillie, bouillie nafama, Pain, Biscuits, Beignets et autres préparations enrichies	Prise de la vitamine A au cours des 6 derniers mois	L'enfant a-t-il été malade au cours des deux dernières semaines ? (fièvre, toux, diarrhée)	
				Oui	Non	URENAM				URENAS
			%	Moyenne	%	%	%	%	%	%
Kayes	31,1	4	0,4	97,9	1,7	0,1	0,3	84,4	56,0	27,9
Koulikoro	30,6	4	0,5	98,3	1,4	0,2	0,1	81,6	81,9	23,5
Sikasso	33,0	4	0,4	98,4	1,4	0,1	0,1	80,5	65,1	18,6
Ségou	31,7	4	0,3	97,3	2,1	0,5	0,0	85,0	71,0	28,9
Mopti	32,2	4	2,2	96,2	3,4	0,3	0,1	73,4	60,4	22,0
Tombouctou	37,0	3	4,3	98,1	1,9	0,0	0,0	69,5	47,2	29,4
Gao	36,6	3	0,6	98,9	1,1	0,0	0,0	66,6	33,8	9,1
Kidal	49,1	3	4,7	96,5	3,5	0,0	0,0	48,5	31,0	29,2
Bamako	30,3	4	0,3	97,4	2,3	0,2	0,0	80,0	60,2	24,9
<b>Septembre 2016</b>	<b>32,2</b>	<b>4</b>	<b>0,9</b>	<b>97,7</b>	<b>2,0</b>	<b>0,2</b>	<b>0,1</b>	<b>79,7</b>	<b>64,0</b>	<b>24,0</b>
<b>Février 2016</b>	<b>30,4</b>	<b>4</b>	<b>0,5</b>	<b>98</b>	<b>1,7</b>	<b>0,20</b>	<b>0,1</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>17,4</b>

En moyenne, 30,2% enfants de 11 à 15 mois contre 30,4% en février 2016 continuaient à être allaités. Le nombre moyen de repas était 4 pour le pays mais respectivement 3 pour les régions de Tombouctou, Gao et Kidal.

Des cas œdèmes nutritionnels ont (malnutrition aiguë sévère) été observés dans toutes les régions mais surtout à Tombouctou et Kidal.

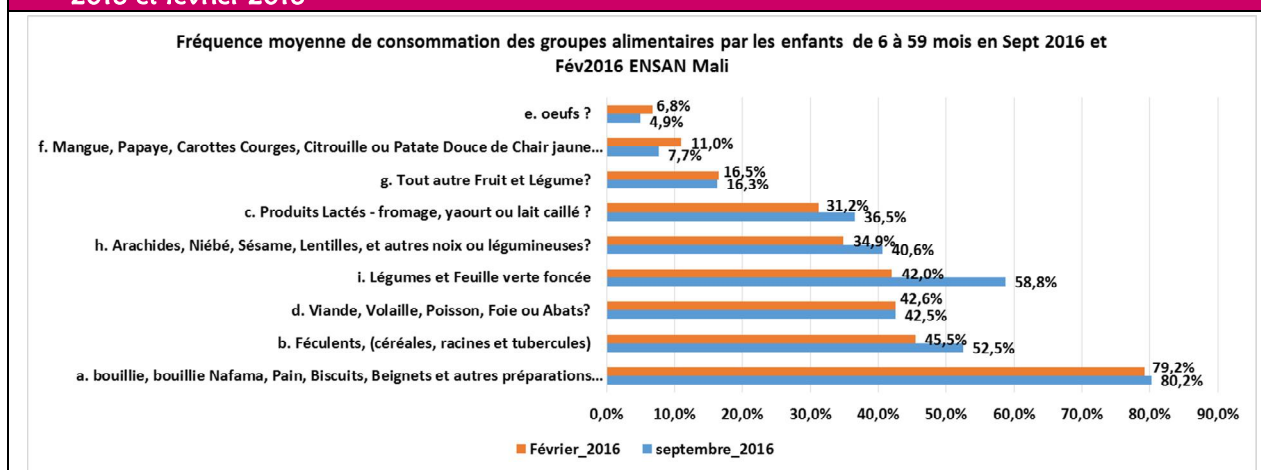
Comme en février 2016 ; seulement 2% des enfants étaient pris en charge dans un programme de nutrition. Au cours des deux semaines ayant précédé le passage des enquêteurs, 24,0% des enfants contre 17,4% en février 2016 des enfants étaient tombés malades. Les régions de Kidal avec 29,2% contre 46,3% d'enfants tombés malades en février 2016, celle de Ségou avec 28,9% contre 27,4% et celle de Kayes avec 27,9% contre 25,7% étaient les plus affectées par les maladies.

Par ailleurs, 64,0% des enfants avaient reçu une capsule de Vitamine A au cours des 6 dernier mois.



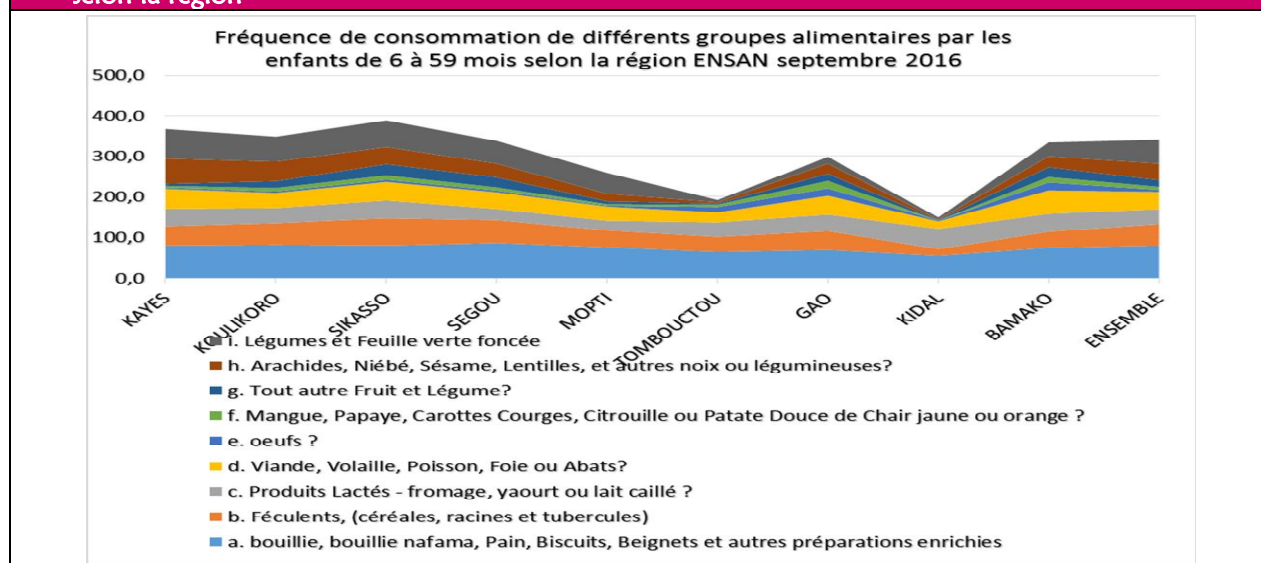
### 2.19.3.2. Consommation de différents groupes alimentaire par les enfants

Figure n°22: Fréquence de consommation de différents groupes alimentaire par les enfants en septembre 2016 et février 2016



Les préparations pour enfants enrichies à base de céréales et les féculents sont les groupes alimentaires les plus consommés. Les autres groupes alimentaires (Viandes, volaille, poisson, foie ou abats) et les légumes et feuille verte foncée sont consommés par 42 à 43% des enfants et les autres groupes alimentaires par le tiers ou nettement moins. Mis à part les œufs et les fruits et légumes à chair jaune les autres groupes alimentaires apparaissent en général mieux consommés qu'en février 2016 surtout les légumes feuille vertes foncée. Ceci peut s'expliquer entre autre par la disponibilité saisonnière de plusieurs produits.

Figure n°23: Fréquence de consommation de différents groupes alimentaires par les enfants de 6 à 59 mois selon la région



La consommation des différents groupes alimentaires œufs fruits, légumes et légumineuses est nettement moins importante à Tombouctou et Kidal.

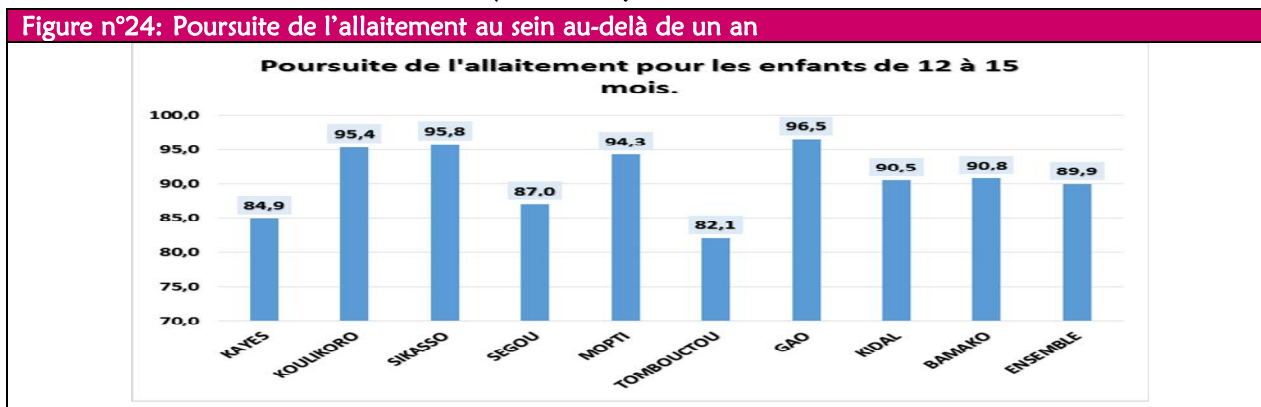
### 2.19.3.3. Poursuite de l'allaitement au sein au-delà de un an.

Il s'agit de la proportion d'enfants âgés de 12 à 15 mois qui sont nourris au lait maternel. Sa formule est :

Enfants âgés de 12 à 15 mois qui ont eu du lait maternel le jour précédent

Enfants âgés de 12 à 15 mois

Cet indicateur englobe l'allaitement par une nourrice et le lait tiré du sein maternel.



Dans l'ensemble 89,9% des enfants de 12 à 15 mois étaient allaités. Il apparaît que cette proportion est plus faible à Tombouctou que dans les autres régions.

#### 2.19.3.4. Nombre minimum de repas

Le nombre de repas consommé par les enfants la veille de l'enquête et présenté dans le graphique ci-dessous est peu satisfaisant au regard du nombre minimal de repas recommandé par l'Organisation Mondiale de la Santé suivant l'âge:

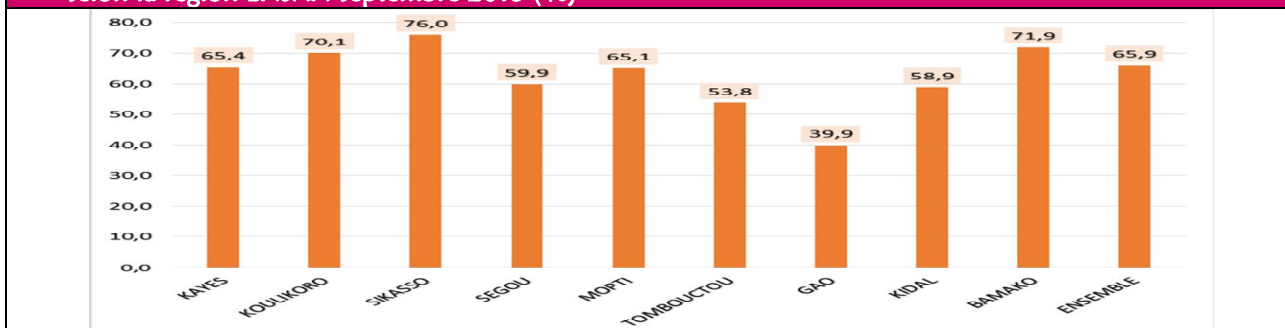
- ✓ 2 repas pour les enfants de 6-8 mois et qui continue à être allaité
- ✓ 3 repas pour les enfants de 9-23 mois et qui continue à être allaité
- ✓ 4 repas pour les enfants de 9-24 mois non allaité

**Figure n°25: Proportion d'enfants de 6 à 8 mois allaités et qui ont consommés au moins 2 repas la veille selon la région ENSAN Septembre 2016 (%)**



Il ressort que les besoins alimentaires n'étaient pas couverts pour 27% des enfants de 6 à 8 mois allaités. Cette proportion est assez élevée pour les régions de Kidal (50,0%), Tombouctou (54,4%) et Gao (60,0%).

**Figure n°26: Proportion d'enfants de 9 à 23 mois allaités et qui ont consommés au moins 3 repas la veille selon la région ENSAN septembre 2016 (%)**



Concernant les enfants de 9 à 23 mois qui continuaient à être allaités le taux d'accès au nombre minimum de repas 3 repas n'était assuré que 65,9%. La proportion d'enfants privés de ce nombre minimum était trop élevée à Gao (39,9%) Tombouctou (53,8%) et Gao (60,0%).

Des efforts doivent être faits dans le domaine de la promotion de bonnes pratiques alimentaires et nutritionnelles pour améliorer le niveau de cet indicateur.

### 2.19.3.5. Introduction d'aliments de complément

**Introduction d'aliments solides, semi-solides ou mous :** Proportion de nourrissons âgés de 6 à 8 mois qui ont reçu des aliments solides, semi-solides ou mous la veille.

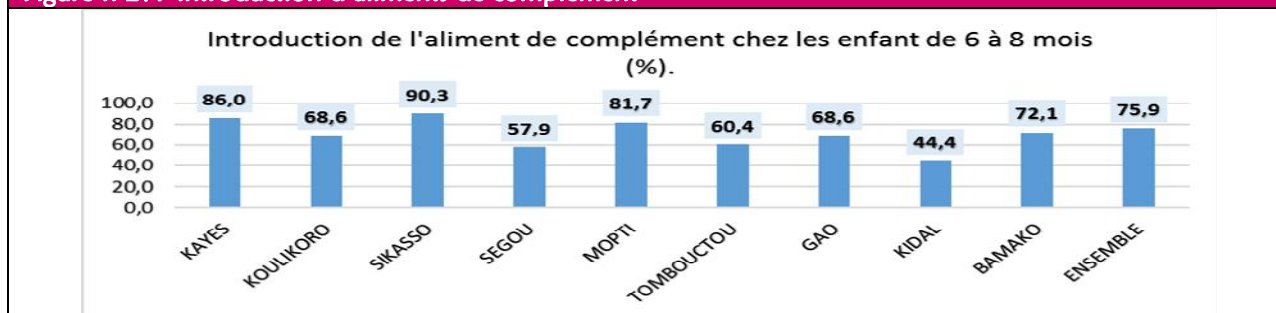
#### Nourrissons âgés de 6 à 8 mois ayant reçu des aliments solides, semi-solides ou mous le jour précédent

##### Nourrissons de 6 à 8 mois

Cet indicateur est l'une des deux parties de l'indicateur antérieur sur l'alimentation complétée en temps opportun, qui intégrait également l'allaitement au sein.

Le pourcentage d'enfants de 6 à 8 mois ayant bénéficié d'une introduction d'aliments solides, semi-solides ou mous étaient de 75,9. Ce taux est très bas et pourrait servir d'argumentaire pour l'analyse des facteurs de risques de la malnutrition.

Figure n°27: Introduction d'aliments de complément



Au niveau du pays, il apparaît que 75,9% des enfants de 6 à 59mois bénéficient d'une introduction adéquate de l'aliment de complément. Ce taux est très faible pour la région de Kidal (44,4%). La région de Sikasso présente le meilleur taux (90,3%).

### 2.19.3.6. Diversification alimentaire minimum :

Proportion d'enfants de 6 à 23 mois ayant consommé des aliments appartenant au moins à 4 groupes alimentaires distincts.

#### Enfants de 6 à 23 mois ayant consommé des aliments appartenant à au moins 4 groupes d'aliments distincts le jour précédent

##### Enfants de 6 à 23 mois

Le seuil est fixé à au moins 4 des 7 groupes d'aliments cités ci-dessus, car il s'associe à un meilleur régime alimentaire, que l'enfant soit allaité au sein ou pas. Dans la plupart des populations, la consommation d'aliments appartenant à au moins 4 groupes le jour précédent signifie que l'enfant a eu une grande probabilité de manger au moins un aliment d'origine animale et un fruit ou légume ce jour-là, en plus d'un aliment de base (céréales, racines ou tubercules).

### 2.19.3.7. Score de diversité alimentaire individuel des enfants de 6 à 59 mois.

Tableau n°33: Score de diversité alimentaire individuel des enfants de 6 à 59 mois

Région	Enfants de 6_23mois avec SDAI<4 groupes alimentaire		24_59mois avec SDAI<4 groupes alimentaire	
	Septembre 2016	Février 2016	Septembre 2016	Février 2016
Kayes	3,3	4,7%	14,3	22,9%
Koulikoro	3,2	7,8%	28,7	18,4%
Sikasso	23,5	8,2%	30,2	24,5%
Ségou	3,8	6,2%	26,0	25,1%
Mopti	2,3	9,2%	10,3	13,8%
Tombouctou	1,8	4,3%	11,4	23,1%
Gao	10,7	4,5%	20,7	18,4%
Kidal	0,0	3,7%	1,3	6,6%
Bamako	16,4	18,8%	34,1	47,0%
<b>Total</b>	<b>8,1</b>	<b>7,9%</b>	<b>22,3</b>	<b>23,3%</b>

En moyenne 8,1% des enfants de 6 à 23 mois contre 7,9% en février 2016 et 22,3% de ceux de 24 à 59 mois contre 23,3% en février 2016 avaient consommés moins de 4 groupes alimentaires la veille. Le taux le plus élevé de privation au régime minimum acceptable est observé dans le district de Bamako et la région de Sikasso.

### 2.19.5. Statut nutritionnel des enfants

Le statut nutritionnel des enfants a été évalué avec la bande de Shakir. La prévalence de la malnutrition aiguë était de 2,8% dont 0,4% de formes sévères contre 6,2% dont 1,0% de forme sévère en février 2016. Les régions de Gao, Ségou, Kidal et Sikasso avec respectivement 17,4 9,3%, 8,2% et Ségou avaient les prévalences les plus élevées.

Tableau n°34: Statut nutritionnel des enfants

Région	Malnutrition Aiguë (avec MUAC)									
	MA Sévère (%)		MA Modéré (%)		Risque MA (%)		Normal (%)		Malnutrition Aiguë (%)	
	sept-16	févr-16	sept-16	févr-16	sept-16	févr-16	sept-16	févr-16	sept-16	févr-16
Kayes	0,2	0,5	1,8	4,3	7,5	16,9	90,5	78,3	2,0	4,8
Koulikoro	0,4	0,7	2,8	4,5	3,2	7,5	93,6	87,3	3,2	5,2
Sikasso	0,6	1,6	2,8	5,0	3,2	6,9	93,4	86,5	3,4	6,6
Ségou	0,3	0,7	3,2	8,5	5,3	11,5	91,2	79,3	3,5	9,2
Mopti	0,5	1,4	1,7	3,9	1,9	3,7	96,0	91,0	2,2	5,3
Tombouctou	0,3	1,2	1,5	2,4	17,1	25,2	81,1	71,2	1,8	3,6
Gao	1,2	3,7	5,6	13,7	5,4	9,9	87,9	72,6	6,8	17,4
Kidal	2,5	3,6	3,2	5,0	20,4	32,7	73,9	58,7	5,8	8,6
Bamako	0,3	0,5	,9	2,1	3,4	8,2	95,4	89,1	1,3	2,7
<b>Total</b>	<b>0,4</b>	<b>1,0</b>	<b>2,4</b>	<b>5,3</b>	<b>4,9</b>	<b>10,7</b>	<b>92,3</b>	<b>83,1</b>	<b>2,8</b>	<b>6,2</b>

La situation nutritionnelle est précaire et en légère dégradation par rapport à l'enquête de février au regard des différents indicateurs nutritionnelles évalués dans la présente enquête.

### MESSAGES CLES A RETENIR DE L'ENSAN MALI DE FEVRIER 2016

✓ **Un quart (25%) des ménages maliens sont en insécurité alimentaire (essentiellement dans sa forme modérée 21,9% - vs 3,1% pour la forme sévère) au niveau national**

Cette évolution des chiffres de l'insécurité alimentaire cache d'importantes disparités de la situation de l'insécurité alimentaire qui existent entre les différentes régions, cercles et zones de moyens d'existence du Mali.

✓ **Profil des ménages en insécurité alimentaire.**

L'insécurité alimentaire touche principalement :

- les ménages pauvres ;
- les ménages dirigés par des femmes et des personnes à faible niveau d'éducation (aucun ou simplement alphabétisée) ;
- les ménages vivant des dons et assistance, du travail journalier agricole et non agricole, de l'artisanat, de l'emprunt et de la mendicité ;
- les ménages ruraux.

✓ **L'insécurité alimentaire touche plus de 40% des ménages dans sept (9) cercles.**

Il s'agit des cercles de Gao (77%) ; Ansongo (71%), Kolokani (70%), Tominian (60%), Koro (58%), Ménaka (54%), Bandiagara (44%), San (41%) et Ténenkou (40%) .

Ils apparaissent actuellement comme des zones d'interventions prioritaires pour la lutte contre l'insécurité alimentaire au Mali. Il est important également d'inclure les autres cercles - principalement ceux dans les régions du nord et du sahel occidental- où la fragilité du contexte sécuritaire ainsi que les effets encore ressentis de la mauvaise campagne agropastorale de 2014/2015 ne sont pas de nature à permettre des améliorations rapides de la sécurité alimentaire malgré les importants efforts déployés par l'Etat, le PAM, la FAO et tous les autres acteurs humanitaires œuvrant dans cette zone.

✓ **Comparativement aux résultats de l'ENSAN de septembre 2015 ; l'insécurité alimentaire s'est significativement détériorée dans six (6) cercles**

Il s'agit des cercles de Gao (+59%), Ménaka (33,3%), Kolokani (+30,4%), San (+28,7%), Ansongo (+26,5%), Tominian (+25,7%) et Kati (+22,5%).

✓ **Les causes de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire des ménages**

Avec une production record de 8.054.895 tonnes de céréales au cours de la campagne 2015-2016 (résultats définitifs), le Mali n'est pas globalement confronté à un problème de disponibilité alimentaire. D'ailleurs, le bilan céréalier dégage un excédent de 1.635.000 tonnes qui est de nature à favoriser un bon approvisionnement des marchés durant l'année alimentaire 2016<sup>8</sup>. Les prix sur les marchés en septembre 2016 sont relativement stables – excepté dans la région de Kidal où une hausse importante due aux conflits et à l'insécurité a été notée.

De ce fait, ce sont les difficultés d'accès aux aliments et les problèmes d'utilisation des aliments constituent les principales causes de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire des ménages.

Le caractère structurel de l'insécurité alimentaire au Mali est en partie lié à la pauvreté sachant que la situation alimentaire d'un ménage est aussi déterminée par le mode de vie ; l'accès à l'éducation et au crédit ; la pratique de l'agriculture, du maraîchage et de l'élevage ; la taille des superficies cultivées ; la proximité des services sociaux de base ; la taille de la famille ; le sexe ainsi que le statut matrimonial du chef de ménage.

A cette situation structurelle s'ajoutent les chocs qui viennent fragiliser la situation des ménages ainsi que l'affaiblissement de la résilience des ménages du fait de la récurrence importante de ces chocs, l'insécurité, les dépenses importantes, la hausse des prix, la perte de bétail, et le recours fréquent à des stratégies de stress, de crise voire d'urgence.

✓ **Evolution probable de la situation de l'insécurité alimentaire dans les prochains mois**

Du fait de la période de récolte des cultures vivrières et de rente, les prix des denrées alimentaires devraient diminuer et les ménages pourront reconstituer leurs stocks au niveau ménage. La période hivernage est également propice aux éleveurs et agropasteurs avant que les conditions pastorales ne commencent à se dégrader à partir de février – mars 2017, notamment dans les zones de déficit de biomasse.

La situation alimentaire devrait donc globalement s'améliorer dans les mois à venir à l'exception des zones affectées par l'insécurité, les inondations, le déficit pluviométrique ou les dégâts des déprédateurs.

## QUELQUES RECOMMANDATIONS POUR LES INTERVENTIONS ET LES PROGRAMMES

La réduction de l'insécurité alimentaire et de la vulnérabilité passe par l'adoption d'une approche intégrée prenant en compte non seulement les besoins immédiats en nourriture mais aussi les problèmes structurels qui causent la vulnérabilité. Pour ce faire, il faudrait pour cela :

- ✓ Mettre en œuvre des programmes d'assistance alimentaire immédiate en faveur des ménages en insécurité alimentaire sévère ;
- ✓ Les types d'aides les plus souhaitées par les ménages étant, entre autres, les rations alimentaires gratuites ; l'appui à l'emploi, les soins de santé/médicaments gratuits ou les semences et intrants agricoles gratuits/subventionnés.
- ✓ Poursuivre les appuis humanitaires en cours et procéder à des actions de reconstitution des moyens d'existence à l'endroit des populations déplacées et des réfugiés de retour.
- ✓ Poursuivre et renforcer les actions de prévention et de prise en charge de la malnutrition qui demeure un problème préoccupant.

<sup>8</sup> Fiche de communication du Cadre Harmonisé du Mali - Mars 2015.



- ✓ Mettre en œuvre des actions de résilience (cash transfert, Vivres Contre Travail, Vivres Contre Actifs, Vivres Contre Formation, reconstitution de cheptel, aménagements de proximités, etc.) en faveur des populations en insécurité alimentaire modérée et sévère.

**Pour plus d'informations sur ce rapport de synthèse, contacter les auteurs :**

**SAP, Bamako, Mali**

Mamy **COULIBALY**, Coordinateur National  
Ogoyo **DOLO**, Chef de la Division Technique  
Guidière **DOLO**, Chef Cellule Informatique  
Dr Soumaïla **DIARRA**, Responsable des enquêtes  
Ichiaka **BENGALY**, Chargé SIG

[mpaara1@gmail.com](mailto:mpaara1@gmail.com)  
[ogoyodolo@yahoo.fr](mailto:ogoyodolo@yahoo.fr)  
[dolog4@yahoo.fr](mailto:dolog4@yahoo.fr)  
[dibanka2@gmail.com](mailto:dibanka2@gmail.com)  
[ichbeng@yahoo.fr/ichsimb@gmail.com](mailto:ichbeng@yahoo.fr/ichsimb@gmail.com)

**FEWS NET**

Adama **THERA**, National Technical Manager

[athera@fews.net](mailto:athera@fews.net)

**INSTAT**

Seydou **DOUMBIA**, Chef Division Statistiques Agricoles

[seydou\\_doum@yahoo.fr](mailto:seydou_doum@yahoo.fr)

**Bureau de pays du PAM, Bamako, Mali**

Nanthilde **KAMARA**, VAM Officer  
Aminata **DOUCOURE**  
Abdoulaye **SINAYOKO**, Spécialiste national des marchés  
Amadou **IBRAHIM**, GIS Officer

[nanthilde.kamara@wfp.org](mailto:nanthilde.kamara@wfp.org)  
[aminata.doucoure@wfp.org](mailto:aminata.doucoure@wfp.org)  
[abdoulaye.sinayoko@wfp.org](mailto:abdoulaye.sinayoko@wfp.org)  
[amadou.ibrahim@wfp.org](mailto:amadou.ibrahim@wfp.org)

**Bureau FAO**

Ousmane **SYLLA**, Agro économiste, MPH-nutrition, Analyste Sécurité alimentaire

[ousmane.sylla@fao.org](mailto:ousmane.sylla@fao.org)